

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les budgets de 1966 et 1967 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES BUDGETS DE 1966 ET 1967

Le présent article a pour objet d'exposer, dans un but d'information, les développements les plus significatifs des budgets de 1966 et 1967 suivant l'« Exposé général des recettes et des dépenses pour l'exercice 1967 ». Il traitera d'abord des principaux aspects de la

politique économique et financière générale du Gouvernement et examinera ensuite plus en détail les budgets de 1966 et 1967. Enfin, il donnera une vue des regroupements économiques et fonctionnels des opérations budgétaires du pouvoir central.

I. La politique économique et financière du Gouvernement

A. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LES BUDGETS.

L'élaboration du budget de 1967 a été dominée par les préoccupations suivantes :

— maintenir l'effort de recherche de la vérité budgétaire, postulant l'évaluation correcte des besoins inéluctables et l'élimination systématique de tout artifice;

— atteindre l'équilibre du budget sans nouveaux impôts;

— contenir la progression des dépenses dans les limites compatibles avec la croissance du produit national brut;

— assurer la promotion du progrès social dans les conditions fixées par la Déclaration gouvernementale du 23 mars 1966.

1. L'exécution du budget de 1966.

Après que les propositions initiales eurent été réduites de 11 milliards, le budget ordinaire

de 1966 a été fixé à 202 milliards, montant qu'il faudra majorer de 4,2 milliards par le feuillet des crédits supplémentaires. De leur côté, les recettes de l'exercice ont été réévaluées sur base des résultats acquis à la fin de juillet qui accusaient une plus-value de 1,7 milliard, en dépit de la perte enregistrée pour les premiers mois par les anticipations de la fin de 1965 ⁽¹⁾. De 197,1 milliards dans le budget déposé, les recettes passeraient à 200,3 milliards.

Compte tenu des annulations de crédits à la clôture de l'exercice, dont le montant peut être évalué à 3 milliards, le déficit réel de 1966 atteindrait environ 3 milliards. Le déficit probable atteint ainsi un niveau inférieur à celui

(1) L'exercice 1966 a été privé de l'enregistrement de quelque 3 milliards de recettes rattachées à 1965, résultant de l'anticipation des transactions en prévision de la hausse des taux d'impôts annoncée dans l'Exposé général du budget de 1966 et appliquée dès le 1^{er} janvier 1966.

qui avait été prévu lors du vote du budget (4,9 milliards) et considérablement inférieur au déficit comptable de l'exercice 1965 fixé provisoirement à 8,3 milliards ⁽¹⁾, chiffre qu'il convient de majorer, en fait, de 3 milliards (anticipation des transactions de la fin de 1965).

2. Le budget de 1967.

Les propositions de dépenses budgétaires ordinaires pour 1967 s'élèvent à 220,7 milliards, soit un accroissement de 14,5 milliards ou 7 p.c. sur le budget ajusté de 1966. Ce pourcentage est compatible avec le taux escompté de 7 p.c. de progression du produit national brut à prix courants.

Trois éléments expliquent, à concurrence de près de 75 p.c., la croissance du budget ordinaire : la hausse des prix (le budget de 1967 comporte un supplément « index » de 4,5 milliards); la programmation sociale (les dépenses supplémentaires résultant de la réalisation de la deuxième étape des accords de programmation sociale conclus le 22 décembre 1965 sont estimées à 2,5 milliards); la dette publique (la différence entre les budgets de la Dette publique pour 1967 et 1966 est de 3,6 milliards).

Les recettes ordinaires sont évaluées, quant à elles, à 220,8 milliards, soit un accroissement de 20,5 milliards par rapport aux recettes probables de 1966 (200,3 milliards). Toutefois, deux éléments accidentels doivent être considérés. Il s'agit, d'une part, de la perte de recettes qui aurait atteint environ 3 milliards en 1966 à la suite de l'anticipation des transactions intervenue à la fin de 1965 en prévision de l'augmentation des impôts indirects; à défaut de cette anticipation, les recettes de 1966 se seraient élevées à environ 203,3 milliards. D'autre part, une recette exceptionnelle de 1,5 milliard résultera de l'application à partir du 1^{er} janvier 1967 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat et qui substitue le régime de la gestion à celui de l'exercice. Abstraction faite de ces deux éléments, l'accroissement des recettes de 1967 par rapport à 1966 est de 16 milliards.

(1) A la fin de juillet 1966, c'est-à-dire à une époque où le budget de 1965 n'est pas encore définitivement clôturé, les dépenses ordinaires de cet exercice s'élèvent à 183,8 milliards. De leur côté, les recettes atteignent finalement 175,5 milliards.

Cette augmentation proviendra, à concurrence de 14,5 milliards, de l'expansion de la masse imposable résultant d'une progression du produit national brut estimée à 7 p.c. Le solde résultera, d'une part, à concurrence de 1,2 milliard, de l'application de diverses mesures prises ou annoncées antérieurement (notamment le permis de conduire, la perception plus exacte des taxes sur les constructions d'immeubles, la facturation des transactions sur les foires et marchés, la taxation des prestations de la Régie des Télégraphes et des Téléphones) et, d'autre part, à concurrence de 0,3 milliard, de l'aménagement des droits d'enregistrement et de succession.

Le budget des dépenses extraordinaires comporte des autorisations d'engagement pour 25 milliards et de paiement pour 28,8 milliards, contre 27,7 et 29,3 milliards en 1966. Mais l'appréciation de l'effort d'investissement de l'Etat ne peut être faite dans le seul cadre du budget des dépenses extraordinaires, en raison du financement extrabudgétaire de certaines entreprises (Fonds des Routes, Intercommunale E3, etc.). Des renseignements plus détaillés seront fournis ultérieurement sur ce point au chapitre de la politique d'investissement.

3. L'évolution récente des dépenses de l'Etat.

L'analyse de l'évolution, ces dernières années, des dépenses de l'Etat montre que celles-ci sont en augmentation constante. Un tel accroissement apparaît comme une caractéristique commune à tous les pays de la Communauté Economique Européenne et résulte notamment :

— de l'augmentation des prestations des pouvoirs publics en qualité de producteurs de services et redistributeurs de revenus;

— de la nécessité de moderniser l'infrastructure et notamment les voies de communication pour répondre aux échanges accrus au sein de la Communauté;

— des phénomènes de hausse des prix;

— de l'adaptation des rémunérations des agents des services publics à celles du secteur privé.

La situation de la Belgique se révèle particulièrement vulnérable en raison :

— de l'existence quasi permanente d'une épargne publique très réduite, voire négative,

au niveau des opérations courantes de l'Etat, alors que chez nos partenaires de la Communauté, cette épargne, toujours positive, atteint des proportions beaucoup plus considérables;

— de l'apparition, chaque année, d'un important solde déficitaire au niveau des opérations courantes et de capital réunies de l'Etat, amortissement de la dette publique non compris, tandis que ce solde est positif en République fédérale d'Allemagne, en France et aux Pays-Bas;

— du poids des charges de la dette publique, lesquelles, comparées aux dépenses totales de l'Etat, sont deux à trois fois plus lourdes que celles qui sont enregistrées dans les autres Etats de la Communauté.

Le rythme d'accroissement des dépenses de l'Etat est, sauf en 1964, plus rapide que celui du produit national brut.

Tableau I.

Accroissement des budgets et du produit national brut

(en pour cent par rapport à l'année précédente)

	1962	1963	1964	1965
Dépenses ordinaires ¹	6,6	10,5	6,7	17,1 ²
Dépenses extraordinaires ³	6,5	24,0	7,7	13,4
Dépenses totales	6,6	12,1	6,8	16,5
Produit national brut	6,9	7,4	11,2	8,1

¹ Dépenses de l'exercice, reports non compris.

² Situation arrêtée au 31 juillet 1966.

³ Dépenses pendant l'année civile.

Les résultats budgétaires sont généralement déficitaires, tant au niveau du budget global qu'à celui du budget ordinaire.

Tableau II.

Soldes budgétaires
(milliards de francs)

	Exercices budgétaires			
	1962	1963	1964	1965
Budget ordinaire ...	- 1,7	- 6,4	+ 3,1	- 8,3 ¹
Budget global	-19,0	-28,0	-20,4	-35,0

¹ Situation arrêtée au 31 juillet 1966.

Ces déficits budgétaires se traduisent par une augmentation continue et importante du montant de la dette publique; dans la mesure

où celle-ci finance des dépenses de consommation et de transfert, c'est-à-dire le déficit du budget ordinaire; elle utilise des épargnes qui pourraient mieux s'employer au financement des investissements.

Tableau III.

Evolution de la dette publique

(accroissements annuels en milliards de francs)

	1962	1963	1964	1965
Dette directe	10,3	21,3	12,2	23,5
Dette indirecte	2,0	1,8	4,0	0,6
Dette totale (y compris la dette garantie du Congo)	11,6	21,9	15,0	22,0

D'autre part, s'il est admis que les dépenses extraordinaires de l'Etat soient couvertes principalement par un recours au marché des capitaux, ce recours ne peut dépasser certaines limites, surtout en période de haute conjoncture. En effet, la capacité du marché ne peut être réservée exclusivement à l'Etat; il est indispensable que le secteur privé et les institutions paraétatiques d'exploitation et de crédit, en particulier celles qui financent les investissements industriels, y aient eux aussi largement accès. L'importance des besoins de l'Etat contribue pour une bonne part au maintien du taux élevé de l'intérêt.

Par ailleurs, la politique budgétaire doit contribuer à la réalisation d'une croissance équilibrée du produit national et l'on attend d'elle qu'elle joue un rôle de stabilisation anti-conjoncturel. Lorsque la croissance s'accélère et persiste, ce qui est le cas depuis 1959, il convient d'équilibrer le budget ordinaire et, progressivement, de réaliser un boni, lequel, affecté au financement des investissements, réduirait d'autant l'appel aux capitaux. A défaut de jouer un tel rôle, la politique budgétaire entretient la hausse des prix qui réduit en définitive les avantages réels du progrès social.

4. L'évolution des budgets dans la Communauté Economique Européenne.

La présente comparaison donne un aperçu de l'évolution des budgets de l'Etat dans les six pays de la Communauté au cours de la période 1961-1965. L'étude porte non pas sur

les montants des budgets officiels mais sur leur transposition en termes de comptabilité nationale, soit des grandeurs sensiblement différentes. Pour certains pays, les chiffres de 1965, voire ceux de 1964, ne sont encore que provisoires. Faute de données appropriées disponibles relatives à l'ensemble des pouvoirs publics, seules ont été reprises les opérations des budgets du pouvoir central, sauf pour la République fédérale d'Allemagne où ont également été pris en considération les budgets des Länder. Comme toute comparaison internationale de ce genre, celle-ci est, à maints égards, imparfaite et ne peut être acceptée que sous bien des réserves.

Dans presque tous les pays, le rythme d'expansion des recettes et encore davantage celui des dépenses est, ces dernières années, plus rapide que celui du produit national brut.

Tableau IV.

**Taux de croissance annuel moyen
des recettes et des dépenses de l'Etat
de 1961 à 1965**

Pays	Recettes	Dépenses	Produit national brut
République fédérale d'Allemagne	7,5	8,8	8,3
France	11,1	8,7	9,2
Italie	12,8	16,5	10,9
Pays-Bas	11,6	11,6	10,9
Belgique	9,6	10,8	8,4
Grand-Duché de Luxembourg	2,1	5,2	4,9

La progression des dépenses est essentiellement liée à celle des dépenses courantes, du fait que les dépenses en capital ne représentent en moyenne que 20 à 25 p.c. de l'ensemble des charges (en Belgique : 13 p.c.).

Tableau V.

Structure moyenne des dépenses de l'Etat de 1961 à 1965

(en pour cent du total des dépenses)

Pays	Consommation publique	Transferts de revenus	Dépenses en capital	Autres dépenses (y compris l'amortissement de la dette publique)
République fédérale d'Allemagne	40,1	30,6	25,1	4,2
France	45,2	26,0	21,7	7,1
Italie	44,3	27,7	18,7	9,3
Pays-Bas	25,3	42,0	23,4	9,3
Belgique	26,9	41,3	12,8	19,0
Grand-Duché de Luxembourg	32,3	38,3	22,7	6,7

A cet égard, il y a lieu de mentionner plus particulièrement la croissance des dépenses de consommation et des transferts de revenus. On constate, par contre, que dans tous les pays, sauf en Belgique, le rythme d'expansion des dépenses en capital est inférieur à celui des dépenses courantes.

La situation plus favorable de la Belgique s'explique par la circonstance qu'au cours de l'année de référence (1961), les investissements étaient relativement moins élevés dans notre pays que chez nos partenaires. Cela ressort du tableau V qui montre qu'en moyenne, la part des dépenses de l'Etat affectée aux

Tableau VI.

**Taux de croissance annuel moyen
des grandes composantes des dépenses de l'Etat de 1961 à 1965**

Pays	Consommation publique	Transferts de revenus	Dépenses en capital	Autres dépenses (y compris l'amortissement de la dette publique)
République fédérale d'Allemagne	8,5	11,3	7,3	4,4
France	7,2	15,2	8,0	-- 1,2
Italie	16,1	23,0	14,1	4,4
Pays-Bas	13,3	13,8	9,6	1,8
Belgique	11,4	9,4	15,3	10,5
Grand-Duché de Luxembourg	9,5	5,2	4,9	-- 9,6

investissements était, entre 1961 et 1965, de loin inférieure à celle des autres pays membres de la Communauté.

Tableau VII.

**Taux de croissance annuel
des grandes composantes
des recettes de l'Etat de 1961 à 1965**

Pays	Impôts directs	Impôts indirects
République fédérale d'Allemagne	8,2	7,5
France	10,7	11,2
Italie	19,0	11,3
Pays-Bas	11,5	10,6
Belgique	12,1	8,7
Grand-Duché de Luxembourg	- 1,1	7,3

Il a été mentionné plus haut que le rythme d'accroissement des recettes de l'Etat est géné-

ralement plus élevé que celui du produit national brut. Dans certains pays, c'est surtout la progression des impôts directs qui est à l'origine de cet état de choses; dans d'autres, c'est la progression des impôts indirects.

En raison de l'évolution différente des recettes et des dépenses courantes, l'épargne publique brute, qui correspond au solde des opérations courantes, accuse des fluctuations sensibles selon les pays. Il apparaît toutefois que dans un seul pays, la Belgique, l'épargne publique est soit inférieure à 1 p.c. du produit national brut, soit négative.

Le solde budgétaire, qui est égal à l'épargne publique brute diminuée des investissements directs et des transferts de capitaux (nets), correspond à ce qu'on appelle en comptabilité nationale l'emprunt ou le prêt net de l'Etat aux autres secteurs de l'économie.

Tableau VIII. **Epargne publique brute en pour cent du produit national brut**

Pays	1961	1962	1963	1964	1965
République fédérale d'Allemagne	5,7	4,8	4,6	4,7	4,3
France	2,9	1,9	2,2	3,5	3,7
Italie	3,1	3,2	2,1	2,3	0,5
Pays-Bas	3,6	3,6	3,9	3,8	3,7
Belgique	- 0,2	0,5	—	0,6	- 0,1
Grand-Duché de Luxembourg	5,3	3,1	2,6	2,3	2,2

Le fait que, dans certains pays, le solde budgétaire est positif signifie que non seulement les opérations courantes, mais également les investissements directs et les transferts de capitaux (nets) ont pu être financés à l'aide des seules ressources fiscales et autres recettes courantes de l'Etat. Par contre, en Belgique, ce solde a toujours été négatif.

Un autre élément d'appréciation important de la situation budgétaire des six pays est fourni par la charge de la dette de l'Etat.

La position de la Belgique apparaît particulièrement préoccupante. La dette publique y absorbe environ un cinquième de l'ensemble des dépenses de l'Etat, soit une proportion deux à trois plus élevée, voire davantage, que

Tableau IX. **Solde budgétaire en pour cent du produit national brut**

Pays	1961	1962	1963	1964	1965
République fédérale d'Allemagne	2,8	1,4	0,8	0,9	0,1
France	0,3	- 0,5	- 0,1	0,9	0,9
Italie	0,1	—	- 0,7	- 0,3	- 2,5
Pays-Bas	1,0	0,5	1,2	1,0	0,8
Belgique	- 1,9	- 1,2	- 2,1	- 1,8	- 2,3
Grand-Duché de Luxembourg	1,9	—	- 0,1	- 1,4	- 1,1

dans les autres pays de la Communauté. Un des facteurs qui est à l'origine de cette situation a déjà été mentionné : l'absence ou l'insuffisance d'une épargne de l'Etat en Belgique. L'autre découle de la circonstance que,

Tableau X.

**Charge moyenne de la dette publique
de 1961 à 1965
en pour cent du total des dépenses**

République fédérale d'Allemagne .	4,2
France	7,1
Italie	9,3
Pays-Bas	9,3
Belgique	19,0
Grand-Duché de Luxembourg	6,7

dans notre pays, la dépréciation monétaire a été dans l'ensemble moins forte que chez certains de nos partenaires.

5. La modernisation des instruments de la gestion et du contrôle budgétaire.

L'évolution de la gestion de l'Etat, par son étendue et sa complexité, réclame de nos jours une modernisation de l'organisation budgétaire et comptable, ainsi qu'un renforcement et une rationalisation du contrôle budgétaire. Déjà entamée sous le Gouvernement précédent (juillet 1965-mars 1966), l'ensemble de cette action a été poursuivie dans la ligne des principales réalisations exposées succinctement ci-après.

a) Etude préalable et inventaire permanent des conséquences budgétaires des décisions du Conseil des Ministres et des Comités ministériels (Circulaires des 13 décembre 1965 et 28 avril 1966) : Les décisions relatives aux propositions introduites (projets de lois ou d'arrêtés, interventions de caractère économique et social, etc.) doivent :

— comporter une évaluation correcte de leur incidence financière;

— s'inscrire dans les limites des budgets arrêtés et votés;

— prendre en considération les charges supplémentaires éventuellement à en résulter pour le budget;

— être accompagnés de l'avis de l'Inspection des Finances.

b) Elaboration d'un système d'autorisations semestrielles d'engagement (Circulaire du 3 décembre 1965) ayant pour but :

— de faire apparaître en temps utile les dépassements éventuels ou les risques de dépassement des budgets votés;

— de préciser les responsabilités individuelles en vue de leur sanction éventuelle.

c) Application des méthodes du *budget control* (Circulaires des 7 mars et 11 juillet 1966) : Le *budget control* vise notamment à :

— préfigurer, dès le début de chaque exercice, le contenu exact de la gestion et sa répartition sur l'année sous la forme d'un programme annuel en engagements et en ordonnancements dans les limites des budgets déposés;

— vérifier, par les situations trimestrielles d'exécution, la concordance entre les prévisions du programme annuel et les réalisations effectives afin de maintenir les développements de la gestion dans les limites des budgets déposés.

d) Application du *budget control* aux organismes publics (Circulaire du 13 juillet 1966) et renforcement du contrôle de ces organismes (Circulaires des 13 et 16 juin 1966).

e) Prévisions budgétaires à moyen terme : La circulaire ministérielle du 24 janvier 1966 a prescrit à tous les départements d'établir une préfiguration indicative de la gestion budgétaire pour la période 1966-1970. Cette documentation, basée sur les charges inéluctables découlant du fonctionnement des services publics et de l'exécution des lois, règlements et engagements formels, doit aider le Gouvernement à contenir les budgets des prochaines années dans les limites permises par le taux de croissance, raisonnablement prévisible, du produit national brut.

f) Service spécial d'enquêtes budgétaires et renforcement de l'Inspection des Finances : Un arrêté royal du 4 juillet 1966 a créé un service spécial d'enquêtes budgétaires qui viendra accroître les instruments dont dispose le Gouvernement. Sa création s'inspire de la nécessité de s'assurer que les moyens d'action, en matériel, personnel, crédits, fonds disponibles ou d'autre nature, mis à la disposition des

services sont utilisés avec efficacité et efficacité. Ce service est placé sous l'autorité conjointe du Premier Ministre et du Ministre qui a le Budget dans ses attributions; il agira sur instruction conjointe donnée par eux et par le Ministre intéressé. Créé au sein du Ministère des Finances, il devra agir en collaboration étroite avec les autres organes de contrôle administratif et budgétaire. Il pourra décharger les inspecteurs des Finances d'un certain nombre de tâches et leur permettre ainsi de se consacrer davantage à leur mission de contrôle et d'information, ainsi qu'à leur rôle de conseiller du Ministre auprès duquel ils sont accrédités. Parallèlement, il a été décidé de renforcer les effectifs de l'Inspection des Finances.

B. PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE.

1. La politique économique générale.

Le Bureau de Programmation Économique achève actuellement la préparation du deuxième programme d'expansion économique dont le Gouvernement a décidé de reporter à 1967 le début d'application. Le programme précisera les conditions à respecter et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de progrès économique et social compatibles avec une progression du produit natio-

nal brut suivant le taux annuel moyen de 4 p.c. entre 1965 et 1970. Le Gouvernement s'est laissé guider dans le choix de ce taux par le souci d'éviter que l'application d'un programme trop ambitieux ne provoque des tensions excessives sur le marché de l'emploi et dans le domaine du financement.

Le budget économique fournira des informations plus précises sur les hypothèses relatives à l'économie belge en 1967. Il avancera des estimations quant aux agrégats macro-économiques les plus importants, y compris les recettes et dépenses courantes de l'ensemble des pouvoirs publics, et tracera ainsi le cadre dans lequel devra se situer la politique économique des prochains mois. Le rétablissement d'un niveau stable des prix et des coûts par unités produites reste un objectif essentiel de cette politique. Cette stabilité est une condition fondamentale d'une croissance économique équilibrée.

L'octroi de subventions constitue, dans une large mesure, l'un des instruments utilisés par le Gouvernement pour la réalisation de sa politique économique. Dans les tableaux ci-après, les subventions relatives aux exercices 1965, 1966 et 1967 sont groupées sous un double point de vue : d'une part, suivant leur effet (subventions réduisant les loyers, les intérêts ou les prix) et, d'autre part, suivant leur destination (fonction).

Tableau XI.

Subventions de l'Etat

	1965		1966		1967	
	(millions de francs)	(indices)	(millions de francs)	(indices)	(millions de francs)	(indices)
A. Subventions réduisant les loyers et les intérêts :						
Communications	183	100	195	107	211	115
Industrie et commerce	948	100	955	101	1.118	118
Agriculture et ravitaillement	207	100	255	123	250	121
Logement	1.219	100	1.394	114	1.316	108
Dommages de guerre	108	100	100	92	110	102
Total ...	2.665	100	2.899	109	3.005	113
B. Autres subventions réduisant les prix des entreprises :						
Communications	704	100	635	90	716	102
Industrie et commerce	1.528	100	2.561	168	3.328	218
Agriculture et ravitaillement	2.576	100	3.467	135	3.020	118
Enseignement et culture	265	100	292	110	361	136
Interventions sociales	1.049	100	1.082	103	1.528	146
Dommages de guerre	60	100	85	141	74	122
Défense nationale	59	100	58	98	68	116
Total ...	6.241	100	8.180	131	9.095	146
Total général ...	8.906	100	11.079	124	12.100	136

Les subventions réduisant les loyers et les intérêts se rapportent principalement aux secteurs « Industrie et commerce » (lois de juillet 1959 relatives à l'expansion économique) et « Logement » (Fonds National du Logement). Les subventions réduisant les prix sont octroyées :

— aux sociétés de chemins de fer, principalement en vue de favoriser certaines catégories d'usagers : travailleurs et familles nombreuses (Prévoyance sociale), écoliers (Enseignement), invalides de guerre (Dommages de guerre) et militaires (Défense nationale) ;

— à l'industrie charbonnière (Industrie et commerce) ;

— à l'agriculture, principalement par l'entremise du Fonds agricole.

En matière de *politique de développement régional*, il convient de citer la loi du 14 juillet 1966 qui instaure temporairement des aides exceptionnelles applicables dans les régions les plus défavorisées. Cette loi élargit les dispositions de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales pour combattre les difficultés économiques et sociales des régions appelées à une reconversion. Elle tend à déclencher un mouvement rapide et important d'investissements industriels et, partant, d'activités commerciales connexes, grâce à l'augmentation du taux de la bonification d'intérêt, l'octroi de primes en capital à fonds perdus, l'élargissement de la garantie de l'Etat ainsi que des avantages fiscaux.

En ce qui concerne les mesures prises en faveur de l'épargne et de l'investissement privé, les nouvelles dispositions adoptées par le Parlement tendent à encourager trois formes classiques d'épargne : l'épargne sous forme de carnets de dépôts, l'épargne en valeurs mobilières et l'épargne qui prend la forme de l'acquisition ou de la construction d'une maison. En ce qui concerne les carnets d'épargne, les revenus exonérés d'impôts ont été portés de 1.500 à 5.000 francs. Quant aux valeurs mobilières, actions et obligations, le régime fiscal du précompte, applicable à leurs revenus depuis 1962, a été sensiblement simplifié par l'instauration d'un précompte unique de 20 p.c. se substituant au premier précompte et au complément de précompte mobilier. La troisième partie de la réforme favorable à l'épargne se concrétise par l'élargissement de la partie du revenu cadastral qui n'est pas

prise en considération dans le calcul de l'impôt global. Suivant la catégorie de communes, les montants immunisés s'élèvent dorénavant à 12.000, 18.000 et 30.000 francs.

Par ailleurs, le Gouvernement a déposé un projet de la loi modifiant l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, qui lève l'interdiction faite aux banques de détenir des obligations de sociétés et porte à un an le délai pendant lequel les banques peuvent détenir des actions en vue d'en assurer le placement. Ce délai peut, moyennant autorisation de la Commission bancaire, faire l'objet de deux prorogations de un an au maximum chacune.

Enfin, à la demande du Gouvernement, la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique a repris ses travaux.

2. La politique sociale.

L'ensemble des crédits budgétaires relatifs à la politique sociale s'élève en 1967 à 45,6 milliards, soit une progression de 9 p.c. par rapport aux crédits du budget ajusté de 1966, qui atteignent 41,9 milliards.

Le tableau ci-dessous se rapporte aux prestations de la Sécurité sociale en faveur des

Tableau XII.

Ensemble des prestations sociales

(milliards de francs)

	1965	1966	1967
Victimes de la guerre	5,5	6,0	6,3
Pensions	28,8	32,4	34,9
Prestations familiales	23,3	27,1	28,8
Allocations pour perte de salaire ¹	15,9	19,6	20,0
Politique de santé	22,7	27,2	29,3
Politique de l'emploi	0,8	1,2	1,2
Logement ²	2,2	1,9	1,8
Vacances	10,1	10,4	13,9
Total ...	109,3	125,8	136,2

¹ Pensions d'invalidité des mineurs; indemnités d'incapacité de travail de l'I.N.A.M.I., d'accidents du travail et de maladies professionnelles; allocations de chômage; allocations aux estropiés.

² Exclusivement les postes du budget ordinaire de l'Etat (primes De Taeye, taudis, différences d'intérêts).

assurés et bénéficiaires, financées respectivement par l'Etat, les employeurs et les travailleurs. Au total, les prestations passent de 109,3 milliards en 1965, à 125,8 milliards en 1966 et à 136,2 milliards en 1967.

3. L'enseignement.

Depuis plusieurs années, le budget de l'Education nationale représente environ un cinquième des dépenses de l'Etat et est ainsi le plus important de tous les budgets des départements ministériels. Il est caractérisé, en outre, par l'élévation du taux de sa croissance à un niveau qui risquait de dépasser les limites autorisées par l'évolution économique générale et par l'accroissement normal du revenu national. Les raisons de ce phénomène sont connues : le facteur démographique, l'expansion de l'enseignement à tous les degrés stimulée par le Pacte et la législation scolaires, l'adaptation automatique de la quasi-totalité des dépenses à l'indice des prix de détail, la démocratisation des études.

S'il faut se réjouir des efforts financiers qui ont porté la Belgique au premier rang des pays européens en matière d'éducation, il importe de prendre conscience de l'impérieuse nécessité de contenir ces efforts dans des voies plus rationnelles et plus économiques qu'auparavant. C'est pourquoi le Gouvernement a entendu assigner à la croissance du budget une limite qui soit de nature à ne pas compromettre le progrès dans les autres secteurs de l'activité étatique.

Déposé au montant de 41,3 milliards — soit près de 6 p.c. de plus que le budget ajusté de 1966 —, le projet de budget de l'Education nationale pour 1967 réalise cet objectif sans mettre en cause les mesures propres à assurer la poursuite de la démocratisation des études.

Le projet de budget rend également compte des préoccupations sociales du Gouvernement à l'égard du personnel enseignant, en prévoyant les moyens de réaliser la restructuration des barèmes. La réduction du taux de croissance du budget résulte de la loi du 8 juillet 1966 tendant à freiner temporairement le développement des réseaux scolaires. Aux termes de cette loi, aucune nouvelle école ni aucune nouvelle section d'enseignement moyen ou technique ne sera ouverte pendant l'année scolaire en cours; il s'agit en l'occurrence d'une mesure à caractère exceptionnel et provisoire en attendant l'application de mesures définitives de rationalisation actuellement étudiées par la Commission permanente du Pacte scolaire.

4. La politique scientifique.

Les crédits de politique scientifique atteignent 8,9 milliards, soit un accroissement de 11 p.c. par rapport à 1966. Ils représentent ainsi 4 p.c. du budget ordinaire total de l'Etat, contre 3,8 p.c. en 1966. A cette somme, il y a lieu d'ajouter un montant de 0,4 milliard qui sera prélevé, via le budget pour Ordre, sur le produit de l'emprunt de la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique. Le tableau ci-après donne un aperçu de l'affectation des crédits en question.

La recherche non orientée comprend principalement les activités de la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique et des fondations gérées par elle. Le sec-

Tableau XIII. Affectation des crédits pour la politique scientifique ¹

	1965 (dépenses)		1966 (ajusté)		1967 (propositions)	
	(millions de francs)	(en pour cent du total)	(millions de francs)	(en pour cent du total)	(millions de francs)	(en pour cent du total)
1. Financement direct des universités et établissements assimilés pour l'enseignement et la recherche	3.527	52,8	4.550	55,6	5.394	58,0
2. Financement indirect de la recherche non orientée	352	6,5	383	4,7	462	5,0
3. Financement de la recherche à finalité industrielle et agricole	1.019	15,3	1.245	15,3	1.379	14,8
4. Financement d'activités scientifiques de service public et d'intérêt général	1.056	15,8	1.124	13,7	1.025	11,0
5. Organismes scientifiques internationaux	718	10,8	886	10,8	1.037	11,2
Total ...	6.672	100,0	8.188	100,0	9.297	100,0

¹ Les crédits figurent dans les différents budgets départementaux. La part principale (67 p.c.) va évidemment à l'Education nationale et à la Culture, suivies des Affaires économiques (17 p.c.). Le reste est réparti entre les autres départements.

teur de la recherche industrielle et agricole est représenté par les activités de certains établissements scientifiques de l'Etat, du Centre d'étude pour l'énergie nucléaire à Mol, de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture et des groupes de travail au Ministère de l'Agriculture. Les activités scientifiques en matière de service public et d'intérêt général se rapportent principalement à la recherche fondamentale et à la recherche à objectif social dans les établissements scientifiques de l'Etat, les universités et les fondations scientifiques. Les cré-

aits destinés au financement de la coopération scientifique internationale sont destinés principalement à l'Euratom, à la recherche nucléaire pour le C.E.R.N. et aux programmes spatiaux E.L.D.O. et E.S.R.O.

5. Les investissements publics.

Depuis 1960, les investissements publics accusent chaque année une forte augmentation.

La baisse constatée en 1965 des investissements des pouvoirs publics est plus comptable que réelle. En effet, le montant de 1964 est

Tableau XIV. **Les investissements publics suivant les comptes nationaux**

(chiffres ajustés en milliards de francs des prix réels)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Ports et voies d'eau	1,1	1,9	2,1	3,1	3,4	5,6
Pouvoirs publics proprement dits ¹	8,0	8,4	9,6	13,4	15,3	13,8
Enseignement ²	2,2	2,7	3,2	3,3	3,1	2,9
Total ...	11,3	13,0	14,9	19,8	21,8	22,3

¹ Au sens des comptes nationaux, c'est-à-dire l'autorité centrale, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes de la Sécurité sociale. Les services à caractère industriel, commercial et financier ne sont pas compris dans ce secteur. D'autre part, l'achat de terrains et de bâtiments existants n'est pas considéré comme investissement.

² Enseignement libre exclu.

anormalement élevé parce que certains paiements qui se rapportaient en fait à des travaux exécutés en 1963, n'ont été effectués qu'au début de 1964 et ont donc été comptabilisés dans cette année. Si l'on tient compte de ces décalages comptables, les investissements de 1963 s'accroissent d'environ 2 milliards et ceux de 1964 diminuent d'autant. Il résulte que les investissements des pouvoirs publics continuent à augmenter, mais à un rythme ralenti. Ce ralentissement provient de l'effet combiné, d'une part, d'une pause qui est intervenue après l'effort particulièrement grand au début de la période 1960-1963 et, d'autre part, de la politique suivie à la fin de la période 1964-1965 par l'autorité centrale en matière d'investissements. La forte augmentation des investissements publics au cours de l'année 1963 a provoqué des tensions dans le secteur du bâtiment qui ont amené l'autorité centrale à décider, au début de 1964, de freiner l'effort d'investissement. Cette politique anticyclique a été poursuivie, pendant l'année 1965, également sous l'influence de la hausse générale et accélérée des prix.

Le souci du Gouvernement lors de l'établissement du programme d'investissements pour 1966 et 1967 a été de fixer un programme qui tienne compte, d'une manière positive, des possibilités techniques et financières. Le Gouvernement a admis, comme objectif général, de faire augmenter sensiblement le programme d'engagements des investissements.

Le centre de gravité de l'effort d'investissement se situe dans le budget des Travaux publics, où les engagements (y compris ceux du Fonds des Routes, de l'Intercommunale E3 et les travaux financés par le Crédit Communal) passent de 24,9 milliards en 1966 à 29,4 milliards en 1967, soit une augmentation de 18 p.c. Si l'on tient compte, en outre, du programme additionnel de 2,2 milliards, l'écart atteint 27 p.c. Le Gouvernement ne veut cependant mettre en œuvre cette politique dynamique d'investissement qu'avec la prudence requise, pour éviter de devoir freiner par la suite l'effort d'investissement. Le programme additionnel pour 1967 ne sera exécuté que si les moyens de financement nécessaires peuvent être trouvés.

Tableau XV.

Engagements
(millions de francs)

Départements	1965	1966	1967		Total
	(réalisations)	(programme ajusté)	(programme de base)	(programme additionnel)	
1. Travaux publics ¹	8.773	10.789	12.250	1.430	13.680
2. Fonds des Routes	6.275	7.850	9.550	750	10.300
3. Communications	4.762	5.025	5.400	500	5.900
4. Tourisme	50	48	110	20	130
5. Postes, Télégraphes et Téléphones	156	90	110	—	110
6. Education nationale	2.474	3.284	3.189	120	3.309
7. Culture	²	²	161	80	241
8. Santé publique	329	779	1.000	—	1.000
9. Agriculture	477	560	585	100	685
10. Affaires économiques	21	20	20	—	20
11. Intérieur	39	37	42	—	42
12. Affaires étrangères	75	67	69	—	69
13. Justice	—	9	9	—	9
14. Finances	2	46	60	—	60
Total ...	25.181	32.384	32.555	3.000	35.555
15. Gendarmerie	191	200	220	—	220
16. Défense nationale	4.368	3.320	4.490	—	4.490
Total ...	4.559	3.520	4.710	—	4.710
17. Dépenses financières	2.716	2.889	3.287	—	3.287
18. Travaux communaux financés par le Crédit Communal	2.319	2.480	3.400	—	3.400
19. E3	1.748	3.780	4.200	—	4.200
Total général ...	34.775	41.273	48.152	3.000	51.152

¹ Y compris le Commissariat royal au problème de l'eau.
² Compris dans l'Education nationale.

Les décaissements qui découlent de ce programme d'investissements sont groupés dans le tableau ci-après. Ce dernier ne concerne toutefois que le budget extraordinaire proprement

dit et le Fonds des Routes. Les dépenses de l'Intercommunale E3 et le financement de la part de l'autorité centrale dans les investissements des autorités locales n'y sont pas repris.

Tableau XVI.

Paiements
(millions de francs)

Départements	1965 (réalisations)	1966 (prévisions)	1967 (programme)
1. Travaux publics ¹	8.337	10.315	²
2. Fonds des Routes	6.009	6.600	17.731
3. Communications	3.798	5.200	5.161
4. Tourisme	³	31	38
5. Postes, Télégraphes et Téléphones	93	130	104
6. Education nationale	2.459	2.884	3.000
7. Culture	⁴	⁴	200
8. Santé publique	263	570	770
9. Agriculture	240	430	676
10. Affaires économiques	21	24	18
11. Intérieur	1	44	31
12. Affaires étrangères	82	90	23
13. Justice	15	12	11
14. Finances	2	11	38
Total ...	21.320	26.342	27.801
15. Gendarmerie	114	210	211
16. Défense nationale	4.619	4.200	4.500
Total ...	4.733	4.410	4.711
17. Dépenses financières	2.716	2.889	3.287
Total général ...	28.769	33.641	35.799

¹ Y compris le Commissariat royal au problème de l'eau.
² Compris dans le Fonds des Routes.
³ Compris dans les Communications.
⁴ Compris dans l'Education nationale.

6. Les relations avec les pouvoirs locaux.

Le problème des finances communales se pose aujourd'hui encore avec une certaine acuité. Pour remédier aux difficultés, le Gouvernement a pris différentes mesures.

Un premier pas vers l'élimination de ces difficultés a été fait par la Déclaration gouvernementale qui stipule que l'intervention de l'Etat au profit du Fonds des communes pour l'exercice 1967 sera fixée au montant adapté de 1966 majoré de 5 p.c., soit 11.025 millions, alors que la loi prévoit un montant de 10.350 millions. L'alimentation de ce Fonds à partir de 1967 par une quotité invariable du produit de certains impôts de l'Etat devrait, dans l'avenir, être suffisante pour assurer un développement normal des revenus communaux. Néanmoins, les ressources ordinaires des communes risquent de se révéler insuffisantes pour assurer la couverture de leurs charges inéluctables. C'est pourquoi un projet de loi sera déposé à bref délai afin de les autoriser à

porter de 5 à 6 le nombre des centimes additionnels à l'impôt sur les personnes physiques et les sociétés.

Quant au Fonds des provinces qui doit aussi être alimenté à partir de 1967 par une partie du produit de certains impôts, la loi du 17 mars 1965 prévoit une dotation qui ne peut être inférieure à 1.344 millions. Ce montant est en majoration de 20 p.c. par rapport à la dotation pour 1966.

7. Les relations avec les pays en voie de développement.

Pendant l'année 1966, l'assistance de la Belgique s'est, comme par le passé, portée de préférence vers la République démocratique du Congo, la République du Rwanda et le Royaume du Burundi. Les interventions prévues par les accords de coopération technique et scientifique avec certains pays d'Amérique du Sud ont été appliquées et des actions relativement importantes ont été entreprises en Tunisie et au Maroc. Au total, les montants qui ont été consacrés depuis 1964 à la coopération au développement s'élèvent à :

Tableau XVII.

Interventions en faveur des provinces et des communes (millions de francs)

	1965 (engagements)	1966 (crédits ajustés) 1	1967 (crédits sollicités)
Total des interventions .	10.443	12.168	12.741
dont :			
Fonds des communes .	(9.450)	(9.900)	(11.025)
Fonds des provinces .	(950)	(1.120)	(1.344)

1 Y compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

	(millions de francs)
1964 (dépenses réelles)	1.471
1965 (dépenses réelles)	1.981
1966 (crédits ajustés)	2.271
1967 (prévisions)	2.280

Le tableau ci-après donne la ventilation des crédits entre les principaux secteurs de la coopération.

Tableau XVIII.

Dépenses d'assistance (millions de francs)

	1966 (crédits ajustés)	1967 (crédits sollicités)
1. Experts et techniciens (y compris en matière d'enseignement). Intervention dans les rémunérations, frais de voyage, soins médicaux, etc.	1.023	1.025
2. Intervention dans les dépenses d'enseignement à programmes belges dans les pays en voie de développement	155	151
3. Enseignement supérieur	167 ¹	175
4. Assistance logistique	30	30
5. Volontariat d'outre-mer	21	26
6. Bourses d'études et de stages	230	225
7. Aide sociale aux boursiers et stagiaires	18	18
8. Développement économique et communautaire	187 ¹	186 ¹
9. Assistance spécifique au Rwanda et au Burundi	173	180 ¹
10. Coopération médicale et sociale	52 ¹	54 ¹
11. Assistance multilatérale. Programme élargi et Fonds spécial des Nations Unies	81	91
12. Experts-juniors, experts associés et autres experts	30	35
13. Programme alimentaire de l'Organisation des Nations Unies	10	10
14. Lutte contre la faim dans le monde	1	1
15. Aide exceptionnelle au Rwanda	30	—
16. Dépenses relatives à la participation de la Belgique dans l'exécution des programmes multilatéraux de coopération technique	—	5
17. Divers	63	68
Total ...	2.271	2.280

¹ Postes financés par le produit de la Loterie Nationale.

La Belgique est également membre des Consortiums d'aide à la Turquie et à la Grèce, créés au sein de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques à Paris, et des Consortiums d'aide à l'Inde et au Pakistan, créés sous les auspices de la Banque Mondiale à Washington. Dans ce cadre, ces pays ont obtenu, à un taux d'intérêt de 3 p.c., des prêts dont le montant varie entre 25 et 60 millions de francs.

8. La fonction publique.

Le budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1966 comportait, en sa section II, relative à la Fonction publique, un crédit prévisionnel de 3 milliards destiné à la programmation sociale dans les services publics. Ce crédit a été annulé par le feuillet des crédits supplémentaires pour l'exercice 1966 et les dépenses résultant de la programmation sociale ont été inscrites au budget des départements ministériels intéressés, également par la voie du feuillet. Pour le budget de 1967, il n'a plus été fait appel au procédé du

crédit prévisionnel destiné aux besoins de tous les départements ministériels. Les crédits nécessaires ont été directement intégrés dans les budgets de ces derniers.

Il importe, en vue des étapes ultérieures de la programmation sociale, de mettre au point des instruments plus précis, notamment pour évaluer les incidences financières avec le maximum d'exactitude. Le Gouvernement est convaincu qu'une revalorisation fondamentale de la Fonction publique est largement conditionnée par le succès d'une politique d'accroissement de la productivité. Sans que soient négligées les préoccupations d'ordre social, le souci essentiel à l'égard de tous les problèmes de fonction publique doit être celui d'accroître l'efficacité de l'action administrative. Le Gouvernement entend appliquer fermement le blocage absolu des recrutements, dans les conditions définies par sa Déclaration. L'évolution des effectifs doit être contenue dans des limites qui soient compatibles à la fois avec les possibilités budgétaires et les exigences d'un fonctionnement efficient des administrations.

II. Le budget de l'exercice 1966

Le budget des Voies et Moyens de 1966 prévoyait 197,1 milliards de recettes ordinaires, dont 186,4 milliards pour les recettes fiscales et 10,7 milliards pour les recettes non fiscales. Les recettes extraordinaires étaient évaluées à 0,3 milliard.

Au terme des huit premiers mois de l'exercice, les recettes fiscales totalisent 118,2 milliards, dépassant les prévisions de 1,7 milliard. En se basant sur cette plus-value et compte tenu, d'une part, de ce que la perte de recette consécutive aux anticipations de la fin de 1965 n'affectera plus les mois à venir, la plus-value totale de l'exercice pour les recettes fiscales a été évaluée à 3,1 milliards. L'estimation budgétaire des recettes non fiscales ayant été maintenue, les recettes budgétaires ordinaires probables de l'exercice 1966 pourront donc atteindre 200,3 milliards. La plus-value de 3,1 milliards pour l'exercice se répartit

comme suit entre les grandes rubriques de recettes :

	(millions de francs)
Contributions directes	+ 2.600
Douanes	+ 280
Accises et divers	+ 476
Taxes assimilées au timbre	- 650
Autres droits perçus par l'Enregistrement ...	+ 434
Total ...	+ 3.140

Dans le secteur des contributions directes, la plus-value probable (+2,6 milliards) serait fournie par l'impôt des sociétés (+0,8 milliard), le précompte professionnel (+0,6 milliard), les versements anticipés (+0,5 milliard), le précompte mobilier (+0,5 milliard) et les perceptions sur exercices clos (+0,2 milliard). Le progrès du rendement de l'impôt des sociétés résulte de l'avancement, par rapport

à 1965, des travaux d'enrôlement; l'augmentation du précompte professionnel reflète la hausse des salaires; celle des versements anticipés est due entre autres à la tendance que manifestent les contribuables à s'acquitter de leurs impôts par ce mode de paiement; le précompte mobilier traduit surtout l'accroissement des revenus des fonds publics.

La plus-value des droits d'entrée dénote l'accroissement des importations, tandis que celle des droits d'accise est inhérente à l'augmentation de la consommation de certains produits soumis à l'accise, tels que les tabacs et l'essence.

Quant à la plus-value des autres droits perçus par l'Enregistrement (+0,4 milliard), elle provient, à concurrence de 0,2 milliard, des droits d'enregistrement, par suite de l'animation du marché immobilier et, à concurrence de 0,1 milliard, des droits de succession, dont l'assiette comportant principalement des biens immobiliers s'est sensiblement accrue ces dernières années.

Tableau XIX.

Budget ordinaire de l'exercice 1966

(millions de francs)

<i>Recettes :</i>		
Prévisions initiales	197.119	
Résultats probables		200.259
<i>Dépenses :</i>		
Budget déposé	200.316	
Amendements	+ 1.686	
Budget voté		202.002
<i>Feuilleton d'ajustement :</i>		
Augmentation	+12.026	
Réduction	- 7.816	
		4.210
Total des crédits de l'exercice		206.212
Suppléments pour exercices antérieurs		1.386
Total des dépenses		207.598
Solde des résultats probables		- 7.339

En ce qui concerne les dépenses ordinaires, le budget voté initialement (202 milliards) a été majoré par un feuilleton d'ajustement d'un montant de 4,2 milliards auquel s'ajoutent des crédits supplémentaires pour les exercices antérieurs (1,4 milliard). Le budget des dé-

penses ordinaires de 1966 s'établit ainsi à 206,2 milliards pour l'exercice courant et à 207,6 milliards si l'on tient compte des crédits pour les exercices antérieurs.

Les recettes ordinaires probables étant estimées à 200,3 milliards, le budget de 1966 se soldera donc par un déficit de 7,3 milliards ou de 5,9 milliards si l'on considère l'exercice courant uniquement. Compte tenu toutefois des annulations de crédit en fin d'exercice, le déficit de l'exercice courant pourrait être de l'ordre de 3 milliards.

Les causes principales de l'accroissement des dépenses de 5,6 milliards mentionné plus haut sont les suivantes :

- + 1,3 milliard pour l'Education Nationale au titre de subventions-traitements;
- + 1,3 milliard de subventions à la Société Nationale des Chemins de fer belges;
- + 1,2 milliard de subventions à l'industrie charbonnière;
- + 0,8 milliard pour la Défense nationale au titre de dépenses de personnel;
- + 0,6 milliard de subsides à l'assurance maladie-invalidité (salariés).

Le budget extraordinaire, tel qu'il fut déposé par le Gouvernement, comportait 26,7 milliards de crédits d'engagement et 27,4 milliards de crédits de paiement. Des amendements avaient porté ces montants à 27,8 et 27,7 milliards. Par ailleurs, les modifications proposées par la voie du feuilleton se soldent par une réduction de 0,1 milliard des crédits d'engagement et une augmentation de 1,6 milliard des crédits de paiement. Le total des crédits propres à 1966 atteint ainsi 27,7 milliards pour les engagements et 29,3 milliards pour les paiements. Si l'on tient compte des crédits reportés de 1965, on obtient un total de 31,2 milliards de crédits d'engagement disponibles en 1966 et de 40,6 milliards de crédits de paiement ⁽¹⁾.

L'augmentation la plus importante des crédits de paiement proposée par la voie du feuilleton concerne le département des Travaux publics pour lequel une majoration nette de crédits de 1,3 milliard est sollicitée, dont 0,7 milliard pour les voies hydrauliques.

⁽¹⁾ Si le chiffre des crédits d'engagement représente bien l'ensemble des disponibilités pour cette année, il n'en est pas de même pour les crédits de paiement. En effet, une partie des crédits reportés de 1965 doit servir à la régularisation budgétaire de paiements faits par avances de la Trésorerie en 1965, régularisation à effectuer en 1966. Il s'agit au total de 4,4 milliards.

III. Le budget de l'exercice 1967

A. BUDGET ORDINAIRE.

successivement en revue les principales rubriques de ce tableau.

1. Les dépenses ordinaires.

Les dépenses ordinaires pour 1967 s'élèveront, ainsi qu'il a déjà été dit, à 220,7 milliards et seront donc supérieures de 14,5 milliards aux dépenses ordinaires prévisibles de l'exercice en cours. La répartition de ces dépenses par département et suivant la présentation nouvelle des budgets est effectuée au tableau XXI. Dans les lignes qui suivent, on passera

Tableau XX.

Budget ordinaire (millions de francs)

	1965 (réali- sations)	1966 (résultats probables)	1967 (prévisions)
Dépenses	183.724 ¹	206.212 ²	220.748
Recettes	175.485	200.259	220.810
Solde ...	- 8.239	- 5.953	+ 62

¹ Engagements.

² Non compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

Tableau XXI.

Dépenses ordinaires¹ (millions de francs)

	1965 (engagements)	1966 (crédits ajustés) ²	1967 (crédits sollicités)	Différence entre 1967 et 1966
1. Budgets financiers³ :				
Dette publique	32.651	35.149	38.741	+ 3.592
Pensions	24.078	25.864	27.295	+ 1.431
Dotations	527	560	585	+ 25
Total 1 ...	57.257	61.573	66.621	+ 5.048
2. Autres dépenses :				
A. Répartition suivant la nouvelle présentation des budgets :				
Salaires et charges sociales	37.657	42.270	44.757	+ 2.487
Biens non durables et services	12.096	13.700	13.712	+ 12
Matériel militaire et entretien des routes	1.240	1.192	1.110	- 82
Intérêts et pertes	4.163	4.569	4.482	- 87
Transferts de revenus	64.992	75.483	80.062	+ 4.579
Transferts de capitaux	3.145	3.596	3.451	- 145
Biens meubles patrimoniaux	1.010	1.266	1.165	- 101
Divers	2.164	2.563	5.387	+ 2.824
Total A ...	126.468	144.638	154.127	+ 9.489
B. Répartition par département :				
Premier Ministre	408	644	676	+ 32
Justice	3.534	4.057	4.398	+ 341
Intérieur	11.310	12.564	13.473	+ 909
Affaires étrangères et Commerce extérieur	4.246	4.159	4.039	- 120
Défense nationale	17.330	18.246	18.200	- 46
Gendarmerie	2.272	2.549	2.673	+ 124
Agriculture	3.316	3.653	3.360	- 293
Affaires économiques	4.165	6.215	6.808	+ 593
Classes moyennes	443	477	493	+ 16
Communications	7.133	7.749	8.294	+ 545
Postes, Télégraphes et Téléphones	5.868	6.739	7.125	+ 386
Travaux publics	3.426	3.794	3.861	+ 67
Emploi et Travail	2.094	2.641	2.646	+ 5
Prévoyance sociale	12.460	15.225	15.757	+ 532
Education nationale	33.532	38.959	41.297	+ 2.338
Culture	2.466	2.812	3.002	+ 190
Santé publique et Famille	6.313	7.215	7.934	+ 719
Finances	6.150	6.940	10.090	+ 3.150
Total B ...	126.468	144.638	154.127	+ 9.489
Total général (1 + A ou B) ...	183.724	206.212	220.748	+14.536

¹ En raison des forçages, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des chiffres de détail.

² Non compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

³ Les crédits afférents au budget des Non-Valeurs et Remboursements sont incorporés dans les budgets des départements, principalement Finances, Communications et Postes, Télégraphes et Téléphones.

Dettes publiques.

Le budget de la Dette publique pour l'année 1967 prévoit des crédits d'un montant total de 38,7 milliards. Comparés aux crédits ajustés de 1966, l'augmentation se chiffre à 3,6 milliards. Il convient de noter que, par suite de l'entrée en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1967 de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1964 fixant les règles d'imputation des recettes et des dépenses budgétaires, les charges d'intérêt et d'amortissement échéant le 1^{er} ou le 2^e janvier d'une année déterminée, imputées antérieurement sur l'exercice précédent, sont rattachées à l'année de leur exigibilité. C'est ainsi que des crédits de 0,3 milliard destinés au service financier des emprunts au 1^{er} janvier 1967 ont été mis à charge de l'année 1967, tandis que des dépenses échéant au 1^{er} janvier 1968, n'ont pas été reprises au budget de 1967.

L'augmentation de 3,6 milliards se subdivise comme suit :

	<i>(milliards de francs)</i>
1. Intérêts :	
a) <i>de la dette consolidée :</i>	
— Charges des émissions effectuées jusqu'à la fin de juin 1966	+ 1,2
— Charges d'une émission nouvelle pendant le 2 ^e semestre de 1966	+ 0,7
— Première charge complète d'intérêt de l'emprunt du Fonds des Routes 1965-1972-1980 et augmentation du taux d'intérêt de certains emprunts directs et indirects de l'Etat	+ 0,2
— Application de l'arrêté royal précité du 1 ^{er} juillet 1964	+ 0,2
— Diminution due aux remboursements contractuels de capitaux empruntés	- 0,1
— Diminution due aux capitaux remboursés par anticipation	- 0,3
b) <i>de la dette flottante :</i>	
— Certificats de trésorerie à moyen terme	+ 0,1
— Certificats de trésorerie à court terme	+ 0,1
2. Amortissements de la dette consolidée :	
— Dotation d'amortissement sur les emprunts consolidés émis au cours du 1 ^{er} semestre de 1966	+ 1,0
— Première charge d'amortissement et augmentation de dotations d'amortissement de certains emprunts directs et indirects de l'Etat	+ 0,9
— Application de l'arrêté royal du 1 ^{er} juillet 1964	+ 0,1
— Suppression ou diminution de charges d'amortissement de certains emprunts	- 0,5
Augmentation totale ...	+ 3,6

L'augmentation du budget de la Dette publique est donc due à l'accroissement de la

dette consolidée et, par voie de conséquence, des charges d'intérêt et d'amortissement y afférentes, ainsi qu'à la majoration des taux d'intérêt en vigueur sur le marché de l'argent. A cet égard, la répartition des crédits inscrits au budget de la Dette publique (1) entre les amortissements, les intérêts et les autres charges est la suivante :

	1966 (ajusté)	1967
<i>(milliards de francs)</i>		
Amortissements	14,4	16,2
Intérêts	20,0	21,7
Autres charges	0,7	0,8
Total ...	35,1	38,7

Pensions.

Les crédits figurant au budget des Pensions pour l'année budgétaire 1967 s'élèvent à 27,3 milliards, soit une augmentation de 1,4 milliard par rapport aux crédits ajustés pour l'exercice 1966.

Tableau XXII.

Budget des Pensions

(millions de francs)

	1965 (engagements)	1966 crédits ajustés	1967 (crédits sollicités)
Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires	7.639	8.263	8.975
Pensions de guerre	4.739	5.229	5.465
Pensions de vieillesse ..	11.242	11.758	12.139
Pensions provisoires et divers	458	618	716
Total ...	24.078	25.868	27.295

¹ Y compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

L'augmentation des crédits (+ 0,7 milliard) prévus pour le paiement des pensions civiles au personnel de l'Etat, au personnel enseignant subventionné et aux ministres des cultes et des pensions militaires découle, d'une part, de l'accroissement du nombre de pensions de retraite et de l'augmentation du montant moyen de celles-ci due au relèvement du niveau moyen des rémunérations de la fonction publi-

(1) Il s'agit du budget ordinaire uniquement; le budget extraordinaire comprend, en outre, pour 1966 et 1967, respectivement 0,4 et 0,5 milliard de crédits destinés à l'amortissement.

que, et, d'autre part, des avantages nouveaux accordés en matière de pensions de retraite en application de la programmation sociale. Les dépenses pour les pensions de guerre passent de 5,2 à 5,5 milliards, alors qu'on aurait pu s'attendre normalement, en raison du nombre d'extinctions, à une réduction dans ce domaine. Ceci découle de l'application des dispositions de la loi du 7 juillet 1964 accordant à partir du 1^{er} janvier 1967 des nouveaux avantages, notamment : majoration des pensions de veuves et d'orphelins, des rentes de chevrons de front et des rentes de captivité. A cela, il faut ajouter encore l'incidence des augmentations consécutives de l'indice des prix de détail.

Dépenses de fonctionnement.

1. Salaires et charges sociales.

Les crédits demandés sous la rubrique « Salaires et charges sociales » sont évalués à 44,8 milliards pour 1967, contre 42,3 milliards pour 1966 ajusté. Ceci représente un accroissement de 2,5 milliards principalement dû au fait que le budget de 1967 :

— supporte la charge de la seconde tranche de la programmation sociale ainsi que la charge complémentaire de la première tranche;

— subit pendant douze mois l'influence de la double adaptation de l'index en 1966;

— doit supporter l'incidence totale des recrutements effectués au cours de l'année 1966.

En outre, il faut tenir compte de l'accroissement normal des dépenses découlant des augmentations de traitement statutaires et des promotions.

Par ailleurs, il convient de remarquer que les subventions-traitements pour l'enseignement officiel et libre subventionné ne sont pas compris dans cette rubrique, mais figurent au chapitre « Transferts de revenus ».

2. Achats de biens non durables et de services.

Cette rubrique comprend, en ordre principal, les crédits destinés aux dépenses de consommation. Pour 1967, les besoins sont estimés à 13.712 millions, soit une augmentation de 12 millions seulement par rapport à 1966 ajusté. Les hausses de prix, tant des biens que des services, constatées en 1965 et 1966, sont

en fait compensées par une limitation au strict nécessaire des dépenses envisagées.

3. Matériel militaire et gros entretien.

Cette rubrique concerne exclusivement l'achat de matériel et d'équipement spécifiquement militaires, ainsi que les grosses dépenses d'entretien des routes et des voies d'eau.

Les crédits pour 1967, d'un montant de 1.110 millions, présentent une diminution de 82 millions par rapport à 1966 ajusté. Cette diminution se rapporte exclusivement au département de la Défense nationale, qui dispose toutefois d'un crédit pour équipement exceptionnel et gros entretien au budget extraordinaire.

4. Achats de biens meubles patrimoniaux.

Dans la nouvelle présentation budgétaire, il est fait une distinction, en matière de dépenses de matériel, entre les dépenses de consommation qui sont traitées sub 2, et l'achat de matériel durable, repris sous la présente rubrique, qui doit être considéré comme une dépense patrimoniale.

Pour 1967, les dépenses afférentes à cette rubrique ont été estimées à 1,2 milliard, contre 1,3 milliard pour 1966 ajusté, soit une réduction de 0,1 milliard. Tout comme pour les dépenses de consommation, il n'a été tenu compte que du strict nécessaire lors de la détermination des crédits.

5. Intérêts et pertes.

Sous cette rubrique sont reprises les contributions de l'Etat dans les charges d'intérêt et les pertes d'exploitation des entreprises publiques.

Pour 1967, les besoins sont estimés à 4,5 milliards, contre 4,6 milliards pour 1966 ajusté, soit une diminution de 0,1 milliard. Les montants relatifs aux intérêts ont trait presque exclusivement au fonctionnement du Ministère des Finances et à la Société Nationale des Chemins de fer belges (électrification) et ne dépassent pas, en 1967, le niveau de 1966. Ceux qui sont relatifs aux pertes apparaissent exclusivement aux Communications (Société Nationale des Chemins de fer belges et sociétés des transports urbains); la diminution par

rapport à 1966 est principalement due à la réduction de la subvention destinée à équilibrer le compte d'exploitation de la Société Nationale des Chemins de fer belges; elle sera compensée par le produit de l'adaptation de certains tarifs et par la poursuite de la rationalisation des services de ladite société.

6. Divers.

Sont à considérer comme divers :

— les crédits provisionnels, tels que le crédit global destiné au recrutement de personnel pour l'ensemble des départements (Premier Ministre, Fonction publique) et celui qui couvre l'ajustement des rémunérations à la suite de la hausse de l'index des prix de détail (Finances);

— les prévisions à caractère mixte, comme la participation de la Belgique dans le programme E.L.D.O.-E.S.R.O. (Premier Ministre);

— les prévisions qui ne peuvent être réparties entre les diverses catégories économiques, entre autres les dotations aux Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge.

Les crédits de 1967 sont évalués à 5,4 milliards et ceux de 1966 ajustés, à 2,6 milliards.

L'accroissement de 2,8 milliards découle principalement du fait que les évaluations pour 1967 comprennent un nouveau crédit provisionnel destiné à neutraliser l'influence de la hausse du coût de la vie sur les budgets départementaux.

Interventions en faveur de tiers.

Les diverses interventions de l'Etat en faveur de tiers faisant l'objet des tableaux ci-après figurent pour la plupart aux chapitres de la nouvelle présentation des budgets relatifs aux transferts de revenus et de capitaux. Antérieurement, des notes explicatives au sujet de ces interventions de l'Etat figuraient régulièrement dans l'Exposé général. Il est apparu toutefois que ces explications constituaient souvent des redites de celles qui figuraient déjà dans d'autres parties de l'Exposé général. En conséquence, seuls les tableaux fournissant le montant des crédits affectés aux principales interventions de l'Etat sont reproduits ci-dessous ⁽¹⁾.

(1) Le tableau des interventions de l'Etat en faveur des provinces et des communes figure déjà dans le paragraphe consacré aux relations avec les pouvoirs locaux.

Tableau XXIII.

Principales interventions de caractère économique

(millions de francs)

	1965 (engagements)	1966 (crédits ajustés) 1	1967 (crédits sollicités)
Société Nationale des Chemins de fer belges	6.148	6.571	6.881
Industrie charbonnière	1.241	3.082	3.570
Taux d'intérêt réduit, etc.	877	1.116	1.105
Primes production laitière	570	678	411
Charges d'emprunts, financement de travaux communaux	250	384	400
Sociétés intercommunales de transports en commun urbains à Bruxelles et à Anvers et Société Nationale des Chemins de fer vicinaux	250	280	380
Fonds d'investissement agricole	144	257	367
Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.) et subventions recherche appliquée	315	342	363
Centre d'étude pour l'énergie nucléaire	320	345	342
Interventions dans la dette (R.T.T., Vicinaux, Société nationale des distributions d'eau)	217	242	268

1 Y compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

Tableau XXIV.

Principales interventions de caractère social ¹

(millions de francs)

	1965 (engagements)	1966 (crédits ajustés) ²	1967 (crédits sollicités)
A. Sécurité sociale, assistance et avantages sociaux divers :			
Assurance maladie-invalidité :			
a) obligatoire	8.582	11.381	11.722
b) libre	1.083	1.007	970
Allocations familiales :			
a) salariés	620	187	584
b) indépendants	670	818	572
Fonds spécial d'assistance	1.116	1.429	1.465
Allocations aux estropiés et mutilés	948	1.334	1.415
Œuvre nationale des victimes de la guerre ...	732	792	815
B. Politique de l'emploi :			
Office National de l'Emploi	1.725	2.015	2.016
C. Politique du logement :			
Fonds National du Logement	2.113	1.829	1.660
D. Politique de santé :			
Gestion des hôpitaux	155	623	1.047
Œuvre Nationale de l'Enfance	616	674	690

¹ Les dépenses au titre des pensions de prévoyance sociale ne sont pas reprises dans ce tableau parce qu'elles sont déjà incluses dans le tableau XXII.

² Y compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

Tableau XXV.

Principales interventions en faveur d'organismes internationaux

(millions de francs)

	1965 (engagements)	1966 (crédits ajustés) ¹	1967 (crédits sollicités)
Fonds européen d'orientation et de garantie agricole	134	275	900
Euratom	448	498	621
Programmes spéciaux E.L.D.O.-E.S.R.O. ²	149	234	310
Communauté Economique Européenne	134	163	191
Organisation des Nations Unies ³	115	135	153

¹ Y compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.

² *European Launching Development Organization* et *European Space Research Organization*.

³ Y compris le Fonds spécial de développement et l'assistance technique.

2. Le budget des Voies et Moyens.

Les recettes ordinaires de 1967 sont estimées à un total de 220,8 milliards, dont 208,7 milliards pour les recettes fiscales et 12,1 milliards pour les recettes non fiscales. L'accroissement des recettes par rapport aux recettes probables de 1966 est de 20,5 milliards. Toutefois, deux éléments accidentels doivent être pris en considération. Il s'agit, d'une part, de l'antici-

pation des transactions au cours des derniers mois de 1965 en prévision du relèvement des taux des impôts indirects; à défaut de cette anticipation, les recettes réelles de 1966 auraient été supérieures d'environ 3 milliards à ce qui est actuellement attendu; c'est donc sur la base de 203,3 milliards (recettes escomptées de 1966 + 3 milliards d'anticipation) que doit être calculé l'accroissement propre de 1967. D'autre part, le passage du régime

Tableau XXVI.

Budget des Voies et Moyens

(millions de francs)

	1965 (résultats)	1966 (recettes probables)	1967 (prévisions)	Différence entre 1967 et 1966
1. Recettes fiscales :				
A. Contributions directes :				
Impôt versé par voie de précomptes :				
— précompte immobilier	1.000	1.010	1.070	+ 60
— précompte mobilier	6.678	7.175	7.600	+ 425
— précompte professionnel	30.284	34.100	37.685	+ 3.585
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés	15.514	17.000	18.000	+ 1.000
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge :				
— des personnes physiques	7.249	7.400	10.200	+ 2.800
— des sociétés	2.594	2.450	2.950	+ 500
— des non-résidents	32	45	45	—
Taxe de circulation	3.925	4.230	6.540	+ 2.310
Taxe sur les jeux et paris	392	460	500	+ 40
Taxe sur les appareils automatiques de diver- tissement	251	300	325	+ 25
Impôts sur les revenus perçus sous le régime des lois coordonnées	419	20	150	+ 130
Exercices clos	1.035	2.050	—	— 2.050
Divers	229	235	265	+ 30
Total ...	69.602	76.475	85.330	+ 8.855
B. Douanes et accises :				
Droits de douane	8.335	8.280	8.700	+ 420
Accises et taxe de consommation	21.476	25.908	26.725	+ 817
Divers	300	292	275	— 17
Total ...	30.111	34.480	35.700	+ 1.220
C. Enregistrement :				
Droits d'enregistrement	6.419	6.650	7.210	+ 560
Droits de succession	2.798	3.200	3.490	+ 290
Timbre et taxes y assimilées	55.747	68.000	76.195	+ 8.195
Divers	668	730	758	+ 28
Total ...	65.632	78.580	87.653	+ 9.073
Total des recettes fiscales ...	165.345	189.535	208.683	+19.148
2. Recettes non fiscales :				
Taxes, péages, redevances	6.215	6.887	8.081	+ 1.194
Revenus	1.791	1.821	2.100	+ 279
Remboursements	1.308	1.431	1.424	— 7
Produits divers	713	535	459	— 76
Recettes résultant de la guerre	113	50	63	+ 13
Total des recettes non fiscales ...	10.140	10.724	12.127	+ 1.403
Total des recettes ordinaires ...	175.485	200.259	220.810	+20.551

de l'exercice à celui de la gestion entraînera une recette exceptionnelle de 1,5 milliard. Abstraction faite de ces deux éléments, l'accroissement des recettes de 1967 par rapport à 1966 est de 16 milliards, dont 14,5 milliards provenant de l'expansion de la masse imposable (croissance du produit national brut de 7 p.c.). Le solde proviendra, à concurrence de 1,2 milliard, de diverses mesures prises ou annoncées antérieurement et, à concurrence de 0,3 milliard, des mesures nouvelles en matière de droits d'enregistrement et de succession.

Le produit des contributions directes pour 1967 est estimé à 85,3 milliards, soit un accroissement de 8,9 milliards par rapport aux recettes probables de 1966. Il a été tenu compte, pour la détermination de ce chiffre, de l'effet sur les recettes d'une stricte application des lois fiscales.

Les recettes attendues du précompte immobilier progressent de 0,1 milliard; l'extension annuelle de la base de cet impôt, le revenu cadastral, est compensée partiellement par les réductions accordées notamment pour charges de famille. Le rendement des précomptes mobiliers est estimé à 7,6 milliards; il sera influencé notamment par l'extension des revenus d'emprunts du secteur public; on peut estimer, par contre, à environ 0,2 milliard la réduction de recettes résultant de l'élargissement de la tranche immunisée des revenus de dépôts d'épargne et de la fusion des précomptes mobiliers. Le rendement du précompte professionnel est estimé à 37,7 milliards, soit 3,6 milliards de plus que les recettes probables de 1966; cette estimation est basée sur un développement de la masse salariale un peu plus modéré qu'en 1966. Le rendement des versements anticipés est évalué à 18 milliards, contre 17 milliards en 1966; ici également, l'accroissement attendu pour 1967 est inférieur à celui de 1966. Le rendement des perceptions par rôles atteindra en 1966 quelque 11,9 milliards, en ce compris 2 milliards de recettes sur exercices clos; le rendement pour 1967 est évalué à 13,2 milliards. Le rendement de la taxe de circulation est évalué pour 1967 à 6,5 milliards, y compris 1,9 milliard qui, normalement, dans le système de comptabilité par exercice, serait rattaché à 1968; ce montant de 1,9 milliard représente les sommes à percevoir avant le 31 décembre 1967 au titre de la taxe de circulation due pour 1968. Cette recette exceptionnelle de 1,9 milliard se trouve toutefois

compensée, à raison de 0,9 milliard, du fait de la suppression de la période complémentaire pour l'ensemble des impôts (1). Il en résulte que les recettes des contributions directes de 1967 retireront un avantage de 1 milliard du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion.

L'estimation de 8,7 milliards pour les droits de douane tient compte d'une nouvelle étape, à partir du 1^{er} juillet 1967, vers la suppression des tarifs intérieurs pour les produits industriels dans le cadre de la Communauté Economique Européenne. L'accroissement du produit des accises et divers est évalué à quelque 800 millions; cet accroissement concerne surtout les huiles minérales (341 millions), les tabacs (235 millions) et les bières (100 millions).

L'estimation du produit du timbre et des taxes y assimilées est supérieure de 8,2 milliards aux recettes probables de l'exercice 1966. Cette augmentation a été établie en tenant compte, d'une part, de la perte de recettes entraînée en 1966 par les anticipations de transactions de la fin de 1965 et, d'autre part, de l'expansion économique et de la hausse des prix attendues pour 1967. Au surplus, il a été tenu compte de diverses modifications ou aménagements de la législation, déjà réalisés ou annoncés. Ainsi, dans le cadre de la politique charbonnière, les ventes de charbons domestiques sont, depuis le 20 juin 1966, soumises au régime général de la taxe de transmission de 7 p.c., au lieu de 1,2 p.c. L'incidence budgétaire de cette modification est estimée à 275 millions pour 1966 (six mois). Le supplément en 1967 sera donc de 275 millions. L'octroi des permis de conduire, joint à l'aménagement du régime applicable aux plaques de voitures, donnera une recette estimée à 470 millions. L'application de la taxe de transmission aux fournitures de la Régie des Télégraphes et des Téléphones doit apporter une recette de 400 millions. La recette supplémentaire à résulter de l'obligation de délivrer facture pour les ventes faites au comptant

(1) En effet, les recettes qui auraient appartenu à la période complémentaire de 1966 seront rattachées au compte de 1967 et celles qui auraient appartenu à la période complémentaire de 1967 seront rattachées au compte de 1968. Comme les recettes de la période complémentaire de 1967 auraient été supérieures d'environ 0,9 milliard à celles de la période complémentaire de 1966, l'année 1967 perdra de ce fait environ 0,9 milliard de recettes.

dans les foires et marchés et d'une meilleure perception de la taxe de facture sur les constructions immobilières est estimée à 550 millions.

Le rendement probable des autres droits perçus par l'Enregistrement est évalué pour 1967 à 11,5 milliards. Cette estimation inclut une recette de l'ordre de 300 millions à résulter des mesures ci-après qui feront l'objet d'un projet de loi :

— en ce qui concerne les droits d'enregistrement, suppression du remboursement des droits en cas de revente en l'espace de trois mois ou de deux ans, d'une part, et relèvement du taux applicable aux achats d'immeubles par les marchands de biens, d'autre part;

— en ce qui concerne les droits de succession, relèvement des droits de succession en ligne collatérale et entre étrangers, d'une part, et majoration de l'abattement en ligne directe et entre époux, d'autre part.

Les recettes non fiscales de l'année 1967 sont influencées à raison d'un demi-milliard par le passage au régime de la gestion. Environ 500 millions de redevances de la Radiodiffusion-Télévision Belge pour l'année 1968 à percevoir avant le 31 décembre 1967 reviendront à l'année budgétaire 1967, alors que cette année aura bénéficié également des redevances versées avant le 31 décembre 1966 pour compte de l'année 1967.

B. BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Les crédits sollicités pour 1967 s'élèvent respectivement à 25 milliards en engagements et à 28,8 milliards en ordonnancements.

Si l'on veut comparer valablement le premier de ces montants au programme correspondant, qui porte sur 43,5 milliards d'engagements ⁽¹⁾, il faut ajouter aux crédits sollicités de 25 milliards : d'une part, les crédits dont le Gouvernement demande la disposition pour le Fonds des Routes (10,3 milliards), pour la dotation des Fonds des constructions scolaires et universitaires (2,9 milliards) et pour le Fonds de la Régie des voies aériennes (0,3 milliard), d'autre part, les engagements

prévus en matière de dépenses financières, soit 3,3 milliards. Au total, les possibilités d'engagements nouveaux ouverts par le budget se chiffrent ainsi à 41,8 milliards. Elles sont donc inférieures de 1,7 milliard au programme. Le Gouvernement disposera, en outre, des crédits d'engagement non utilisés en 1966, dont les parties nécessaires pourront être reportées à l'année 1967 par des arrêtés royaux, en vertu de la loi de budget.

Pour comparer le programme pour 1967 des ordonnancements (35,8 milliards) ⁽¹⁾ et les crédits correspondants sollicités, il faut ajouter aux crédits (28,8 milliards) le montant des crédits d'ordonnement prévus pour le Fonds des Routes qui s'élève à 7,4 milliards. Ce total de 36,2 milliards dépasse de 0,4 milliard la prévision des décaissements. Cette marge de crédits, à laquelle viennent s'ajouter une partie des crédits non utilisés en 1966, est indispensable pour permettre la continuation des liquidations pendant les premiers mois de 1968.

En matière de dépenses extraordinaires de biens et de services, les crédits d'engagement pour 1967 au titre de la Défense nationale interviennent pour 3,7 milliards, contre 10 milliards en 1966. Cette différence s'explique principalement par le fait qu'un important programme de renouvellement de 6,2 milliards pour des chars équipés avait été inscrit au budget de 1966. Ce programme reste ouvert jusqu'à nouvel ordre à son montant initial, mais aucune prévision n'est inscrite en 1967 de ce chef.

Au chapitre des transferts de revenus extraordinaires, on notera que le crédit destiné à l'intervention de l'Etat dans diverses charges de la Sabena sera inférieur de 139 millions à celui qui est porté au budget pour 1966.

En ce qui concerne les transferts de capitaux, la majoration des engagements sollicités (0,9 milliard) provient principalement du budget des Travaux publics où le crédit relatif au canal Gand-Terneuzen, à l'Escaut maritime et à la liaison Escaut-Rhin est en majoration de 0,6 milliard. Pour les crédits d'ordonnement, on constate un accroissement de 0,9 milliard pour la Santé publique et la Famille. Les crédits destinés aux diverses allocations au Fonds National du Logement passent de

⁽¹⁾ Soit le total figurant au tableau XV (51,1 milliards), déduction faite des dépenses de l'Intercommunale E3 (4,2 milliards) et du financement de la part de l'autorité centrale dans les investissements des autorités locales (3,4 milliards).

⁽¹⁾ Voir tableau XVI.

Tableau XXVII.

Répartition des dépenses extraordinaires

(millions de francs)

	Crédits d'engagement			Crédits de paiement		
	1966 (ajusté) 1	1967	Différence	1966 (ajusté) 1	1967	Différence
1. <i>Dépenses extraordinaires de biens et de services</i>	11.042	4.904	-6.138	5.589	5.152	- 437
dont :						
Défense nationale	(10.046)	(3.716)	(-6.330)	(4.918)	(4.297)	(- 621)
Travaux publics	(973)	(1.169)	(+ 196)	(646)	(837)	(+ 191)
2. <i>Transferts de revenus extraordinaires</i>	25	25	—	555	428	- 127
dont :						
Communications	—	—	—	(479)	(340)	(- 139)
3. <i>Transferts de capitaux</i>	2.362	3.283	+ 921	7.122	8.647	+1.525
dont :						
Agriculture	(341)	(556)	(+ 215)	(223)	(489)	(+ 266)
Communications	—	(2)	(+ 2)	(685)	(727)	(+ 42)
Travaux publics	(1.275)	(1.941)	(+ 666)	(4.327)	(4.569)	(+ 242)
Education nationale	—	—	—	(800)	(800)	—
Santé publique et Famille	(683)	(653)	(- 30)	(840)	(1.695)	(+ 855)
4. <i>Investissements civils directs</i>	8.690	10.354	+1.664	8.405	7.588	- 817
dont :						
Gendarmerie	(204)	(211)	(+ 7)	(228)	(211)	(- 17)
Travaux publics	(7.678)	(9.091)	(+1.413)	(7.537)	(6.511)	(-1.026)
Education nationale	(148)	(274)	(+ 126)	(124)	(170)	(+ 46)
Culture	(162)	(241)	(+ 79)	(100)	(200)	(+ 100)
5. <i>Crédits et participations</i>	5.110	5.942	+ 832	6.604	5.909	- 695
dont :						
Communications	(4.641)	(5.537)	(+ 896)	(4.660)	(4.858)	(+ 198)
Travaux publics	(296)	(186)	(- 110)	(131)	(199)	(+ 68)
Finances	—	—	—	(817)	(400)	(- 417)
6. <i>Divers</i>	500	500	—	1.059	1.124	+ 65
dont :						
Dette publique	—	—	—	(411)	(469)	(+ 58)
Travaux publics	(500)	(500)	—	(584)	(620)	(+ 36)
Total général ...	27.729	25.008	-2.721	29.334	28.848	- 486

1 Non compris les crédits reportés de l'année budgétaire précédente; ces crédits augmentent le total général des crédits d'engagement de 3.454 millions et celui des crédits de paiement, de 11.923 millions.

0,3 milliard en 1966 à 1 milliard en 1967. Ceci provient en grande partie de ce que les Sociétés nationales auront des emprunts à terme fixe à rembourser.

Pour les investissements civils directs, les modifications importantes qu'il faut signaler sont dues :

— en engagements : à l'accroissement des prévisions établies pour les Travaux publics, qui passent de 7,7 milliards en 1966 à 9,1 milliards, marquant une augmentation de 1,4 milliard, sous l'effet du programme additionnel d'éventualité des Travaux publics;

— en ordonnancements : à la réduction des crédits de paiement pour les Travaux publics (1 milliard). Il ne faut toutefois pas conclure de ces réductions que l'effort d'investissement est en régression. En effet, les crédits d'ordonnement ne correspondent qu'aux décaisse-

ments réels à prévoir dans le cadre de l'avancement de l'exécution des travaux.

En matière d'octroi de crédits et participations, l'augmentation des crédits d'engagement provient des Communications, qui passent de 4,6 milliards pour 1966 à 5,5 milliards pour 1967, soit 0,9 milliard en plus. Dans ce montant interviennent les articles relatifs à la construction de paquebots et de car-ferries pour la ligne Ostende-Douvres (0,3 milliard), à la modernisation des transports en commun (0,4 milliard) et aux programmes d'investissements de la Société Nationale des Chemins de fer belges (0,2 milliard). En ce qui concerne les crédits d'ordonnement, on note une augmentation de 0,2 milliard aux Communications en rapport avec les études et travaux pour les semi-métros. Par contre, aux Finances, les crédits diminuent de 0,4 milliard : la participa-

tion de l'Etat à l'augmentation du fonds social de la Société Nationale d'Investissement s'élevait à 0,2 milliard en 1966 et la part de l'Etat dans le financement des emprunts con-

sentis à la Turquie par la Banque Européenne d'Investissement, à 0,1 milliard; le poste « Prêts à des pays étrangers » est ramené de 0,2 à 0,1 milliard.

IV. Le budget exprimé en termes économiques et fonctionnels

Depuis plusieurs années déjà, l'Exposé général contient les regroupements économiques et fonctionnels des budgets des pouvoirs publics. Ces regroupements concernent les opérations budgétaires du pouvoir central, des pouvoirs locaux et des organismes de Sécurité sociale. Les renseignements relatifs au regroupement économique et fonctionnel des opérations des pouvoirs locaux et de la Sécurité sociale feront l'objet d'une publication avant la fin de l'année; celle-ci contiendra également une version plus élaborée du regroupement des opérations du pouvoir central.

Les explications traditionnelles relatives à la technique adoptée et à la présentation des résultats ont été développées dans l'Exposé général de 1966. Il suffira de rappeler, à cet égard, qu'il n'y a pas une concordance parfaite entre les données des budgets proprement dits et les présents regroupements. La divergence est imputable à deux raisons essentielles :

1) les regroupements économiques et fonctionnels font abstraction des opérations des services de l'Etat à caractère industriel, commercial et financier, tels que les Postes, les Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge, le Service des paquebots de la ligne Ostende-Douvres, etc.;

2) ces regroupements comprennent les opérations d'un certain nombre de fonds ou de services autonomes qui ne figurent pas au budget de l'Etat (Fonds des Routes, Caisse autonome des dommages de guerre, etc.).

A. REGROUPEMENT ECONOMIQUE

Le regroupement économique donne lieu à l'établissement de deux comptes : le compte des opérations courantes et le compte des opérations de capital. Le solde du premier indique l'épargne ou la désépargne. La classification économique permet donc de déterminer si l'Etat, en tant que pouvoir central, emploie des

ressources courantes en vue d'investissements et autres dépenses de capital, ou s'il se trouve dans l'obligation de contracter des emprunts afin de couvrir une partie de ses dépenses courantes.

L'évolution du solde des opérations courantes se présente comme suit :

	Dépenses courantes	Recettes courantes	Solde
(milliards de francs)			
1965	169,6 ¹	168,2	- 1,4
1966	193,0 ²	192,0	- 1,0 ⁴
1967	203,6 ³	212,5	+ 8,9

¹ Engagements.

² Crédits ajustés.

³ Crédits initiaux.

⁴ Compte tenu des annulations de crédits en fin d'exercice, ce solde négatif pourrait se transformer en un solde positif de l'ordre de 2 milliards.

En ce qui concerne 1967, la différence entre le solde des opérations courantes du regroupement économique (+8,9 milliards) et le solde du budget ordinaire (+0,1 milliard), est la conséquence des ajustements suivants :

Opérations qui influencent le solde de l'épargne en 1967

	en dimi- nution	en augmen- tation
(milliards de francs)		
Dépenses du budget extraordinaire reprises dans le compte des opérations courantes (principalement investissements militaires)	5,5	—
Dépenses du budget ordinaire reprises dans le compte de capital (principalement des amortissements de la Dette publique) ...	—	21,0
Recettes ordinaires reprises dans le compte de capital (principalement des droits de succession) .	3,7	—
Dépenses courantes extrabudgétaires (provenant principalement de fonds)	5,4	—
Recettes courantes extrabudgétaires (provenant principalement de fonds)	—	2,4
Total ...	14,6	23,4
Différence ...		8,8

On distingue parmi les opérations courantes les groupes repris ci-après :

1. Consommation.

Les dépenses de salaires, pensions et autres charges sociales du personnel des services publics passent de 37,8 milliards en 1965 à 46,1 milliards en 1967, soit 8,4 milliards en plus. L'augmentation s'explique par :

— l'ajustement des traitements et des pensions à la suite de la hausse de l'index;

— les ajustements probables au cours de l'année 1967;

— les diverses améliorations des traitements et pensions, y compris celles qui font partie des accords de programmation sociale couvrant les années 1966 et 1967;

— l'augmentation des effectifs dans un nombre limité de services.

Les achats courants de biens et services et les coûts imputés passent de 12,7 milliards en 1965 à 15,2 milliards en 1967, soit une croissance de 20 p.c. en deux ans, marquée par l'incidence relativement importante de la hausse des prix.

Figurent également sous cette rubrique les dépenses courantes pour travaux et équipements, parmi lesquelles la plupart des investissements militaires, les contributions à l'O.T.A.N., la réparation et l'entretien des routes, canaux, etc. Cette catégorie de dépenses, qui représentait 6,2 milliards en 1965 et 6,5 milliards en 1966, n'atteint plus que 5,4 milliards en 1967 et cela malgré l'incidence de la hausse des prix. La réduction est avant tout imputable à la compression des dépenses militaires.

Du côté des recettes, on note 1 milliard au cours de chacune des années sous revue. Elles comprennent divers remboursements de dépenses ainsi que les recettes provenant de certaines ventes. A remarquer que les recettes des Postes, des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge et du Service des paquebots de la ligne Ostende-Douvres ne sont pas reprises ici : la différence entre les recettes et les dépenses de ces entreprises publiques figurent dans le groupe « Intérêts, pertes et profits ».

Tableau XXVIII.

Regroupement économique des opérations budgétaires du pouvoir central

(millions de francs)

	1965 1	1966 2	1967 3
A. Compte « Opérations courantes » :			
1. Dépenses et recettes courantes pour biens et services	— 55.696	— 62.664	— 65.720
2. Intérêts, pertes et profits d'entreprises ...	— 24.538	— 27.259	— 28.061
3. Transferts de revenus à destination et en provenance d'autres secteurs	+ 142.960	+ 162.532	+ 180.913
4. Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	— 64.128	— 73.195	— 77.702
Divers	+ 35	— 374	— 499
Solde des opérations courantes ...	— 1.367	— 960 4	+ 8.931
B. Compte « Opérations de capital » :			
Solde des opérations courantes ...	— 1.367	— 960 4	+ 8.931
5. Transferts de capitaux à destination et en provenance d'autres secteurs	+ 1.063	+ 770	+ 473
6. Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	— 3.509	— 4.030	— 4.988
7. Investissements directs	— 15.060	— 21.563	— 23.728
8. Crédits et participations	— 4.659	— 7.042	— 6.388
9. Dette publique	— 15.220	— 16.156	— 18.438
Divers	— 210	— 558	— 579
Solde des opérations de capital 5 ...	— 37.595	— 48.579	— 53.648
Solde total ...	— 38.962	— 49.539	— 44.717

1 En dépenses : engagements au 30 juin 1966 pour l'ordinaire; ordonnancements, pour l'extraordinaire. En recettes : réalisations.

2 En dépenses : budget ajusté, y compris les dépenses pour exercices antérieurs, à l'ordinaire; budget ajusté (crédits de paiement) à l'extraordinaire. En recettes : réévaluations.

3 Prévisions initiales.

4 Compte tenu des annulations de crédits en fin d'exercice, ce solde négatif pourrait devenir un solde positif de l'ordre de 2 milliards.

5 A l'exclusion du solde des opérations courantes figurant dans le compte « capital ».

La consommation nette du pouvoir central augmente donc de 10 milliards entre 1965 et 1967, soit 18 p.c., alors que l'on s'attend que l'accroissement du produit national brut ne soit que de 15 p.c.

2. Intérêts, pertes et profits.

La charge d'intérêts, y compris les primes payées à l'occasion des amortissements, passe de 19,8 milliards en 1965 à 23 milliards en 1967, soit un accroissement de 16 p.c. Elle se rapporte à la dette publique directe, aux dettes du Fonds des Routes, de l'E3, de la Caisse autonome des dommages de guerre et du Fonds de dotation des pensions de guerre, ainsi qu'à la dette congolaise garantie en devises reprise par la Belgique.

Les contributions aux pertes d'exploitation passent de 6,9 milliards en 1965 à 7,9 milliards en 1967. Elles se rapportent principalement aux Chemins de fer et aux Postes.

3. Transferts directs de revenus.

Il s'agit en l'espèce de transferts de revenus qui ont lieu entre l'Etat et les entreprises privées, les entreprises publiques, les ménages et l'étranger. Le montant total des sommes ainsi transférées atteint 27,1 milliards en 1967, soit 5,7 milliards de plus qu'en 1965, qui se répartissent entre les ménages (1,6 milliard), les entreprises (3,1 milliards) et l'étranger (1 milliard).

Au chapitre des recettes sont repris les impôts, à l'exception des droits de succession : 208 milliards en 1967.

4. Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public.

Sous cette rubrique figurent tous les transferts de revenus s'effectuant entre le pouvoir central et les autres secteurs des pouvoirs publics, c'est-à-dire les institutions autonomes à caractère administratif, parmi lesquelles figurent quelques fonds importants, les institutions de Sécurité sociale, les communes et provinces, et l'enseignement libre. Au total, ces transferts de revenus du pouvoir central atteignent 77,9 milliards en 1967, contre 64,2 milliards en 1965.

Le tableau suivant fournit un aperçu des principales affectations en cette matière :

	1965	1967
	(milliards de francs)	
Fonds et institutions autonomes	5,1	5,9
Fonds National du Logement	1,2	1,5
Fonds national des études	0,7	0,8
Œuvre Nationale de l'Enfance	0,6	0,7
Œuvre nationale des victimes de la guerre ...	0,7	0,8
Autres	1,9	2,1
Sécurité sociale	23,1	27,4
Maladie et invalidité ...	11,3	14,7
Pensions de vieillesse ...	8,2	9,0
Chômage	1,7	2,0
Allocations familiales ...	1,3	1,2
Autres	0,6	0,5
Communes et provinces ...	19,3	23,4
Subventions à l'enseignement	8,1	9,6
Autres objectifs	11,2	13,8
Enseignement libre	16,7	21,2
Total ...	64,2	77,9

Le compte des opérations de capital reprend, en premier lieu, le solde du compte des opérations courantes.

5. Transferts directs de capitaux.

Les transferts directs de capitaux de l'Etat au profit des autres secteurs s'élèvent, en 1965, à 1,9 milliard; pour 1966 et 1967, on prévoit 2,6 et 3,1 milliards. L'augmentation est due principalement à la contribution croissante de la Belgique dans les frais des travaux du canal Gand-Terneuzen, exécutés par les autorités des Pays-Bas.

En recettes, les transferts directs de capitaux comprennent notamment les droits de succession et de donation : 3,5 milliards en 1967.

6. Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public.

Ces transferts passent de 3,5 à 5 milliards de 1965 à 1967. La majeure partie en est attribuée à des fonds et organismes autonomes, principalement au Fonds National du Logement. Les autres dépenses concernent essentiellement les contributions de l'Etat dans les investissements des pouvoirs locaux (notamment la prise en charge par l'Etat de l'amortissement des emprunts des communes auprès du Crédit Communal).

7. Investissements directs.

Les investissements directs de l'Etat, y compris ceux du Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat et du Fonds des constructions de l'enseignement supérieur, atteignent 15,4 milliards en 1965 et 24 milliards en 1967. L'augmentation se situe principalement dans le secteur « Routes et travaux hydrauliques ».

8. Crédits et participations.

L'octroi de crédits et participations accuse une majoration considérable entre 1965 (5 milliards) et 1967 (6,7 milliards), notamment au profit du fonds de renouvellement de la Société Nationale des Chemins de fer belges.

9. Dette publique.

Sous cette rubrique sont reprises les charges d'amortissement de la Dette publique proprement dite, du Fonds des Routes, de la Caisse autonome des dommages de guerre et du Fonds de dotation des pensions de guerre.

B. REGROUPEMENT FONCTIONNEL

Le regroupement fonctionnel est le classement des dépenses de l'Etat selon leur destination, c'est-à-dire d'après les différentes fonctions et missions que l'Etat assume. Pour ce regroupement, on a utilisé les mêmes données que celles qui ont été retenues pour le regroupement économique.

En 1967, l'Etat consacrera 20,4 p.c. de ses dépenses à la fonction « Enseignement, culture et cultes ». En valeur absolue, les ressources affectées à cette fonction en 1967 s'élèvent à 53,4 milliards, soit 10,8 milliards de plus qu'en 1965 et 4 milliards de plus qu'en 1966. La progression est surtout due au facteur « rémunérations ». Les constructions scolaires et les pensions constituent également des éléments importants dans cette fonction.

La fonction « Communications » occupe actuellement la deuxième place par ordre d'importance. Elle représente, en 1967, 15,1 p.c. des dépenses totales de l'Etat. La majeure partie des charges des départements des Communications, Postes, Télégraphes et Téléphones

et des Travaux publics, ainsi que celles du Fonds des Routes et de l'Intercommunale E3 sont comprises dans cette fonction. Ces charges s'accroissent de 47,5 p.c. de 1965 à 1967. Quatre éléments importants exercent leur influence :

— les communications routières. Les dépenses du Fonds des Routes — non compris le service financier des emprunts — passent de 5,5 milliards en 1965, à 8 milliards en 1967. Les paiements effectués par l'Intercommunale E3, qui s'élevaient à 0,9 milliard en 1965, pourraient dépasser 5 milliards en 1967;

— les communications ferroviaires. Il s'agit ici principalement d'interventions en faveur de la Société Nationale des Chemins de fer belges figurant aux budgets des Communications et de la Dette publique; elles s'élevaient à 6,9 milliards en 1965 et pour 1967, on prévoit 8,4 milliards;

— les communications par eau;

— les Postes. Le déficit de l'Administration des Postes, qui s'élevait à 2,3 milliards en 1965, s'aggrave. Les prévisions indiquent 3 milliards en 1967.

La fonction « Interventions sociales » occupe la troisième place. Ces dépenses passent de 28,7 milliards en 1965 à 34,2 milliards en 1967, soit une augmentation de 19,1 p.c. Les transferts au secteur « Sécurité sociale » couvrent 80 p.c. de cette fonction.

Les dépenses de « Défense nationale » occupent la quatrième place avec environ 10,5 p.c. du total.

En ce qui concerne la fonction « Dommages de guerre et calamités », on notera que les dépenses du Fonds de dotation des pensions de guerre atteindront, en 1967, 4,9 milliards, contre 4,5 milliards en 1965, malgré la diminution du nombre de bénéficiaires. Cette évolution est due à l'octroi de nouveaux avantages et à la liaison des allocations à l'indice des prix. Dans cette fonction se trouvent encore les charges de la Caisse autonome des dommages de guerre, ainsi que les contributions à l'Œuvre nationale des invalides de guerre et à l'Œuvre nationale des anciens combattants et victimes de la guerre. Y ont été incorporées, en outre, certaines dépenses résultant de l'accession à l'indépendance du Congo, parmi lesquelles le service financier de la dette congolaise garantie.

Tableau XXIX.

Regroupement fonctionnel des dépenses de l'Etat

	1965	1966	1967	1965	1966	1967
	(millions de francs)			(en pour cent du total)		
Enseignement, culture et cultes	42.610	49.404	53.373	20,2	20,1	20,4
Dettes publiques	34.447	37.467	41.106	16,3	15,3	15,7
Communications	26.730	35.843	39.363	12,7	14,6	15,1
Interventions sociales	28.731	32.528	34.212	13,6	13,2	13,1
Défense nationale	25.343	27.545	27.390	12,0	11,2	10,5
Relations avec les pouvoirs publics subordonnés ..	10.726	12.212	13.013	5,1	5,0	5,0
Administration générale	8.198	10.019	10.267	3,9	4,1	3,9
Domages de guerre et calamités	8.438	8.551	8.680	4,0	3,5	3,3
Industrie, commerce et classes moyennes	5.567	8.468	8.397	2,6	3,4	3,2
Justice et police	5.236	6.195	6.709	2,5	2,5	2,5
Agriculture et ravitaillement	4.830	6.382	6.554	2,3	2,6	2,5
Relations avec l'étranger	4.221	4.513	4.401	2,0	1,8	1,7
Santé publique	2.423	3.369	4.437	1,2	1,4	1,7
Logement	3.442	3.067	3.587	1,6	1,3	1,4
Divers	68	9	11	—	—	—
Total du regroupement fonctionnel ...	211.010	245.572	261.500	100,0	100,0	100,0
Rapprochement avec les données budgétaires ...	— 1.501	— 8.640	— 11.904			
Total officiel du budget ...	209.509	236.932	249.596			

Les dépenses pour « Industrie, commerce et classes moyennes » augmentent d'environ 52 p.c. au cours des années considérées. La hausse enregistrée entre 1965 et 1966 s'explique par les subventions qui ont dû être allouées aux charbonnages, en raison de la dégradation du marché charbonnier. Sont également reprises sous cette rubrique les subventions accordées sous forme de participation dans la charge d'intérêts d'emprunts contractés par des entreprises privées, dans le cadre des lois d'expansion économique de juillet 1959.

Pour la fonction « Agriculture et ravitaillement », la progression des dépenses est influencée par la participation belge au Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, qui prend une place de plus en plus importante : 900 millions en 1967, contre 134 millions en 1965.

La fonction « Relations avec l'étranger » comprend les dépenses afférentes à la représentation belge à l'étranger, les contributions aux organisations internationales, et l'aide aux pays en voie de développement.

Les dépenses de la fonction « Justice et police » comprennent les dépenses des services judiciaires, de la Gendarmerie (pour les deux tiers) de la Sûreté nationale, des établissements pénitentiaires et de la Protection civile. Sont également rattachées à cette fonction les charges relatives à la Protection de l'enfance et à la jeunesse.

Les dépenses pour 1967 de la fonction « Logement » auraient été plus élevées s'il n'avait été prévu, à partir du 1^{er} avril 1967, de mettre en application de nouvelles modalités de financement des primes à la construction d'habitations sociales, celles-ci n'étant plus désormais allouées directement à la charge du budget.

Les dépenses pour la fonction « Santé publique » ont presque doublé au cours des trois années considérées. Doivent être mentionnées ici : les interventions de l'Etat dans la gestion des hôpitaux, les subventions à la recherche scientifique médicale, à l'Œuvre Nationale de l'Enfance et aux organismes sanitaires. Les contributions dans la construction d'hôpitaux se sont également accrues.

La fonction « Administration générale » est principalement influencée par les rémunérations du personnel (Ministère des Finances et de l'Intérieur).

Dans la série des dépenses non réparties fonctionnellement, la « Dette publique » représente une des charges les plus importantes du budget.

Les dépenses relatives aux « Relations avec les pouvoirs publics subordonnés », qui ne sont pas non plus réparties fonctionnellement, s'accroissent de 21,6 p.c. pendant les années considérées. Il s'agit ici en particulier des transferts au Fonds des communes et au Fonds des provinces.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'août-septembre 1966. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

TABATONI P., Structures financières et croissance économique. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, août 1966, cahier n° 118, 30 p.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

D'HAENZE M., Le financement des travaux publics. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, nos 7-8, juillet-août 1966, pp. 21-41.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

FUKS F., L'enquête de l'I.N.S. sur les budgets des ménages 1961 (suite). (*Revue du Travail, Bruxelles, LXVII, nos 5-6, mai-juin 1966, pp. 655-704.*)

Investissements dans l'industrie des fabrications métalliques. (*Bulletin d'Information de Fabrimétal, Bruxelles, n° 1042, 26 septembre 1966, pp. 569-574.*)

La restructuration de la consommation belge et ses incidences conjoncturelles. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XX, septembre 1966, pp. 17-24.*)

LEONARD-ETIENNE J., Recherches sur l'investissement et la rentabilité dans l'industrie liégeoise. (*Faculté de Droit de l'Université de Liège, Liège, 1966, VI+268 p.*)

THIELEMANS E., Le financement des investissements publics par le secteur privé. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, nos 7-8, juillet-août 1966, pp. 7-20.*)

7. PRIX ET SALAIRES

VEREECKEN M., Nogmaals over het prijsbeleid van de Regering. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LVII, n° 9, septembre 1966, pp. 743-754.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

Evolution de l'emploi en Belgique de 1960 à 1964. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, VIII, nos 6-7, juin-juillet 1966, pp. 720-760.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

L'aménagement territorial du Brabant wallon. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 79, août 1966, pp. 11-28.*)

La situation économique en Belgique au début de l'automne. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, V, n° 53, octobre 1966, pp. 1-7.*)

PERTINAX, Quelles sont, en Belgique, les régions confrontées à des problèmes aigus et urgents? (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 79, août 1966, pp. 1-10.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

LEONARD-ETIENNE J., Considérations sur la sidérurgie liégeoise. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLI, n° 147, septembre 1966, pp. 131-147.*)

Les carburants en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 33, 3 septembre 1966, pp. 313-317.*)

Les difficultés de la chaussure belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXI, n° 34, 10 septembre 1966, pp. 321-325.*)

12. TRANSPORTS

La navigation intérieure belge. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, V, n° 52, août-septembre 1966, pp. 5-11.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR

Importations de l'U.E.B.L. entre 1960 et 1965. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, V, n° 53, octobre 1966, pp. 11-13.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

- CONAN A.R., The Problem of Sterling. (*Macmillan, Londres, 1966, V+122 p.*)
- COOMBS Ch. A., Treasury and Federal Reserve Foreign Exchange Operations. (*Federal Reserve Bank of New York Monthly Review, New-York, XLVIII, n° 9, septembre 1966, pp. 191-198.*)
- CROMBE H. Ph., Le marché international des capitaux et les taux d'intérêt. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, V, n° 52, août-septembre 1966, pp. 1-5.*)
- DIETERLEN P., Le Conseil économique et social à la recherche d'un étalon monétaire. (*Revue politique et parlementaire, Paris, LXVIII, n° 770, septembre 1966, pp. 76-79.*)
- DUDLER H.J., Kurzfristige internationale Kapitalbewegungen. Ihre quantitativ-definitische Erfassung und theoretische Analyse. (*Veröffentlichungen des Instituts für Bankwirtschaft und Bankrecht an der Universität Köln, Knapp, Francfort/Main, 1966, VI+184 p.*)
- FREI R., The Price of Gold. A Problem of International Monetary Reform. (*Kyklos, Bâle, 1966, 75 p.*)
- FRINGS A.J., Das Problem der Knappheit der internationalen Liquidität. (*Keller, Winterthur, 1966, VII+134 p.*)
- ITTENSOHN J., Europäische Anleihen amerikanischer Gesellschaften. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Francfort/Main, XIX, n° 18, 15 septembre 1966, pp. 912-915.*)
- KOSZUL J.P., What is Wrong with the Gold Exchange Standard? (*The Banker, Londres, CXVI, n° 487, septembre 1966, pp. 592-597.*)
- La Banque des Règlements Internationaux. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, V, n° 53, octobre 1966, pp. 7-11.*)
- La nouvelle bataille du sterling. (*Bulletin mensuel de la First National City Bank, New-York, août 1966, pp. 11-15.*)
- LAULAN Y., Le F.M.I. envisage de nouveaux instruments de liquidité internationale. (*Banque, Paris, XLI, n° 243, septembre 1966, pp. 609-614.*)
- Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1961-1965. (*Nations Unies, New-York, 1966, VII+52 p.*)
- Liquidity : in 1968 ? in 1978 ? (*The Economist, Londres, CCXXI, n° 6423, 1^{er} octobre 1966, pp. 67-70.*)
- MACHLUP F., World Monetary Debate. Bases for Agreement. (*The Banker, Londres, CXVI, n° 487, septembre 1966, pp. 598-611.*)

MATSUMURA Z., An Evolutionary Plan for World Monetary Reform. (*The Banker, Londres, CXVI, n° 487, septembre 1966, pp. 613-623.*)

Those Currency Swaps. (*The Economist, Londres, CCXX, n° 6421, 17 septembre 1966, pp. 1161-1162.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

FELD W., National Economic Interest Groups and Policy Formation in the E.E.C. (*Political Science Quarterly, New-York, LXXXII, n° 3, septembre 1966, pp. 392-411.*)

GOZARD G., La concentration des entreprises dans la C.E.E. (*Revue politique et parlementaire, Paris, LXVIII, n° 770, septembre 1966, pp. 45-55.*)

HARTOG F., Kan de E.E.G. nog ten goede worden gekeerd ? (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LI, n° 2558, 7 septembre 1966, pp. 908-910.*)

HORRING J., Feiten en ficties inzake het landbouwbeleid in de E.E.G. ? (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LI, n° 2560, 21 septembre 1966, pp. 965-968.*)

KRAEMER H.R., Wirtschaftliche und rechtliche Probleme der monetären Integration in der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft. (*Mohr, Tübingen, 1966, IV+179 p.*)

NOEL-MAYER, Problème du financement de l'infrastructure des transports terrestres dans les pays membres de la C.E.E. Situation de fait. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7-8, juillet-août 1966, pp. 43-67.*)

VERLOREN VAN THEMAAT P. e.a., Fiscale harmonisatie in de E.E.G. (*Kluwer, Deventer, 1966, 112 p.*)

17. DIYERS

CUELENAERE A., Faut-il repenser le problème de l'information dans nos entreprises ? (*Industrie, Bruxelles, XX, n° 8, août 1966, pp. 540-549.*)

Examens des politiques scientifiques nationales. Belgique. (*Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Paris, 1966, 128 p.*)

Où en est l'emprunt destiné au financement de la recherche scientifique ? (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XXI, n° 23, 20 septembre 1966, pp. III-IX.*)

VERGOTE P., Factoring : Realisaties en mogelijkheden. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XX, n° 4, août 1966, pp. 313-320.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 17 juillet 1963

portant approbation de l'Accord entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et la République Tchèqueoslovaque, d'autre part, concernant l'indemnisation de certains intérêts belges et luxembourgeois en Tchèqueoslovaquie, et du protocole-annexe, signés à Bruxelles, le 30 septembre 1952, et lois du 5 mai 1966 portant approbation de l'Avenant, signé à Prague, le 6 juillet 1964, et de l'Accord, signé à Luxembourg, le 26 février 1965, entre la Belgique et le Grand-Duché de

Luxembourg, réglant l'exécution dudit Accord (Moniteur du 20 septembre 1966, p. 9.295).

Arrêté royal du 19 juillet 1966

relatif aux modalités d'estimation des dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance (Moniteur du 2 septembre 1966, p. 8775). Erratum (Moniteur du 22 septembre 1966, p. 9438).

Lois du 2 août 1966

portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la Belgique et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Pologne, d'autre part, concernant l'indemnisation de certains intérêts bel-

ges et luxembourgeois en Pologne, de l'annexe et du protocole d'exécution, signés à Varsovie, le 14 novembre 1963, ainsi que de l'Accord entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 14 janvier 1965, réglant l'exécution dudit Accord (Moniteur du 28 septembre 1966, p. 9655).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Loi du 28 juillet 1966

portant approbation de l'Accord portant création de la Banque Asiatique de Développement et des Annexes, fait à Manille, le 4 décembre 1965 (Moniteur du 10 septembre 1966, p. 9007).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 17 juin 1966

portant approbation de cinq protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée et confirmation de six arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1964 (Moniteur du 28 septembre 1966, p. 9662).

titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie pour l'exercice 1965 (Moniteur du 14 septembre 1966, p. 9142).

Arrêté royal du 28 juillet 1966

transférant à l'exercice 1966 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1965 sur le titre II (dépenses extraordinaires) du budget de l'exercice 1965 et le budget extraordinaire de certains exercices antérieurs (Moniteur du 21 septembre 1966, p. 9365).

Loi du 4 juillet 1966

contenant le budget des Recettes et Dépenses pour l'Ordre pour l'exercice 1966 (Moniteur du 16 septembre 1966, p. 9198).

Article 1^{er}. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 39.370.774.000 francs pour les recettes et à 39.557.002.000 francs pour les dépenses.

Art. 2. — Les opérations de trésorerie (...) sont évaluées à 3.191.635.304.000 francs pour les recettes et à 3.190.936.095.000 francs pour les dépenses.

Art. 3. — Les recettes et les dépenses des organismes d'intérêt public (...) sont évaluées respectivement à 225.973.872.000 francs et à 224.107.533.000 francs.

.....

Loi du 29 juillet 1966

portant approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 21 mai 1965, modifiant et complétant la Convention entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Washington le 28 octobre 1948, telle qu'elle a été amendée par les Conventions complémentaires, signées à Washington, le 9 septembre 1952 et le 22 août 1957 (Moniteur du 6 septembre 1966, p. 8847).

Arrêté royal du 8 juillet 1966

transférant à l'exercice 1966 les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1965 sur le

Arrêté ministériel du 2 août 1966

portant exécution des dispositions légales coordonnées relatives au régime d'accise des huiles minérales (Moniteur du 6 septembre 1966, p. 8858).

Arrêté ministériel du 10 août 1966

fixant les règles de répartition du Fonds de compensation fiscale de 1965 (Moniteur du 8 septembre 1966, p. 8961).

Arrêté royal du 17 août 1966

modifiant l'arrêté royal du 21 janvier 1965 établissant la liste des fonds publics, autres que les valeurs émises ou garanties par l'Etat, que peuvent acquérir les organismes visés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative

au contrôle de certains organismes d'intérêt public (Moniteur du 7 septembre 1966, p. 8910).

**Arrêté royal et arrêté ministériel
du 2 septembre 1966**

relatifs à l'émission de l'emprunt 1966 à 6 ou à 12 ans (Moniteur du 6 septembre 1966, p. 8856).

.....
Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après : 6,75 p.c. l'an à partir du 19 septembre 1966 jusqu'au 18 septembre 1972; 7 p.c. l'an à partir du 19 septembre 1972 jusqu'au 18 septembre 1978.
.....

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la troisième année (...).
.....

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 19 septembre 1972.
.....

Arrêté ministériel du 7 septembre 1966

relatif à l'émission d'une quatorzième série d'obligations au porteur par la Caisse Autonome des Dommages de Guerre (Moniteur du 24 septembre 1966, p. 9530).

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 26 août 1966

prescrivant une enquête par sondage sur l'effectif du cheptel porcin au 1^{er} septembre 1966 (Moniteur du 3 septembre 1966, p. 8811).

5. — INDUSTRIE

Arrêté ministériel du 11 juillet 1966

modifiant l'arrêté ministériel du 25 mai 1966 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 14 septembre 1966, p. 9141).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 22 juillet 1966

modifiant l'article 22 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 15 septembre 1966, p. 9159).

Arrêté royal du 1^{er} août 1966

modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1957 fixant la dénomination, la compétence et la composition des commissions paritaires instituées en exécution de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires (Moniteur du 22 septembre 1966, p. 9425).

Arrêté royal du 17 août 1966

rendant obligatoire la décision du 22 décembre 1965 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage concernant la durée du travail (Moniteur du 29 septembre 1966, p. 9717).

Arrêté royal du 17 août 1966

pris en exécution de la loi du 15 juillet 1964 sur la durée du travail dans les secteurs publics et privés de l'économie nationale (Moniteur du 22 septembre 1966, p. 9432).

Arrêté royal du 9 septembre 1966

modifiant l'arrêté royal du 21 juin 1965 fixant la durée du travail des ouvriers occupés dans les entreprises de nettoyage d'immeubles (Moniteur du 30 septembre 1966, p. 9785).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 17 juin 1966

portant approbation de cinq protocoles Benelux relatif au tarif des droits d'entrée et confirmation de six arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1964 (Moniteur du 28 septembre 1966, p. 9662).

9. — TRANSPORTS

Accord

entre la Belgique et l'Espagne sur le transport de voyageurs et de marchandises par route effectué au moyen de véhicules commerciaux, signé à Madrid, le 19 juillet 1966 (Moniteur du 21 septembre 1966, p. 9359).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 11 juillet 1966

rendant obligatoire la convention du 30 mars 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection concernant la fixation des salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises dépendant de sa compétence à l'exception de secteur de la dentellerie à la main, de la broderie à la main et de l'emperlage (Moniteur du 7 septembre 1966, p. 8915).

Arrêté royal du 15 juillet 1966

rendant obligatoire la convention du 8 février 1966 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire fixant les salaires minimums et la classification professionnelle des ouvriers et ouvrières de la pâtisserie artisanale (Moniteur du 3 septembre 1966, p. 8801).

Arrêté royal du 22 juillet 1966

rendant obligatoires les conventions du 11 mai 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie chimique, rattachant les salaires à l'indice des prix de détail du Royaume et fixant le barème des mineurs d'âge (Moniteur du 15 septembre 1966, p. 9160).

Arrêté ministériel du 2 septembre 1966

assouplissant le blocage des prix (Moniteur du 6 septembre 1966, p. 8855).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 23 août 1966

relatif à l'exécution de la loi du 4 juillet 1966 accordant un pécule de vacances aux pensionnés des services publics (Moniteur du 8 septembre 1966, p. 8946).

Arrêtés royaux du 22 juillet 1966

rendant obligatoire la convention du 7 avril 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans les fondoirs de graisse et dans l'industrie du froid (Moniteur du 23 septembre 1966, p. 9473).

Arrêté royal du 28 juillet 1966

rendant obligatoire la convention du 27 mai 1966 de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers portant majoration des salaires effectivement payés aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises relevant de cette commission paritaire nationale (Moniteur du 13 septembre 1966, p. 9073).

Arrêté royal du 1^{er} août 1966

rendant obligatoire la convention du 2 juin 1966 de la Commission paritaire nationale des maîtres-tailleurs et tailleuses concernant la qualification professionnelle, la fixation des salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés par les maîtres-tailleurs et tailleuses et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 22 septembre 1966, p. 9426).

Arrêté royal du 26 août 1966

modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1965 fixant le montant annuel des revenus visés aux articles 25, §§ 1 et 2, et 33, § 5, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 13 septembre 1966, p. 9083).

12. — COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Règlement n° 130/66/C.E.E. du Conseil
du 26 juillet 1966**

relatif au financement de la politique agricole commune (Journal officiel du 21 septembre 1966, p. 2965).

Article 1^{er}. — Le régime du financement de la politique agricole commune par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, ci-après dénommé le « Fonds », comporte, pour la période allant du 1^{er} juillet 1965 à la fin de la période de transition, deux phases, à savoir :

- 1^{er} juillet 1965 au 30 juin 1967 et
- 1^{er} juillet 1967 à la fin de la période de transition.

TITRE I

**Régime pour la phase allant du 1^{er} juillet 1965
au 30 juin 1967**

Art. 2. — 1. Pour les produits faisant au 1^{er} juillet 1965 l'objet d'organisations communes des marchés comportant la responsabilité financière de la Communauté, la contribution de la section garantie du Fonds aux dépenses éligibles en vertu de l'article 3 paragraphe 1 sous a), b) et c) du règlement n° 25 est fixée, à partir de cette date, à :

- six dixièmes pour la période de comptabilisation 1965-1966;
- sept dixièmes pour la période de comptabilisation 1966-1967.

2. Pour les produits pour lesquels une organisation commune des marchés est mise en application après le 1^{er} juillet 1965 et avant le 1^{er} juillet 1967, et dans la mesure où la responsabilité financière de la Communauté est prévue, la prise en charge des dépenses éligibles s'effectue, dès la mise en application de chacune de ces organisations, selon la règle énoncée au paragraphe 1.

Art. 3. — Les dépenses du Fonds sont couvertes par des contributions financières des Etats membres déterminées selon la clé de répartition suivante :

	Période de comptabilisation	
	1965-1966	1966-1967
Belgique	7,95	7,95
Allemagne	31,67	30,83
France	32,58	29,26
Italie	18	22
Luxembourg	0,22	0,22
Pays-Bas	9,58	9,74

Art. 5. — 1. Par dérogation aux dispositions des articles 2 à 8 du règlement n° 17/64/C.E.E. et de l'article 2 du présent règlement, les dépenses effectuées par le Royaume de Belgique pendant la campagne de commercialisation 1965-1966 en faveur de la commercialisation du sucre donnent lieu à un remboursement de la section garantie du Fonds, étant entendu que ce remboursement ne peut excéder un montant de 4 millions d'unités de compte.

TITRE II

**Régime pour la phase allant du 1^{er} juillet 1967 à la
fin de la période de transition**

Art. 7. — 1. Pour les produits pour lesquels une organisation commune des marchés comportant la responsabilité financière de la Communauté est en application au 1^{er} juillet 1967, la contribution de la section garantie du Fonds couvre, à partir de cette date, la totalité des dépenses éligibles en vertu de l'article 3 paragraphe 1 sous a), b) et c) du règlement n° 25.

2. Pour les autres produits, la prise en charge des dépenses éventuellement éligibles s'effectue selon la règle énoncée au paragraphe 1 à partir du moment où l'organisation commune des marchés de ces produits est mise en application.

Art. 11. — 1. Les dépenses de la section garantie du Fonds sont couvertes par des contributions financières des Etats membres calculées, pour une première partie, proportionnellement aux prélèvements envers les pays tiers perçus par chaque Etat membre et, pour autant que de besoin, pour une deuxième partie, selon une clé fixe de répartition.

2. La première partie des contributions des Etats membres est égale à 90 p.c. du montant total des prélèvements envers les pays tiers perçus par les Etats membres au cours de la période de comptabilisation considérée.

3. La deuxième partie des contributions des Etats membres est calculée selon la clé de répartition suivante :

Belgique	8,1
Allemagne	31,2
France	32
Italie	20,3
Luxembourg	0,2
Pays-Bas	8,2

Arrêté royal du 20 septembre 1966

relatif à la publicité des prix et conditions du transport rémunéré par véhicules automobiles, de produits relevant du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, effectué entre pays de l'Union économique Benelux (Moniteur du 28 septembre 1966, p. 9673).

**Règlement n° 130/66/C.E.E. du Conseil
du 22 septembre 1966**

portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses (Journal officiel du 30 septembre 1966, p. 3025).

Article 1^{er}. — 1. Il est établi une organisation commune des marchés dans le secteur des graines et fruits oléagineux ainsi que des matières grasses d'origine végétale ou extraites de poissons ou de mammifères marins.

2. Le présent règlement s'applique aux produits suivants : a) graines et fruits oléagineux; b) farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilées, à l'exclusion de la farine de moutarde, graisses et huiles de poissons et de mammifères marins, huiles végétales fixes, à l'exclusion de l'huile d'olive, graisses et huiles animales ou végétales, margarine, simili-saindoux et autres graisses alimentaires préparées, résidus provenant du traitement des corps gras ou des cires animales ou végétales, tourteaux et autres résidus de l'extraction des huiles végétales; c) huile d'olive; d) olives; e) résidus provenant du traitement des corps gras ou des cires animales ou végétales contenant de l'huile

ayant les caractères de l'huile d'olive, résidus de l'extraction de l'huile d'olive.

.....
Art. 43. — Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable aux produits visés à l'article premier paragraphe 2 parties c), d), et e) à partir du 1^{er} novembre 1966 et aux autres produits visés à l'article premier à partir du 1^{er} juillet 1967.

.....



STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistiques et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1962	1963	1964	1965 P
		(milliers, à fin d'année)				
Population totale	I.N.S.	8.512	9.251	9.328	9.428	9.499
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.906	5.948	5.996	
dont : Hommes	»	2.902	2.923	2.950	2.984	
Femmes	»	2.948	2.983	2.998	3.012	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.568	3.589	3.622	3.646
dont : Agriculture	»	423	240	230	216	204
Industries extractives	»	191	105	102	102	95
Industries manufacturières	»	1.311	1.259	1.267	1.289	1.298
Bâtiments et construction	»	197	264	276	282	285
Transports	»	243	240	245	250	253
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.383	1.404	1.427	1.449
Chômeurs complets	»	92	77	65	56	62

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	211,8	232,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,7	18,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	20,3	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,5	42,9	48,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	50,3	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,8	82,3	91,7
e) Corrections et compléments	11,6	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	21,1	20,0	20,9
Total ...	215,9	235,4	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	331,7	373,7	412,1
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,6	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	29,6	30,5
b) Professions libérales ¹	9,9	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,6	21,3
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,6	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	95,7	102,4
d) Revenus des sociétés de personnes ²	6,4	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	7,9	8,4
e) Ajustement statistique	0,6	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	- 0,4	- 0,9	- 1,0
Total ...	108,1	111,4	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	136,6	148,9	161,6
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	13,5	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,8	28,2	30,4
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	33,7	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	33,3	33,4
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,5	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	16,3
Total ...	59,7	62,0	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	74,0	76,5	80,1
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	13,3	10,2	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,3	15,7	16,2
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,1	16,0
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,3	6,3	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	6,3	3,3
7. Intérêt de la dette publique	-11,7	-12,6	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,1	-24,2
Revenu national net au coût des facteurs	398,9	421,4	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	550,8	613,1	665,1
8. Amortissements	47,1	50,1	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	67,0	74,3	79,7
Revenu national brut au coût des facteurs	446,0	471,5	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	617,8	687,4	744,8
9. Impôts indirects	50,8	54,2	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,8
10. Subsidés	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,6
Produit national brut aux prix du marché	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

¹ Avant taxation.
² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

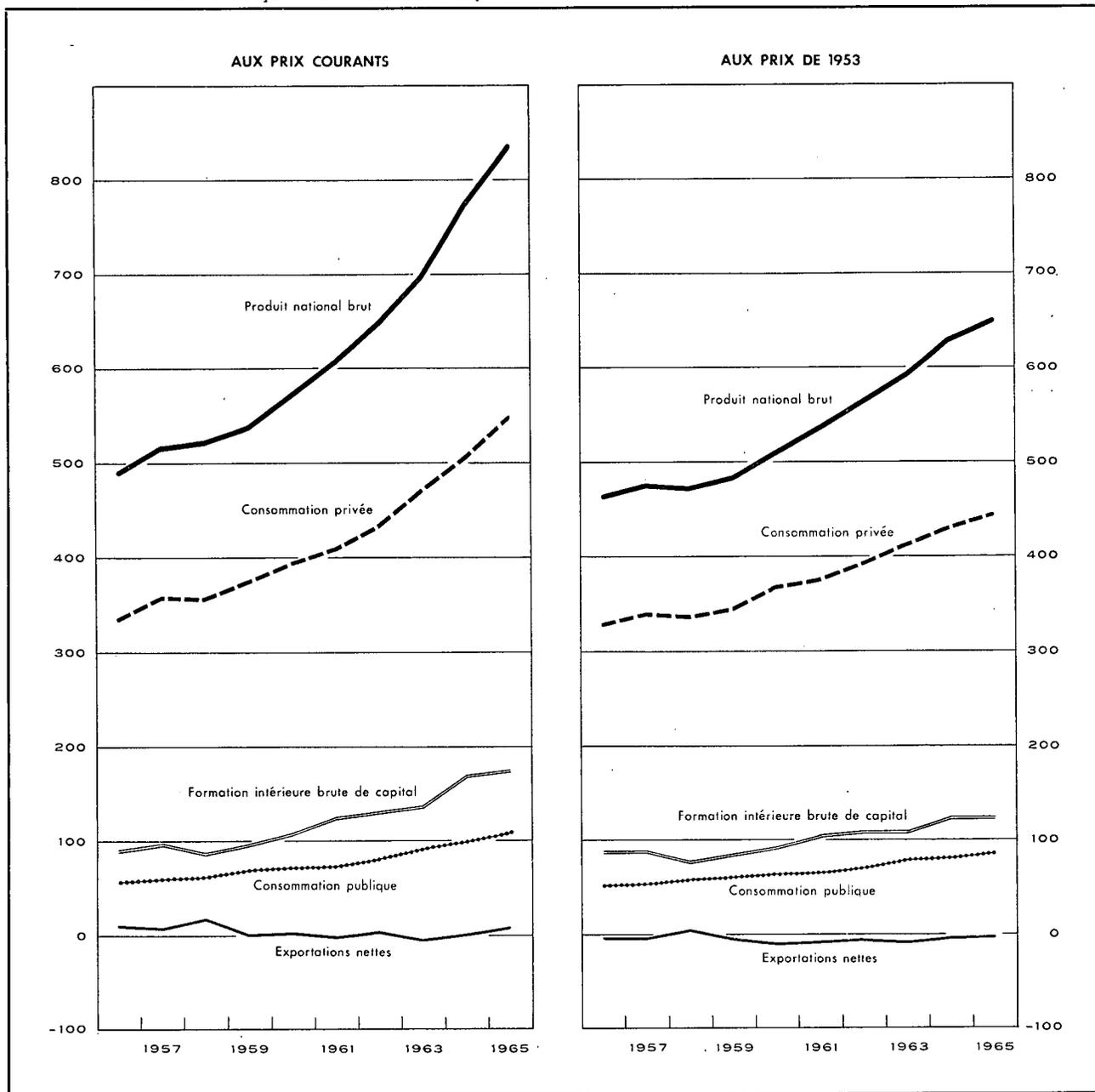
	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,9	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,5	44,4	45,7
2. Industries extractives	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	17,1	15,8
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	33,8	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,4	48,5	52,5
b) Textiles	14,8	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	13,6	20,8	19,5
c) Vêtements et chaussures	6,5	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,4
d) Bois et meubles	5,0	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	8,9	9,1	10,3
e) Papier, impression, édition	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,3	12,8	13,6
f) Industries chimiques et activités connexes	13,2	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	18,8	20,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,0	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,2	14,4	14,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	15,5	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,6	21,4
i) Fabrications métalliques et cons- tructions navales	31,5	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,5	65,3	69,9
j) Industries non dénommées ailleurs .	9,8	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	15,4	17,8	19,8
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>145,0</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>209,7</i>	<i>239,9</i>	<i>252,8</i>
4. Construction	27,7	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	42,1	54,0	56,6
5. Electricité, gaz et eau	9,5	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,5	15,0	17,0
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation										
a) Commerce	71,6	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	113,9	121,3	132,8
b) Services financiers et assurances ...	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,3	26,9
c) Immeubles d'habitation	37,6	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	43,6	44,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>121,2</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>178,0</i>	<i>189,2</i>	<i>204,6</i>
7. Transports et communications	32,6	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	51,4	56,8
8. Services	93,7	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,4	159,1	178,5
9. Corrections	2,4	-3,3	1,1	1,2	-2,3	1,2	4,8	1,1	0,1	4,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	482,6	511,2	515,1	532,9	565,8	600,8	643,6	691,8	770,2	832,7
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	5,3	4,4	3,8	3,6	4,3
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	98,8	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	126,4	131,0	142,3
b) Boissons et tabac	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	40,2
c) Vêtements et autres effets personnels	33,3	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,6	50,8	53,3
d) Loyers, taxes, eau	44,5	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	54,1	56,2
e) Chauffage et éclairage	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,9	25,4	28,1
f) Articles ménagers durables	25,1	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,7	49,5
g) Entretien de la maison	15,3	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,7	25,9
h) Soins personnels et hygiène	17,4	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	31,1	38,6
i) Transports et Communications	24,7	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,5	44,3	49,1
j) Loisirs	25,2	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	37,0	41,6	44,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	7,1	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	17,8	21,7	20,1
<i>Total ...</i>	<i>334,4</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,4</i>	<i>507,1</i>	<i>548,0</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	37,6	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,4	74,6
b) Biens et services	14,4	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,3	26,8
c) Loyer net imputé ou payé	1,8	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7
<i>Total ...</i>	<i>54,5</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>107,4</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,7
b) Industries extractives	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	1,7
c) Industries manufacturières	21,3	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	44,6
d) Construction	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,5	5,6
e) Electricité, gaz et eau	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	8,3	8,8
f) Commerce, banque, assurances	9,6	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,2	15,0	15,8
g) Immeubles d'habitation	21,6	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	28,0	44,9	47,8
h) Transports et communications	10,5	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	13,1	14,6	15,2	19,2
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	9,1	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,1	17,9	23,6	19,6
j) Autres services	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,6	3,8	4,1
k) Variations de stocks	4,0	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	3,3	1,0
l) Ajustement statistique	-0,6	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,4	1,3	0,3
<i>Total ...</i>	<i>91,8</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>137,1</i>	<i>168,5</i>	<i>174,2</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	179,7	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,2	325,8
b) Importations totales	170,1	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	259,0	295,0	318,4
c) Exportations nettes	+9,6	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-4,8	+0,2	+7,4
Produit national brut aux prix du marché ...	490,3	519,2	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	695,6	773,8	837,0

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	108	108	111	110	115	118	122	125	126	129
b) Boissons	103	111	109	114	117	122	123	132	140	147
c) Tabac	107	115	118	119	124	127	134	134	142	150
d) Vêtements et autres effets personnels	112	120	112	117	125	130	137	148	152	155
e) Loyers, taxes, eau	105	106	107	107	108	109	111	112	114	116
f) Chauffage et éclairage	118	117	108	110	117	125	147	163	150	163
g) Articles ménagers durables	122	131	128	134	156	165	171	187	212	218
h) Entretien de la maison	111	115	115	116	120	123	127	127	132	134
i) Soins personnels et hygiène	109	110	121	125	132	137	146	152	155	167
j) Transports	126	133	135	139	154	158	167	181	198	216
k) Communications P.T.T.	117	122	129	130	136	144	153	165	180	193
l) Loisirs	106	111	117	114	114	119	123	130	137	141
<i>Total ...</i>	<i>112</i>	<i>116</i>	<i>115</i>	<i>117</i>	<i>125</i>	<i>127</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>146</i>	<i>151</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	114	116	124	129	136	139	148	163	171	183
b) Biens et services	76	72	78	87	92	90	104	121	124	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	107	117	126	128	134	145	163	182	203	226
<i>Total ...</i>	<i>101</i>	<i>101</i>	<i>109</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>149</i>	<i>156</i>	<i>164</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	104	106	96	98	80	89	80	83	94	109
b) Industries extractives	117	110	98	68	56	74	53	64	65	50
c) Industries manufacturières	144	127	117	118	167	202	229	227	224	238
d) Construction	126	130	105	132	145	184	313	297	278	277
e) Electricité, gaz et eau	128	132	125	156	126	117	187	156	179	183
f) Commerce, banques, assurances	111	109	97	110	120	131	135	141	141	144
g) Immeubles d'habitation	118	124	110	120	140	149	130	118	172	173
h) Transports et communications .	125	122	135	127	137	135	142	153	152	187
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	121	111	120	150	137	142	158	180	261	201
j) Enseignement	158	123	92	201	244	303	340	326	291	256
k) Autres services	111	109	107	118	124	140	141	143	143	150
<i>Total ...</i>	<i>128</i>	<i>128</i>	<i>111</i>	<i>125</i>	<i>136</i>	<i>154</i>	<i>161</i>	<i>159</i>	<i>183</i>	<i>181</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	137	139	140	149	164	180	193	207	234	254
b) Importations totales	141	144	139	155	174	187	200	215	239	258
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	111,8	114,6	113,8	116,5	123,1	129,2	136,1	142,4	151,9	156,9

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1965, p. 1385. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1964 2 ^e trimestre	108,0	61,1	110,3	106,1	120,8	132,6	121,8	102,6	99,1	119,5	
3 ^e trimestre	109,1	61,1	111,7	108,1	122,4	135,1	124,6	107,0	98,3	119,8	
4 ^e trimestre	109,0	61,8	112,2	109,7	122,6	137,4	128,2	107,1	97,1	116,6	
1965 1 ^{er} trimestre	106,1	60,5	110,4	108,7	118,4	139,6	130,5	106,3	95,7	107,9	
2 ^e trimestre	106,0	57,9	109,2	107,9	116,7	137,5	129,0	104,0	93,1	114,7	
3 ^e trimestre	106,0	55,1	109,4	106,3	116,6	135,8	129,0	104,7	92,7	116,6	
4 ^e trimestre	105,6	55,1	109,7	104,9	118,8	140,0	128,0	106,1	93,3	112,3	
1965 Janvier	106,1	61,6	110,3	109,3	118,6	139,4	130,0	104,5	95,6	107,4	
Février	105,8	60,8	110,7	108,9	119,1	140,3	131,2	106,1	96,9	104,8	
Mars	106,3	59,1	110,1	108,0	117,5	139,2	130,4	103,3	94,6	111,5	
Avril	106,0	58,1	109,3	108,2	117,0	139,5	129,4	103,2	93,2	114,1	
Mai	106,0	58,4	109,2	108,0	116,5	137,9	129,1	104,1	92,2	114,4	
Juin	105,9	57,1	109,0	107,6	116,6	135,2	128,4	104,6	92,7	115,5	
Juillet	105,9	55,8	108,9	105,7	114,7	137,2	128,3	103,7	92,2	117,3	
Août	105,8	54,7	109,3	106,6	116,5	136,0	128,6	103,7	92,9	115,7	
Septembre	106,4	54,7	109,9	106,5	118,5	134,4	130,1	106,6	93,1	116,7	
Octobre	106,6	54,8	110,2	105,5	118,7	141,8	128,6	105,9	93,0	116,2	
Novembre	105,8	55,4	109,8	105,0	119,2	139,1	128,3	106,2	93,3	113,9	
Décembre	104,3	55,0	109,2	104,3	118,6	139,1	127,0	106,1	93,7	106,9	
1966 Janvier	102,9	53,7	109,1	104,4	118,0	135,3	118,9	103,6	98,6	99,8	

¹ Indices sur base originale 1964 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspen- sion à fin de mois
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1965 1 ^{er} trimestre	65	111,4	38,3	73,1	2.414	16,4	8,0	4,2	19,0	14,6	7,8
2 ^e trimestre	62	45,4	29,3	16,1	938	15,3	5,0	6,9	12,7	14,6	8,8
3 ^e trimestre	63	39,4	27,1	12,3	828	15,8	4,2	7,0	13,3	11,7	8,2
4 ^e trimestre	63	78,0	33,9	44,1	1.638	15,5	6,9	6,2	19,3	11,1	6,7
1966 1 ^{er} trimestre	65	110,7	44,1	66,6	2.399	16,4	8,2	4,6	25,7	15,6	6,4
2 ^e trimestre	61	56,0	35,6	20,4	1.139	15,5	4,6	6,9	18,7	14,4	7,8
3 ^e trimestre	63	47,4	32,9	14,5	995	15,8	4,4	5,6	16,6	11,2	7,4
1965 Septembre	20	38,9	27,1	11,8	779	15,8	4,3	7,2	13,5	14,5	8,4
Octobre	24	41,6	29,5	12,1	998	16,4	6,0	7,1	15,2	14,2	7,9
Novembre	19	96,4	34,0	62,4	1.831	14,7	6,7	6,3	18,3	9,5	6,4
Décembre	20	104,3	39,1	65,2	2.085	15,4	7,4	5,1	24,2	9,6	5,7
1966 Janvier	25	158,9	46,0	112,9	3.972	18,2	10,9	3,8	27,9	14,2	5,5
Février	20	86,6	45,0	41,6	1.732	15,5	6,0	4,5	26,4	15,5	6,6
Mars	20	74,7	41,0	33,7	1.493	15,3	5,0	5,4	22,8	16,9	7,1
Avril	19	65,2	38,4	26,8	1.238	14,9	4,9	6,5	21,4	14,6	7,6
Mai	22	54,2	35,8	18,4	1.192	16,3	4,7	7,0	19,1	14,6	7,9
Juin	20	49,3	32,8	16,5	986	15,1	4,2	7,1	15,5	14,1	8,0
Juillet	24	49,5	34,0	15,5	1.187	18,5	4,8	5,3	16,5	8,5	7,0
Août	19	44,5	31,5	13,0	845	14,0	3,8	5,8	16,1	11,4	7,7
Septembre	20	47,6	33,1	14,5	962	14,9	4,5	5,8	17,2	13,8	7,4

¹ Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

² Moyenne journalière par mois de chômage.

³ Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

⁴ Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

⁵ Chômeurs complets normalement aptes.

⁶ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61. Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

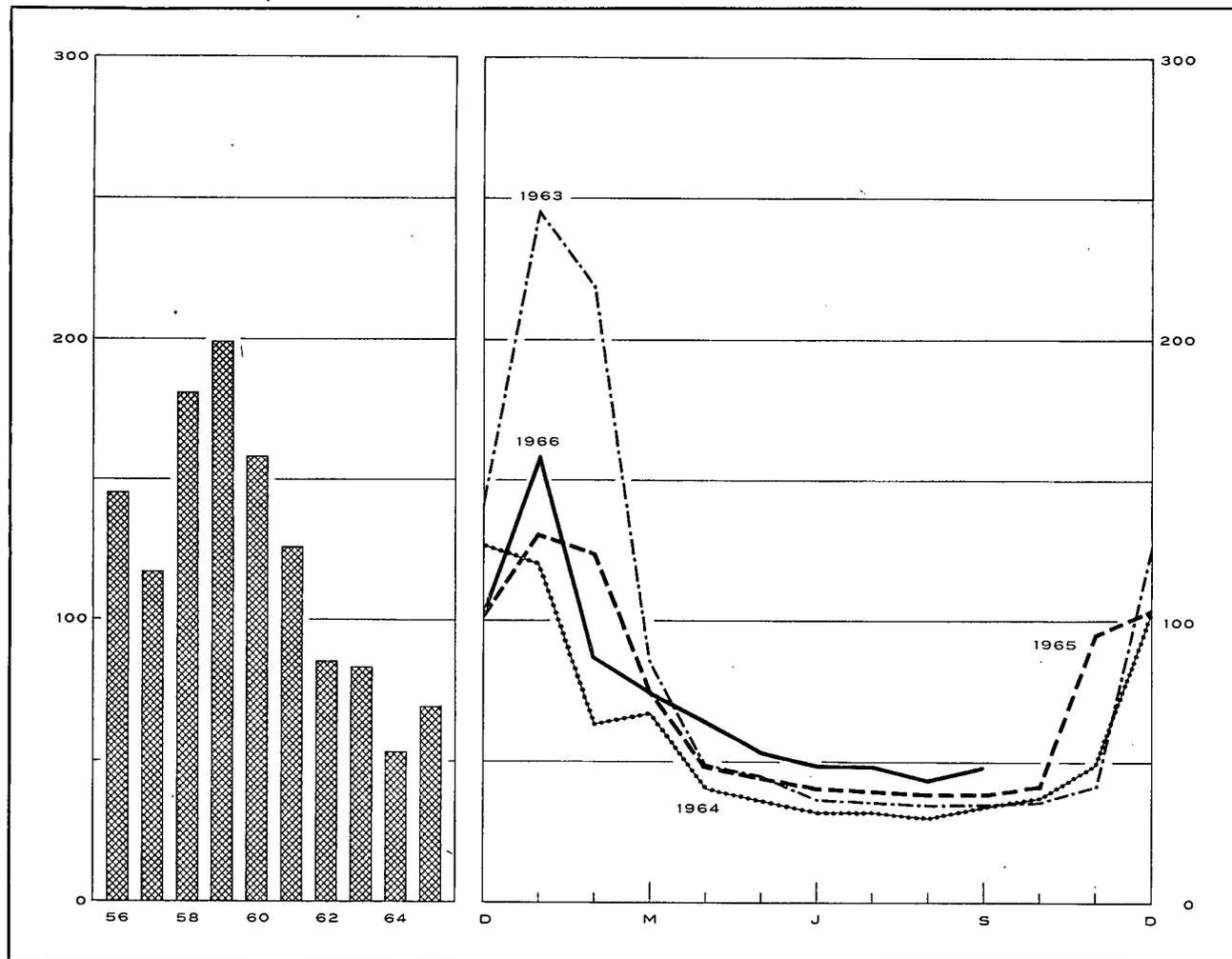
II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1963	1964	1965	1966
1957	117	144	96	88	138	Janvier	246	120	131	159
1958	181	204	166	149	204	Février	219	63	124	87
1959	199	292	182	150	171	Mars	86	67	75	75
1960	158	221	149	123	137	Avril	49	40	49	65
1961	126	177	111	90	124	Mai	45	36	45	64
1962 ¹	85	141	64	52	90	Juin	40	32	41	49
1963	83	176	44	35	72	Juillet	36	32	40	49
1964	53	82	36	32	61	Août	35	30	39	44
1965	69	111	45	39	78	Septembre	35	34	39	48
1966		111	56	47		Octobre	36	37	42	
						Novembre	42	49	96	
						Décembre	127	102	104	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E.M. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Source : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966 est
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	296	270	273	256	252	246	262	267	249
dont : froment	219	200	203	206	209	200	216	227	214
seigle	69	62	63	44	39	41	42	36	30
Céréales non panifiables	240	255	252	263	260	255	239	253	257
Plantes industrielles	94	88	96	92	93	94	106	95	91
Plantes racines et tuberculifères	141	134	131	120	116	114	103	98	97
Légumes cultivés pour la graine	12	12	11	11	10	10	11	10	9
Prés et prairies	811	816	819	821	829	825	815	810	808
Divers	125	137	129	136	128	134	135	125	135
Total ...	1.719	1.712	1.711	1.699	1.688	1.678	1.671	1.658	1.646
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	779	789	773	722	835	759	900	853	
Autres céréales	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	
Betteraves sucrières	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537	
Lin (graines et paille)	170	124	214	196	231	240	283	190	
Chicorée à café	56	43	55	60	37	47	68	46	
Pommes de terre	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	178	170	159	148	141	132	120	108	95
Total des bovidés	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.791
dont : vaches laitières	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.022
Porcs	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.927
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	412	424	441	429	462	458	429	461	

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

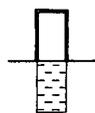
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Aiglefin	445	374	232	262	285	300	221	281	233
Cabillaud	662	834	653	689	698	868	728	630	1.124
Plie	427	451	381	390	291	346	424	322	294
Sole	289	315	257	350	314	347	631	201	263
Raie	356	337	342	323	328	310	298	319	280
Hareng	254	201	260	528	409	273	153	134	112
Crevettes	84	64	89	39	80	48	76	75	72

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE ¹

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux

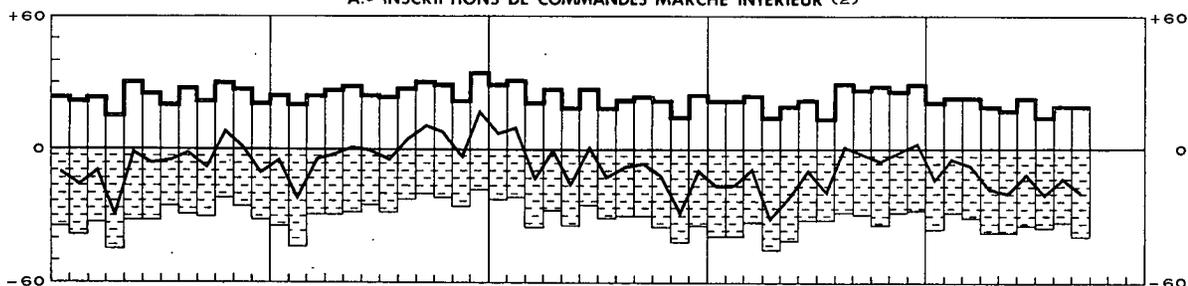


Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A et B
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions C et D

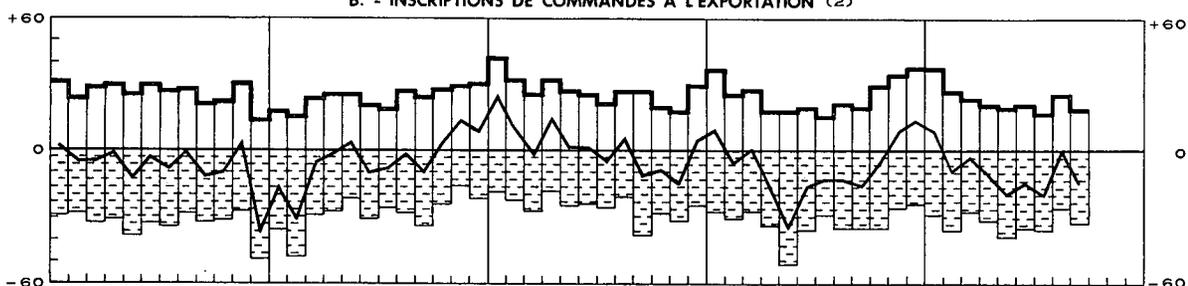
Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A et B
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions C et D

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A et B
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions C et D

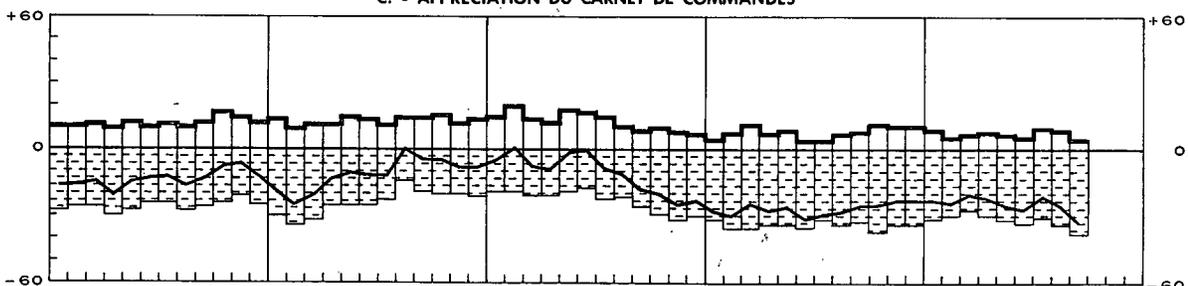
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



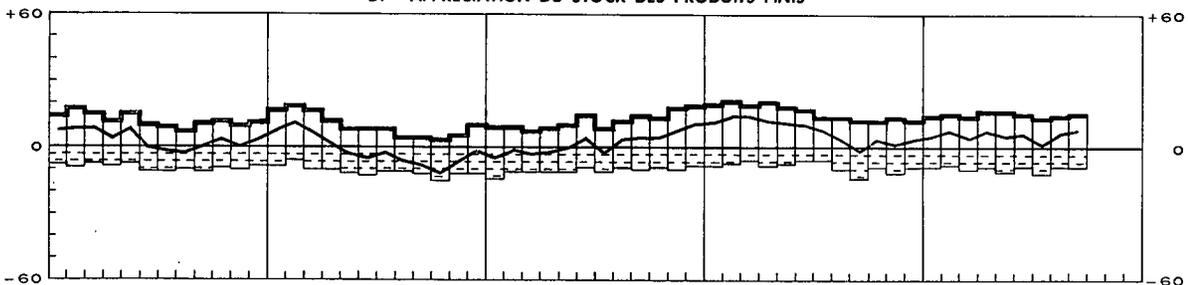
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



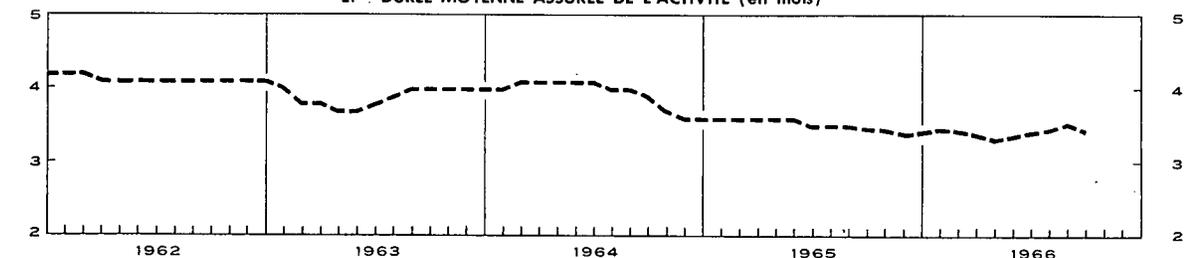
C. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



D. - APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



E. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1a. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1		Source : Agéfi 1
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général
1960	112	116	111	115	115
1961	119	124	116	121	122
1962	125	132	122	128	130
1963	135	142	131	138	138
1964	144	153	140	148	147
1965	p 147	p 157	p 145	p 154	149
1965 1 ^{er} trimestre	146	155	144	153	146
2 ^e trimestre	148	158	150	159	152
3 ^e trimestre	140	150	133	142	147
4 ^e trimestre	p 156	p 168	p 153	p 163	153
1966 1 ^{er} trimestre	p 150	p 161	p 148	p 159	151
2 ^e trimestre	p 152	p 164	p 155	p 166	152
3 ^e trimestre					p 146
1965 Octobre	160	172	152	162	156
Novembre	p 150	p 163	p 154	p 164	148
Décembre	p 159	p 168	p 153	p 165	153
1966 Janvier	p 145	p 156	p 142	p 153	147
Février	p 145	p 156	p 150	p 162	144
Mars	p 160	p 172	p 152	p 164	161
Avril	p 152	p 164	p 151	p 163	153
Mai	p 146	p 157	p 158	p 170	149
Juin	p 158	p 170	p 155	p 167	154
Juillet	p 117	p 122			p 139
Août					p 147
Septembre					p 155
Octobre					157 ²

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Prévission.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

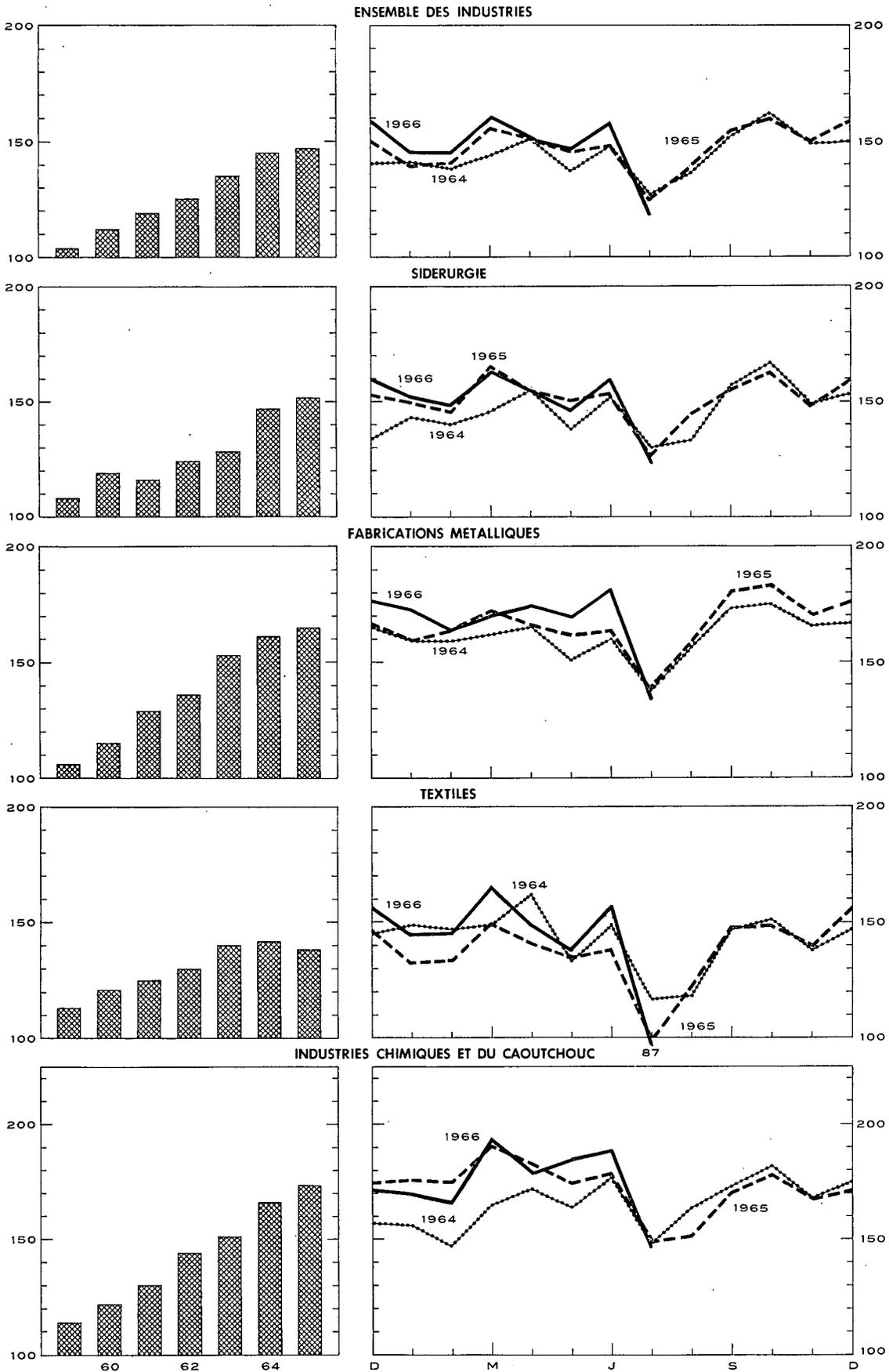
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries extractives	Industries manufacturières												
			Indice général	dont :								Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Raffineries de pétrole		
				Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles					Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)
									Total	Fila-tures	Tissage					Bonne-terie
1960	112	86	116	122	119	126	115	108	121	126	120	118	122		106
1961	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130		122
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	p 147	85	p 157	147	152	175	p 165	127	138	132	137	154	172	178	241
1964 4 ^e trimestre	153	93	162	157	157	172	167	152	145	139	149	157	175	167	246
1965 1 ^{er} trimestre	146	87	155	130	153	172	165	112	139	135	140	150	181	162	219
2 ^e trimestre	148	88	158	160	153	175	164	122	138	131	139	156	179	184	250
3 ^e trimestre	140	77	150	153	143	169	160	129	124	120	122	140	158	167	237
4 ^e trimestre	p 156	87	p 168	146	157	184	p 177	146	149	144	148	168	173	198	256
1966 1 ^{er} trimestre	p 150	80	p 161	132	155	181	p 170	p 122	152	146	154	171	p 177	191	252
2 ^e trimestre ... p	152	80	164	159	154	178	176	129	148		151		184		234
1965 Juillet	124	62	134	148	127	149	139	130	100	96	111	87	149	139	251
Août	140	79	150	155	145	175	159	130	123	121	112	157	152	160	243
Septembre	156	88	167	158	156	183	181	125	148	142	144	177	171	201	217
Octobre	160	87	172	163	163	179	183	148	149	143	147	175	178	199	260
Novembre	p 150	88	p 163	143	148	183	p 171	155	142	134	142	163	168	203	249
Décembre	p 159	87	p 168	131	160	189	p 177	136	157	156	157	165	172	193	260
1966 Janvier	p 145	77	p 156	112	151	180	p 173	113	145	143	146	153	171	170	258
Février	p 145	77	p 156	125	149	176	p 164	118	146	140	149	164	167	186	235
Mars	p 160	85	p 172	159	164	185	p 171	p 133	166	156	166	194	p 194	218	264
Avril	p 152	78	p 164	p 155	155	182	p 175	p 127	149	142	150	166	p 179	203	247
Mai	p 146	p 79	p 157	p 158	146	171	p 170	p 116	137	127	143	150	p 185		254
Juin	158	82	170	164	160	182	182	144	157		159		189		202
Juillet ... p	117	56	122	142	123	143	134	117	87				147		278

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinées aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1965 1 ^{er} trimestre	1.739	1.827	340	2.320	1.175	1.778	1.185	111	296
2 ^e trimestre	1.696	1.974	383	2.399	1.205	1.625	1.349	109	233
3 ^e trimestre	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
4 ^e trimestre	1.700	2.419	511	2.504	1.256	1.857	1.385	105	278
1966 1 ^{er} trimestre	1.584	2.802	414	2.262	1.261	1.877	1.364	99	295
2 ^e trimestre	1.483	3.077	493	2.270	1.263	1.709	1.266		
3 ^e trimestre	p 1.281	p 3.061			p 1.258				
1965 Septembre	1.651	2.035	525	2.511	1.239	1.657	1.175	107	221
Octobre	1.643	2.143	515	2.488	1.249	1.779	1.406	110	245
Novembre	1.703	2.264	505	2.409	1.259	1.838	1.344	102	288
Décembre	1.755	2.419	511	2.616	1.261	1.953	1.404	103	303
1966 Janvier	1.576	2.430	411	2.374	1.217	1.960	1.396	100	333
Février	1.509	2.584	352	2.031	1.281	1.739	1.269	93	260
Mars	1.666	2.802	474	2.381	1.286	1.932	1.428	104	292
Avril	1.480	2.859	526	2.331	1.277	1.756	1.335	97	243
Mai	1.439	2.940	472	2.196	1.256	1.669	1.372		
Juin	1.531	3.077	482	2.284	1.256	1.701	1.091		
Juillet	1.012	3.014			1.235	1.471	1.500		
Août	p 1.348	p 3.017			p 1.234				
Septembre	p 1.483	p 3.061			p 1.305				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1965 1 ^{er} trimestre	752	582	6,44	6,23	12,67	12,02
2 ^e trimestre	762	574	6,87	5,93	12,80	13,31
3 ^e trimestre	736	508	5,77	5,35	11,12	11,41
4 ^e trimestre	806	566	7,26	6,54	13,80	14,32
1966 1 ^{er} trimestre	756	585	p 6,83	p 7,00	p 13,83	p 13,40
2 ^e trimestre	758	580				
3 ^e trimestre	p 692					
1965 Septembre	813	597	6,42	6,54	12,96	14,05
Octobre	833	596	7,11	6,72	13,83	13,88
Novembre	775	529	6,49	6,28	12,77	12,91
Décembre	809	572	8,16	6,63	14,79	16,16
1966 Janvier	741	571	p 6,30	p 6,41	p 12,71	p 11,84
Février	733	550	p 6,60	p 7,31	p 13,91	p 13,09
Mars	794	635	p 7,58	p 7,28	p 14,86	p 15,28
Avril	762	586	p 6,93	p 6,97	p 13,90	p 14,08
Mai	724	546	p 6,43	p 6,65	p 13,08	p 13,73
Juin	787	609				
Juillet	612	432				
Août	p 668	495				
Septembre	795 ¹					

1 Estimations sur base chiffres Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	
				Nombre				Nombre		
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	31.440	3.921	10.997	3.123	4.482	6.972
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.150	3.618	9.255	3.009	3.772	6.057
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.232	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.696	6.016	20.797	3.280	4.537	5.172
1964	44.035	34.575	14.389	1.653	<i>p</i> 34.032	6.583	20.661	3.826	5.402	<i>p</i> 7.248
1965	<i>p</i> 38.796				39.780	1		1		9.372

¹ En 1965, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève à 10.778.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés
1964 4 ^e trimestre	3.345	3.441	897	872
1965 1 ^{er} trimestre	3.289	2.441	740	804
2 ^e trimestre	3.393	3.060	949	611
3 ^e trimestre	3.238	3.894	969	797
4 ^e trimestre	3.014	3.866	935	913
1966 1 ^{er} trimestre	3.803	2.376	1.006	946
2 ^e trimestre	4.063	2.596	1.351	651
1965 Juin	3.539	3.332	972	684
Juillet	3.372	4.623	1.047	1.008
Août	2.930	3.961	881	840
Septembre	3.411	3.097	980	542
Octobre	2.846	4.097	961	969
Novembre	2.396	3.518	777	871
Décembre	3.800	3.983	1.067	900
1966 Janvier	3.135	2.680	803	952
Février	3.926	2.157	1.014	944
Mars	4.348	2.290	1.200	942
Avril	4.225	2.668	1.342	643
Mai	3.908	2.701	1.290	679
Juin	4.057	2.419	1.420	632

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat *
1 ^{er} trimestre	126	130	+ 3,2	128	132	+ 3,1	122	131	+ 7,4
2 ^e trimestre	126	132	+ 3,9	127	132	+ 3,9	124	132	+ 6,5
3 ^e trimestre	127	133	+ 4,7	128	131	+ 2,3	125	132	+ 5,6
4 ^e trimestre	129	135	+ 4,7	130	135	+ 3,8	128	133	+ 3,9
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 ^{er} trimestre	130	137	+ 5,4	132	134	+ 1,5	131	135	+ 3,1
2 ^e trimestre	132	139	+ 5,3	132	134	+ 1,5	132	136	+ 3,0
3 ^e trimestre	133			131			132		
4 ^e trimestre	135			135			133		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat *	1964	1965	% variat. *
1 ^{er} trimestre	126	125	- 0,8	137	134	- 2,2	125	132	+ 5,6
2 ^e trimestre	127	127	—	134	139	+ 3,7	125	132	+ 5,6
3 ^e trimestre	126	130	+ 3,2	131	142	+ 8,4	125	133	+ 6,4
4 ^e trimestre	126	133	+ 5,6	133	145	+ 9,0	129	137	+ 6,2
	1965	1966		1965	1966		1965	1966	
1 ^{er} trimestre	125	134	+ 7,2	134	149	+ 11,2	132	142	+ 7,6
2 ^e trimestre	127	136	+ 7,1	139	155	+ 11,5	132	142	+ 7,6
3 ^e trimestre	130			142			133		
4 ^e trimestre	133			145			137		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

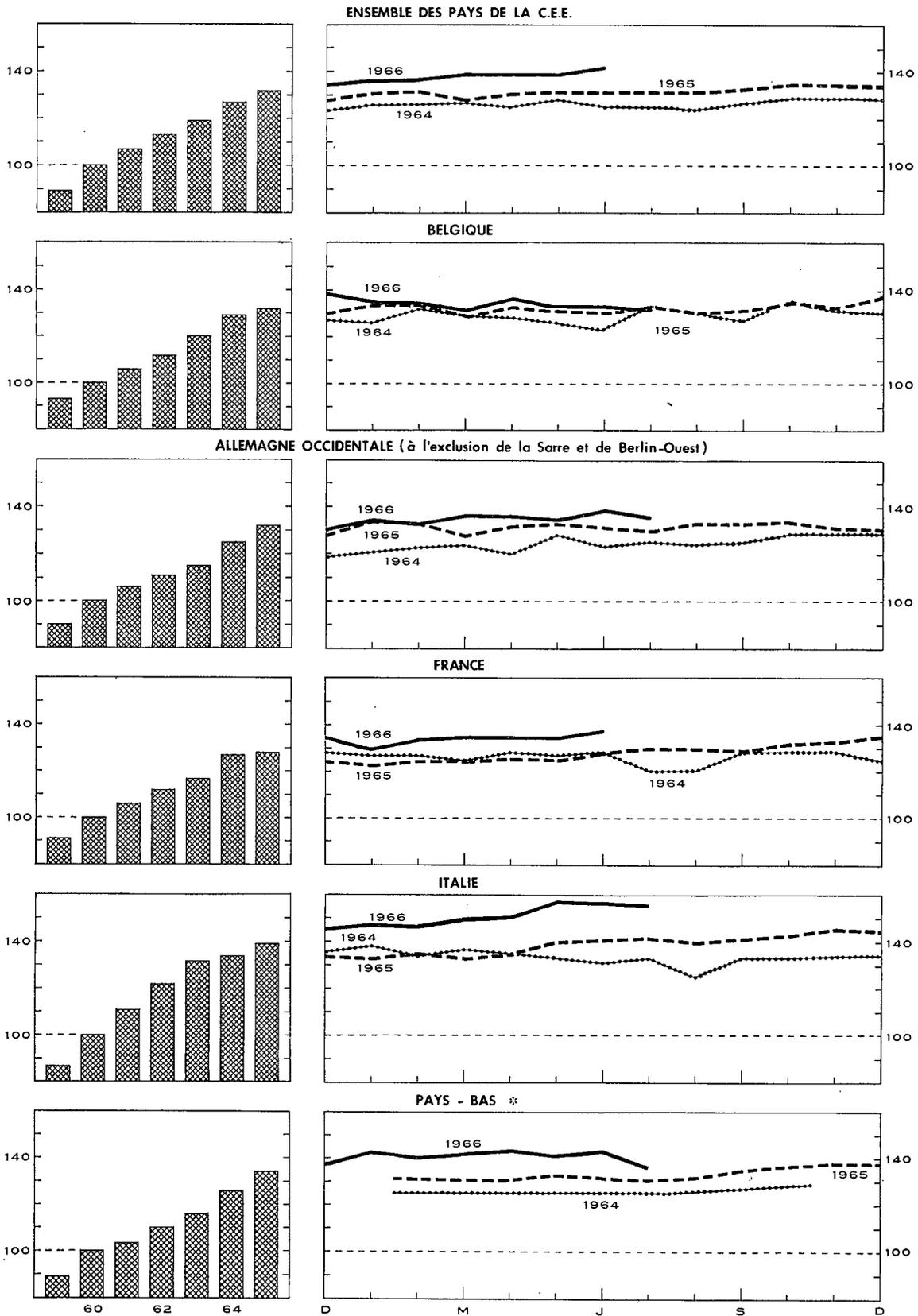
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie*, revue de la F.L.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie -Energie électrique). — *Energie.* — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).*

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



* Les indices de 1964 et du 1er trimestre 1965 sont des moyennes trimestrielles.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ²	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Minerais		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total			dont :	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales				(milliers de tonnes)		(milliers)	
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1965 1 ^{er} trimestre	736	571	5.351	1.875	1.289	118	87,9	13,2
2 ^e trimestre	762	554	5.300	1.872	1.234	127	162,1	19,4
3 ^e trimestre	739	539	5.062	1.770	1.261	117	224,8	25,2
4 ^e trimestre	755	590	5.580	1.952	1.311	135	120,2	17,4
1966 1 ^{er} trimestre	p 721	538	5.054	1.722	1.257	111	83,9	12,7
2 ^e trimestre	p 729	514	4.974	1.655	1.211	127		
3 ^e trimestre		483	4.571					
1965 Septembre	756	573	5.435	1.889	1.355	127	218,9	25,0
Octobre	763	591	5.651	1.920	1.361	130	159,3	20,5
Novembre	751	578	5.502	1.920	1.315	119	92,2	14,4
Décembre	750	600	5.586	2.017	1.256	155	109,0	17,4
1966 Janvier	p 725	559	5.141	1.906	1.213	104	86,6	12,5
Février	p 707	511	4.868	1.642	1.232	115	72,0	11,7
Mars	p 732	543	5.154	1.617	1.322	115	93,0	14,0
Avril	p 727	525	4.970	1.660	1.267	115	119,1	16,3
Mai	p 742	499	4.851	1.640	1.170	120	131,0	17,0
Juin	p 718	517	5.100	1.664	1.196	147		
Juillet	p 673	444	4.094	1.307	1.030	102		
Août	p 728	484	4.591	1.505	1.193	103		
Septembre		521	5.028					

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1964 4 ^e trimestre	4.654	3.242	1.332	150	165	68
1965 1 ^{er} trimestre	4.312	2.999	1.547	182	146	143
2 ^e trimestre	4.706	3.438	1.332	155	150	100
3 ^e trimestre	4.681	3.507	1.634	146	155	85
4 ^e trimestre	4.763	3.520	1.787	157	144	104
1966 1 ^{er} trimestre	4.764	3.542	1.471	129	106	77
2 ^e trimestre	4.772			136		
1965 Juillet	4.930	3.354	1.413	159	187	72
Août	4.657	3.554	1.749	140	160	79
Septembre	4.455	3.614	1.739	139	117	104
Octobre	4.883	3.114	1.748	183	138	52
Novembre	4.620	4.102	1.626	126	171	124
Décembre	4.785	3.344	1.988	161	123	135
1966 Janvier	4.749	3.181	1.375	133	115	116
Février	4.516	3.541	1.624	125	77	49
Mars	5.026	3.904	1.415	129	125	66
Avril	4.849	3.062	1.435	130	167	101
Mai	4.846			136		
Juin	4.622			142		
Juillet	4.980			134		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.370	519
6.028	478
6.591	529
6.633	525
6.395	497
6.197	472
7.070	534
6.253	499
6.517	517
7.128	559
7.089	566
6.347	515
5.748	410
5.368	399
5.955	456
7.268	562
7.138	534
6.699	512
7.374	557

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1964 3 ^e trimestre	4.009	3.103	254	80	274	112	48
4 ^e trimestre	444	251	34	23	19	25	21
1965 1 ^{er} trimestre	370	208	29	19	15	23	17
2 ^e trimestre	1.566	1.098	103	44	135	56	35
3 ^e trimestre	4.188	3.226	255	93	282	135	50
4 ^e trimestre	464	268	35	23	19	28	22
1966 1 ^{er} trimestre	378	210	29	20	15	24	17
1965 Mars	405	226	31	21	17	27	18
Avril	1.479	1.070	125	33	98	43	25
Mai	922	565	75	34	79	45	34
Juin	2.296	1.659	109	64	227	81	45
Juillet	5.664	4.661	247	93	350	112	59
Août	5.528	4.222	362	145	343	216	51
Septembre	1.373	794	155	42	152	76	41
Octobre	547	298	43	27	27	40	30
Novembre	417	237	32	21	16	24	21
Décembre	427	269	29	22	13	19	14
1966 Janvier	357	201	26	19	14	21	15
Février	353	198	27	18	13	22	17
Mars	423	230	33	23	18	30	20
Avril	1.504	1.080	131	34	101	44	27

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Grossistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières 3 (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage 2				Indice général	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1958	139	140	138	129	149	131	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	249	168	145	169
1964 4 ^e trimestre	240	216	247	191	227	183	211	249	170	143	168
1965 1 ^{er} trimestre *	182	194	171	198	197	176	196	233	163	143	167
2 ^e trimestre	204	194	222	194	203	179	211	245	168	146	169
3 ^e trimestre	204	196	199	196	221	171	214	244	171	143	165
4 ^e trimestre	253	233	253	206	252	198	232	274	170	148	176
1966 1 ^{er} trimestre	195	209	179	209	214	186	206	257	167	145	166
2 ^e trimestre	221	209	238	203	220	185	219	272	171	143	164
1965 Août	186	182	170	176	204	166	206	233			
Septembre	202	201	198	201	218	176	231	249			
Octobre	223	214	240	209	230	185	215	255			
Novembre	239	209	236	185	214	183	230	249			
Décembre	298	274	282	223	312	225	252	319			
1966 Janvier	196	205	190	221	208	195	196	255			
Février	184	201	156	196	218	178	194	242			
Mars	206	222	192	209	216	186	229	273			
Avril	225	229	236	205	218	190	207	277			
Mai	218	203	232	209	220	180	208	268			
Juin	220	196	246	196	222	185	241	271			
Juillet	229	211	234	212	246						
Août	204	197	184	183	226						

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers. — 3 Chiffres révisés à la suite de l'application d'une nouvelle méthode d'élimination des variations saisonnières.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 1 ^{er} semestre	1.395	727 ¹	154 ¹	514	14,27	4,75 ¹	4,11 ¹	5,41	6,43	2,62 ¹	1,67 ¹	2,14
2 ^e semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 ^{er} semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 ^e semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1963 2 ^e semestre	53	31	2	20	93,5	35,2	7,9	50,4
1964 1 ^{er} semestre	60	37	2	21	124,6	64,5	8,5	51,6
2 ^e semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 ^{er} semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 ^e semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

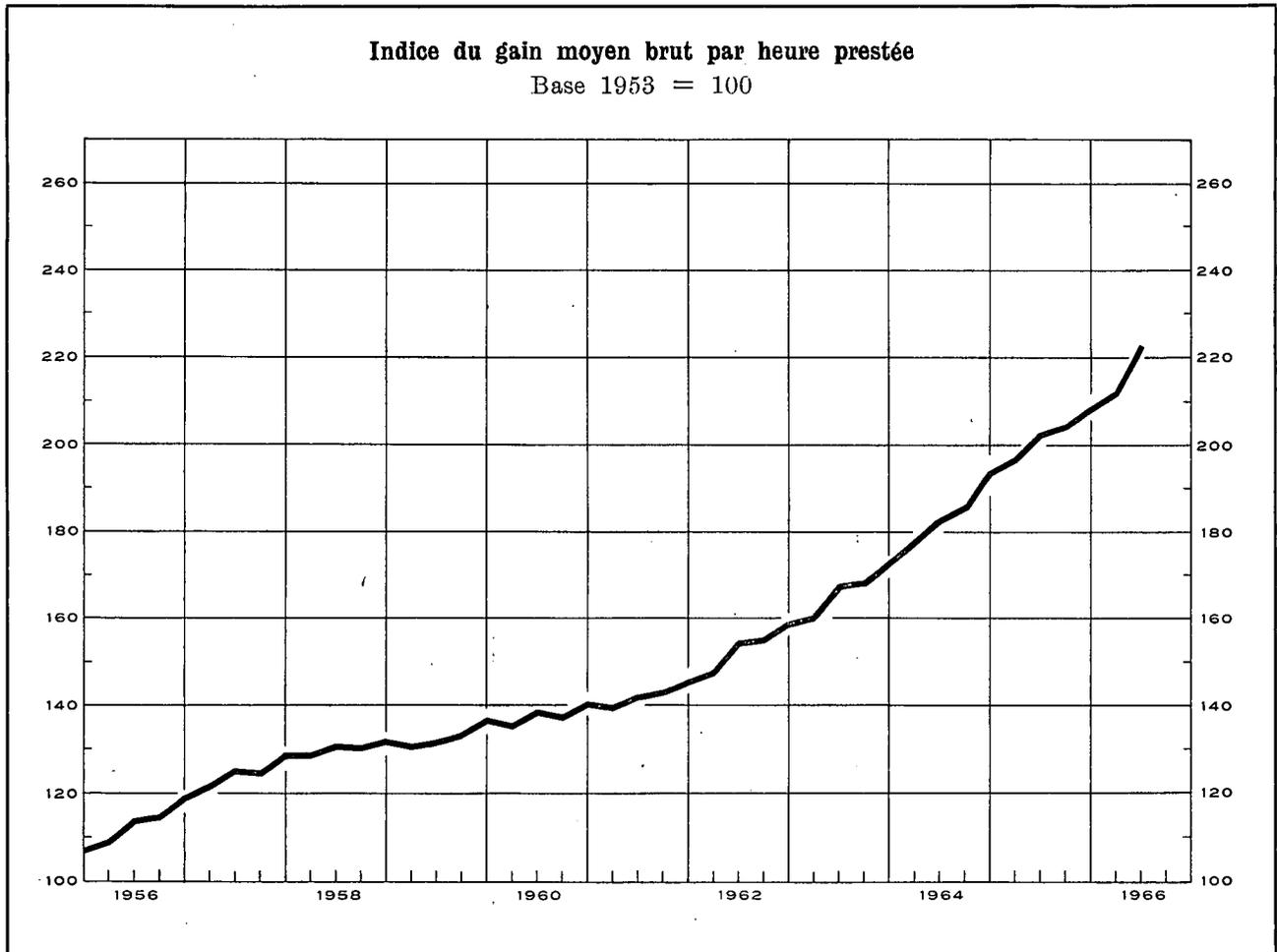
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industries, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1964 1 ^{er} semestre	813	4,5	1,3	2,0	39,9	16,7	12,3	366,0	15,5	7,7	342,2	5,2
2 ^e semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 ^{er} semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 ^e semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
Crédit accordé (millions de francs)												
1964 1 ^{er} semestre	6.428	844	106	110	2.107	450	89	277	42	597	1.773	33
2 ^e semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 ^{er} semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 ^e semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1964 1 ^{er} semestre	100,0	13,1	1,6	1,7	32,8	7,0	1,4	4,3	0,7	9,3	27,6	0,5
2 ^e semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 ^{er} semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 ^e semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6

¹ Jusqu'au second semestre 1963, le chiffre des crédits accordés par les banques comprenait également un certain nombre de contrats présentés chez elles à l'escompte par leurs clients (vendeurs). A partir du 1^{er} semestre 1964, ces contrats ont dû être déclarés par les vendeurs eux-mêmes, ce qui explique une augmentation des chiffres concernant les vendeurs et une diminution équivalente des chiffres concernant les banques.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	153	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1965 Mars	197	187	192		216
Juin	203	189	195		222
Sept.	205	193	197		224
Déc.	209	195	200		229
1966 Mars ... p	213	203	208		234
Juin ... p	223	209	215		246

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

5	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,9
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	p110,0	87,2	88,6	p 88,3	88,1
1962 Août-Octobre	45,73	119,2	97,5	84,7	99,3	90,1
1963 Février-Avril	48,14	115,3	94,5	83,3	98,5	95,6
Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Février-Avril	54,29	112,2	89,6	90,7	94,1	94,4
Août-Octobre	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Février-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	89,5
Août-Octobre	63,57	p109,0	87,5	88,2	p 88,5	87,0

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

⁵ Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

⁶ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 avril	1965 octobre
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	54,68	56,62
Carrières ¹	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	47,27	48,24
Total des industries extractives ¹	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	54,00	55,84
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	38,16	40,29
Boissons	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	41,54	44,38
Tabac	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	36,31	37,06
Industries textiles	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	35,63	37,27
Chaussures, habillement	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	30,89	32,45
Bois (sauf meubles)	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	38,65	39,93
Industrie du meuble	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	40,94	42,17
Papier, articles en papier	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	41,51	43,58
Impressions et reliures	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	47,01	48,06
Cuir (sauf chaussures, habillement)	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	35,67	37,07
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	42,42	43,59
Industries chimiques	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	47,49	49,81
Industrie du pétrole	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	70,10	71,33
Produits minéraux non métalliques	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,13	45,83
Industries métallurgiques de base	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	53,60	54,96
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	45,18	46,13
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	46,80	47,38
Industrie électrotechnique	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,39	43,99
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	50,64	51,80
Industrie du diamant	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,03	34,68
Total des industries manufacturières	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	42,72	44,03
dont : hommes	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	46,71	48,14
femmes	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,03	31,97
Construction ¹	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	45,91	47,30
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	44,23	45,60
dont : hommes	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	47,29	48,75

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.).* — *Annales des statistiques du Travail (B.I.T.).*

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX
1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérimos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	p 21	469	1.413	35,2	2,89
1965 1 ^{er} trimestre	210	46,2	90	32,6	21	412	1.262	38,0	2,89
2 ^e trimestre	200	45,6	89	32,7	22	487	1.487	37,2	2,89
3 ^e trimestre	206	45,2	92	31,8	20	444	1.484	33,6	2,89
4 ^e trimestre	211	43,7	98	31,6	p 20	529	1.416	32,3	2,89
1966 1 ^{er} trimestre	213	42,7	101	31,4	p 21	656	1.400	35,3	2,89
2 ^e trimestre	225	41,3	106	31,5	p 21	636	1.327	32,2	2,89
3 ^e trimestre	p 245	p 40,2			p 19	p 470	p 1.248		
1965 Octobre	210	43,4	97	31,8	20	508	1.456	32,0	2,89
Novembre	211	43,7	99	31,6	20	532	1.387	31,5	2,89
Décembre	212	44,0	97	31,4	p 21	550	1.404	33,0	2,89
1966 Janvier	214	43,5	98	31,4	p 21	609	1.425	33,5	2,89
Février	214	42,7	100	31,4	p 21	680	1.407	36,0	2,89
Mars	212	42,2	104	31,4	p 21	680	1.369	36,5	2,89
Avril	214	41,8	106	31,4	p 20	691	1.365	33,5	2,89
Mai	222	41,2	106	31,5	p 21	602	1.338	32,7	2,89
Juin	239	40,9	105	31,5	p 21	615	1.278	30,5	2,89
Juillet	245	p 40,9		31,5	p 20	569	1.275	31,0	
Août	p 246	p 40,0			p 19	p 431	p 1.243		
Septembre	p 244	p 39,6			p 18	p 411	p 1.225		
Octobre		p 39,4			p 19	p 455	p 1.219		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1965 1 ^{er} trimestre	93	90	103	108	92	114
2 ^e trimestre	92	93	103	109	91	121
3 ^e trimestre	90	94	102	108	90	125
4 ^e trimestre	91	96	103	109	91	124
1966 1 ^{er} trimestre	95	100	106	112	93	119
2 ^e trimestre	94	97	105	111	92	111
3 ^e trimestre	90	96				
1965 Octobre	91	94	103	108	91	123
Novembre	90	95	103	109	91	122
Décembre	92	98	104	110	92	128
1966 Janvier	95	100	105	111	93	119
Février	95	101	106	112	94	121
Mars	95	98	106	112	93	117
Avril	95	96	106	113	93	118
Mai	94	96	105	111	92	108
Juin	94	98	104	110	92	106
Juillet	94	99	104	110	94	
Août	89	96	103	106	94	
Septembre	87	93				
Octobre	87	90				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1957	106,3	107,4	102,3	98,7	103,1	94,5	108,2	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	105,6	109,4	109,2
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1965 1 ^{er} trimestre	111,7	116,5	102,4	112,2	128,4	98,6	111,6	107,6	118,3	93,2	110,4	142,9	105,1	110,7	116,9
2 ^e trimestre	111,8	117,5	101,2	114,0	132,0	99,3	111,2	105,7	118,0	92,9	109,7	143,1	103,9	110,4	117,0
3 ^e trimestre	111,1	116,5	100,7	110,1	129,0	94,7	111,3	106,0	118,0	93,1	108,0	144,4	103,4	110,8	117,1
4 ^e trimestre	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1966 1 ^{er} trimestre	114,5	119,0	105,4	117,2	131,6	104,8	113,7	108,3	118,5	95,6	111,4	145,2	105,3	113,3	120,0
2 ^e trimestre	115,4	119,7	107,1	119,5	132,9	107,8	114,4	106,5	119,9	96,1	112,6	145,2	104,8	116,0	119,9
3 ^e trimestre	113,9	118,9	105,1	117,2	134,4	102,9	113,2	105,7	118,8	94,6	110,6	145,2	102,6	114,8	119,3
1965 Mars	111,5	116,5	102,0	111,8	129,0	97,5	111,5	107,5	118,3	92,3	110,9	142,9	104,8	110,4	117,0
Avril	111,9	117,4	101,8	114,1	131,8	99,5	111,4	106,2	118,1	92,9	110,9	142,4	104,2	110,5	117,1
Mai	112,0	117,7	101,6	115,0	133,1	100,2	111,2	105,6	118,3	92,8	109,8	142,4	103,9	110,5	116,9
Juin	111,5	117,5	100,3	113,0	131,1	98,2	111,0	105,2	117,7	92,9	108,5	144,4	103,5	110,1	117,0
Juillet	111,0	116,6	100,5	110,0	128,1	95,2	111,1	105,4	118,0	93,2	107,7	144,4	103,7	110,6	116,8
Août	111,0	116,3	100,6	109,4	129,1	93,5	111,3	106,0	118,2	92,9	108,1	144,4	103,2	110,9	117,2
Septembre	111,3	116,6	101,0	110,8	129,8	95,3	111,4	106,7	117,9	93,1	108,2	144,4	103,3	110,9	117,4
Octobre	112,1	117,3	101,7	112,6	130,3	98,1	111,9	107,1	118,0	93,5	108,7	145,2	104,1	111,4	117,7
Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	108,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3
Mars	114,8	119,2	105,9	118,1	132,4	106,0	113,9	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
Avril	115,6	119,9	107,4	119,6	132,5	108,5	114,6	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2
Mai	116,0	120,4	107,3	121,8	134,4	110,7	114,6	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0
Juin	114,5	118,7	106,5	117,0	131,9	104,3	113,9	105,3	120,2	95,5	111,4	145,2	103,7	116,3	119,4
Juillet	114,5	118,4	106,6	116,8	133,9	102,5	113,9	105,6	120,2	95,3	111,4	145,2	103,6	116,2	119,5
Août	113,4	119,6	104,6	116,6	134,5	101,7	113,0	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
Septembre	113,8	118,7	104,1	118,3	134,7	104,6	112,7	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3

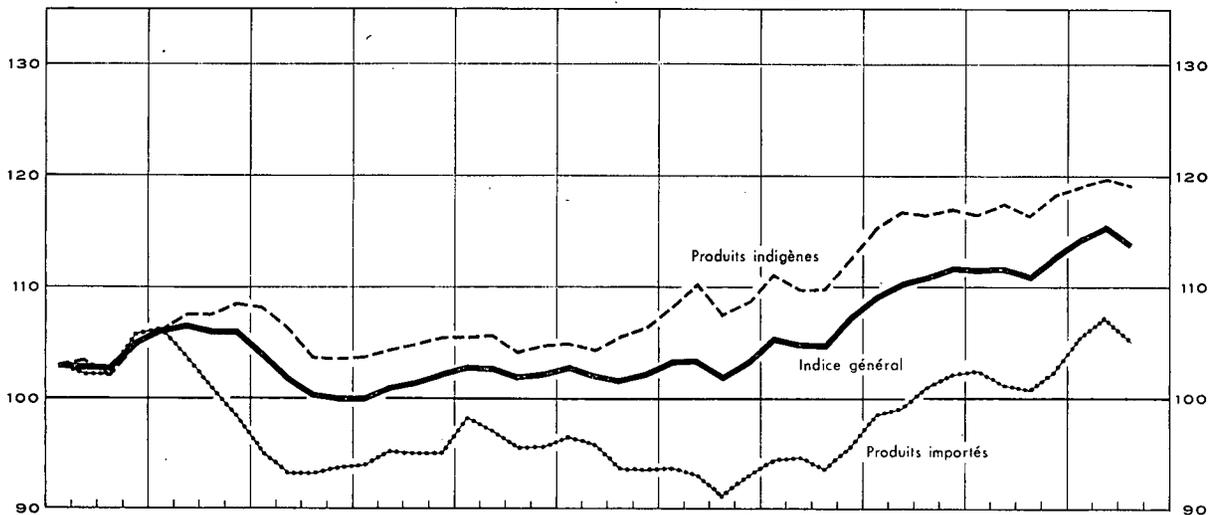
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

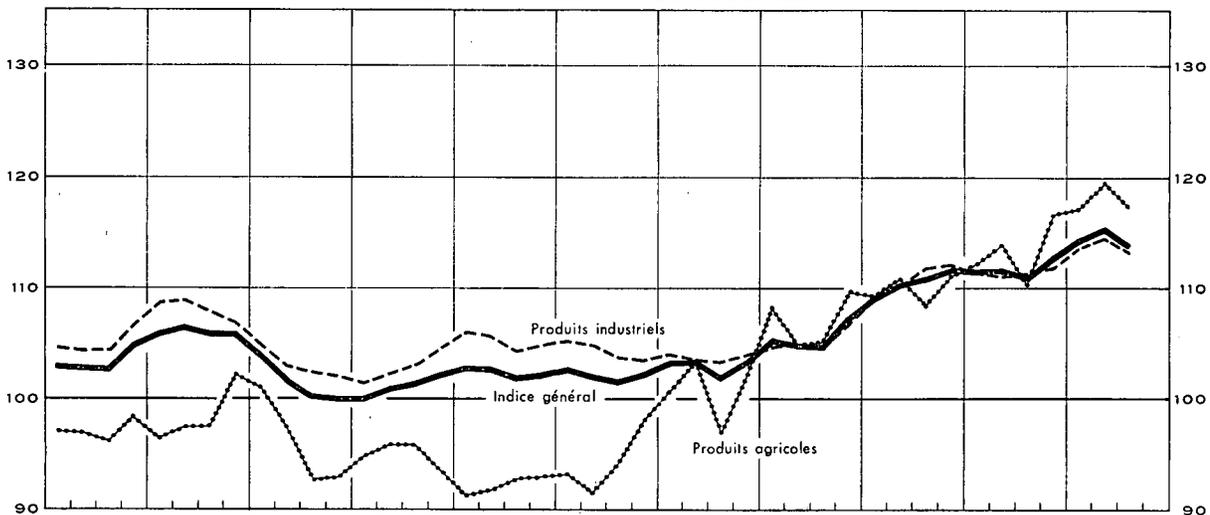
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

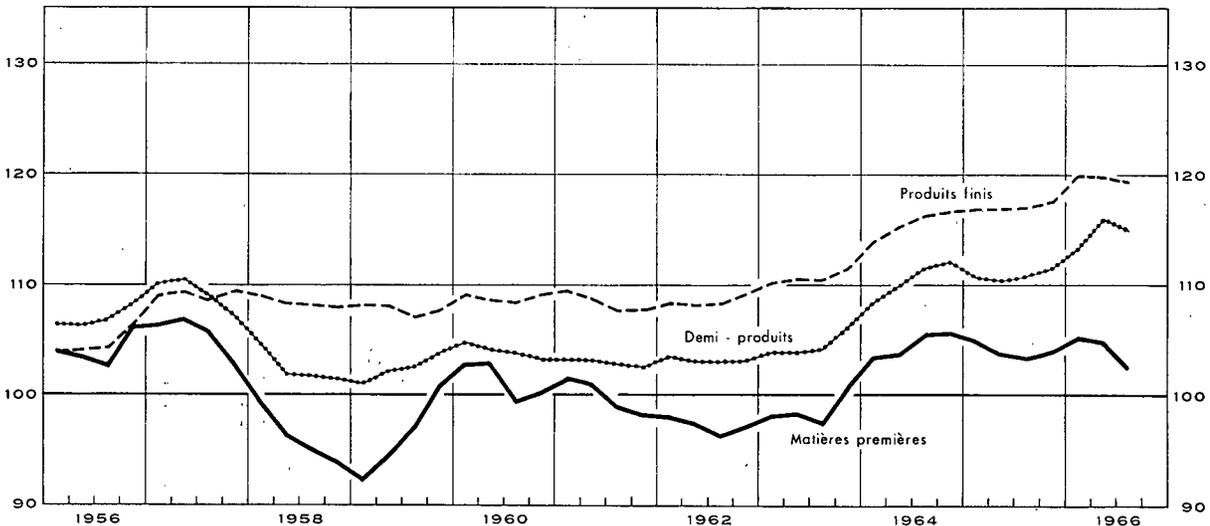
PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



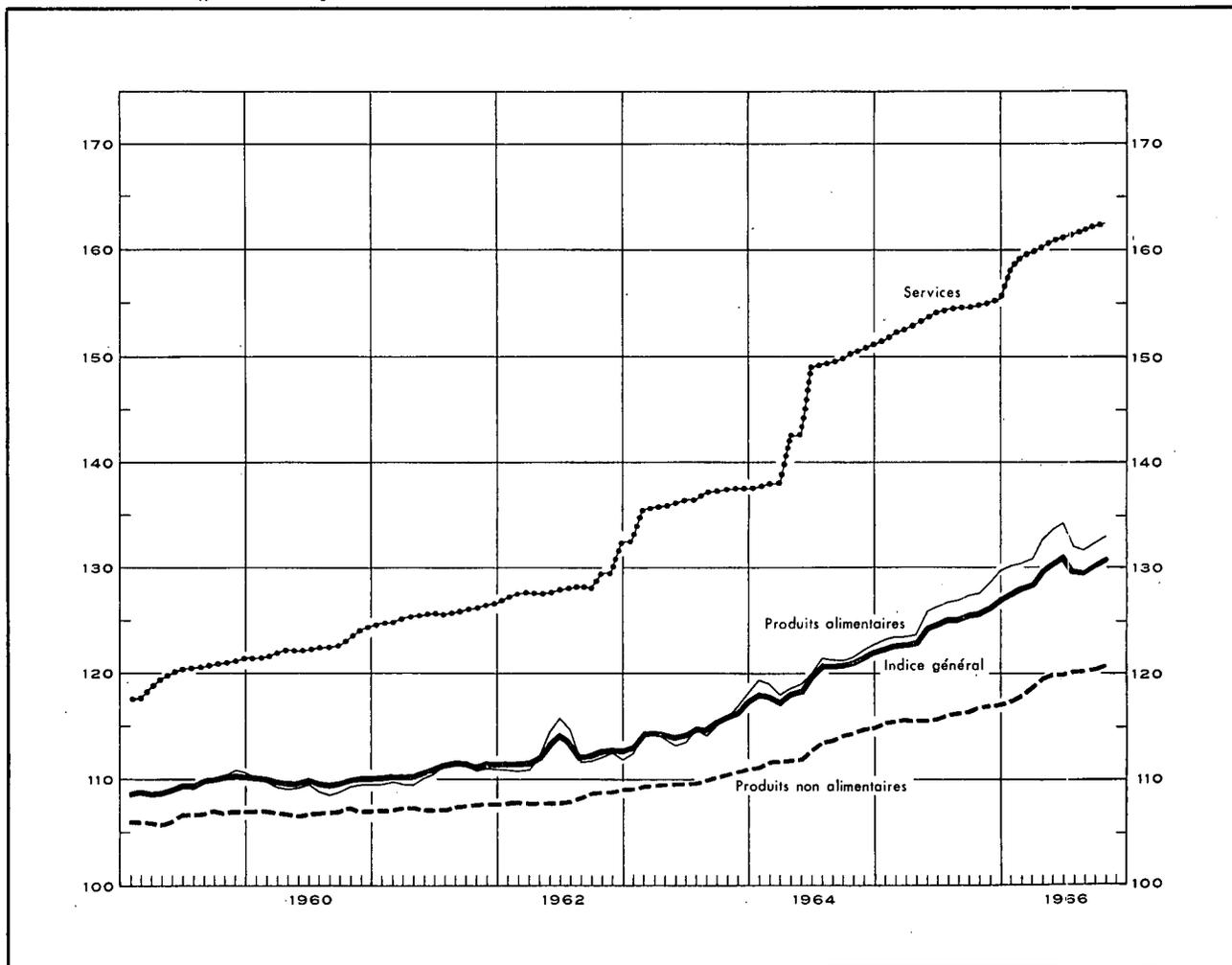
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source Ministère des Affaires Economiques.



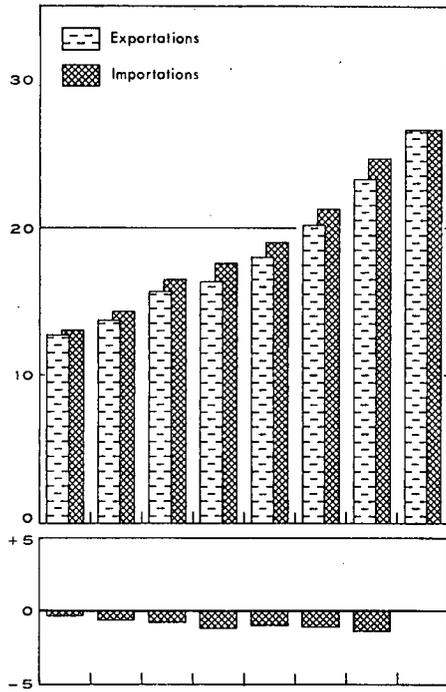
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965	124,71		126,0		116,2		153,8	
1 ^{er} trimestre	122,74	128,13	123,4	130,4	115,6	118,1	152,1	159,1
2 ^e trimestre	124,18	130,52	125,3	133,5	115,7	119,8	153,6	160,7
3 ^e trimestre	125,43	130,06	126,9	131,9	116,4	120,3	154,6	161,7
4 ^e trimestre	126,49		128,5		117,0		155,0	
Janvier	122,51	127,68	123,2	130,1	115,5	117,6	151,6	158,1
Février	122,80	128,07	123,5	130,3	115,6	118,0	152,3	159,2
Mars	122,91	128,63	123,5	130,9	115,7	118,8	152,5	159,9
Avril	123,11	129,93	123,7	132,7	115,6	119,7	153,1	160,3
Mai	124,58	130,56	125,9	133,5	115,6	119,9	153,5	160,8
Juin	124,85	131,08	126,3	134,2	115,8	119,9	154,1	161,1
Juillet	125,28	129,94	126,7	131,9	116,2	120,1	154,4	161,3
Août	125,31	129,85	126,8	131,6	116,4	120,3	154,7	161,7
Septembre	125,70	130,38	127,3	132,3	116,5	120,6	154,7	162,2
Octobre	125,85	130,80	127,5	132,8	116,8	120,9	154,8	162,5
Novembre	126,44		128,4		117,0		155,0	
Décembre	127,18		129,7		117,2		155,3	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het financieele Dagblad, The Financial Times, L'Information.

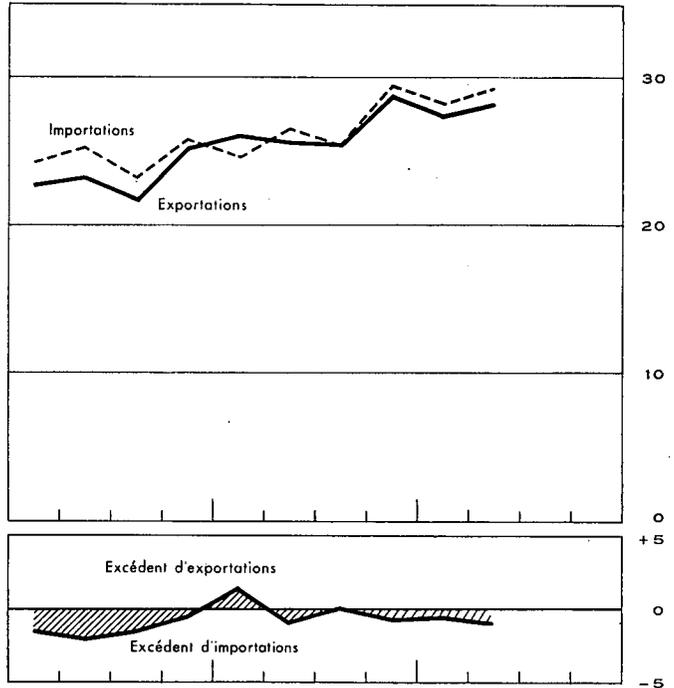
VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

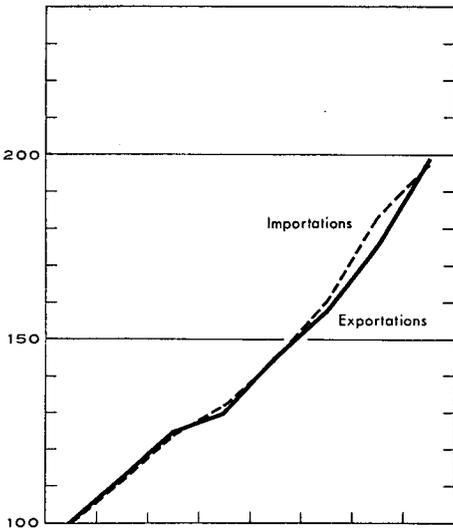
Source : I.N.S.



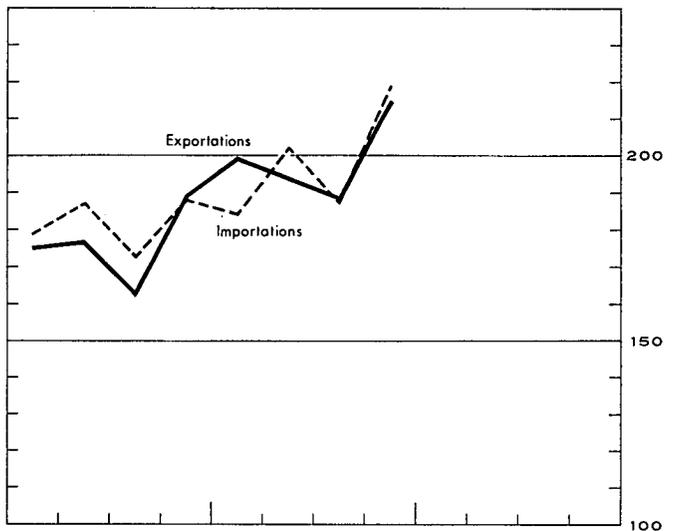
Milliards de francs



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

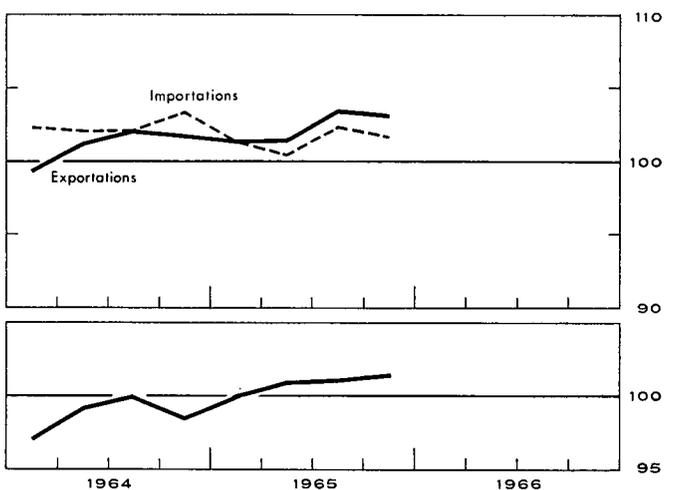
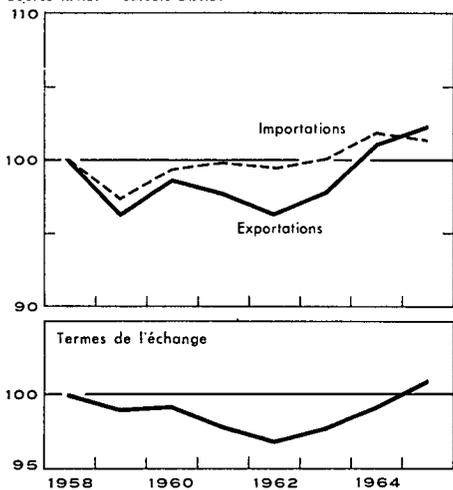


INDICES DU VOLUME



Source I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à l'exportation		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,7	23,3	- 1,4	94	182,8	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	26,6	26,6	...	100	197,6	199,1	101,4	102,4	101,0
1964 4 ^e trimestre	25,8	25,3	- 0,5	98	188,3	189,0	103,4	101,8	98,5
1965 1 ^{er} trimestre	24,7	26,2	+ 1,5	106	184,4	199,6	101,4	101,4	100,0
2 ^e trimestre	26,6	25,7	- 0,9	97	201,6	194,1	100,4	101,5	101,1
3 ^e trimestre	25,4	25,5	+ 0,1	100	187,7	188,7	102,4	103,5	101,1
4 ^e trimestre	29,5	28,9	- 0,6	98	218,8	215,4	101,7	103,2	101,5
1966 1 ^{er} trimestre	28,2	27,5	- 0,7	97					
2 ^e trimestre	29,3	28,3	- 1,0	97					
1965 Janvier-août	25,3	25,4	+ 0,1	100					
1966 Janvier-août	28,5	27,1	- 1,4	95					
1965 Juillet	25,2	25,6	+ 0,4	102					
Août	22,7	21,6	- 1,1	95					
Septembre	27,6	29,3	+ 1,7	106					
Octobre	28,0	27,6	- 0,4	98					
Novembre	28,9	28,8	- 0,1	100					
Décembre	30,7	30,6	- 0,1	100					
1966 Janvier	25,9	24,6	- 1,3	95					
Février	27,7	26,4	- 1,3	95					
Mars	30,9	31,3	+ 0,4	101					
Avril	27,8	28,0	+ 0,2	101					
Mai	29,4	26,7	- 2,7	91					
Juin	30,5	30,2	- 0,3	99					
Juillet	26,0	25,7	- 0,3	99					
Août	29,7	23,7	- 6,0	80					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1964 4 ^e trimestre	3,83	6,36	2,04	3,74	1,75	0,24	0,69	0,58	1,37	1,20	3,47	25,27
1965 1 ^{er} trimestre	4,21	7,02	2,17	3,79	1,97	0,18	0,58	0,55	1,14	1,17	3,43	26,21
2 ^e trimestre	4,08	7,08	2,05	3,55	1,90	0,18	0,68	0,51	1,23	0,99	3,50	25,75
3 ^e trimestre	4,06	6,41	2,32	3,60	2,02	0,18	0,77	0,58	1,10	1,06	3,40	25,50
4 ^e trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1966 1 ^{er} trimestre	4,04	7,13	2,64	4,16	2,02	0,12	0,59	0,58	1,43	1,18	3,56	27,45
2 ^e trimestre	3,86	7,03	2,92	4,40	2,19	0,10	-0,66	0,58	1,57	1,00	3,99	28,30
1965 Octobre	4,09	7,49	2,30	4,13	2,13	0,16	0,63	0,63	1,05	1,29	3,70	27,60
Novembre	4,02	7,53	2,34	4,39	2,24	0,19	0,66	0,71	1,32	1,47	3,95	28,82
Décembre	4,34	8,43	2,34	4,27	2,23	0,15	0,86	0,66	1,86	1,49	3,95	30,58
1966 Janvier	3,53	6,95	2,20	3,73	1,88	0,14	0,45	0,61	0,88	1,13	3,15	24,65
Février	3,89	7,01	2,69	4,02	1,89	0,13	0,65	0,50	1,02	1,17	3,41	26,38
Mars	4,50	7,63	3,04	4,74	2,30	0,10	0,66	0,62	2,33	1,24	4,10	31,26
Avril	4,08	7,56	2,78	4,45	2,00	0,08	0,66	0,63	1,14	0,94	3,66	27,98
Mai	3,53	6,37	2,91	4,20	2,16	0,11	0,69	0,51	1,47	0,87	3,88	26,70
Juin	3,98	7,15	3,07	4,56	2,47	0,11	0,65	0,61	2,09	1,19	4,33	30,21

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 2, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, no 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, no 1 - 2, juillet-août 1963; de l'année 1963 : XXXIX^e année, vol. II, no 3, septembre 1964; de l'année 1964 : XL^e année, vol. II, no 1 - 2, juillet-août 1965.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables					durables 12		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9		autres produits 10	alimentaires					autres 11	
													liquides 8	autres					produits animaux						produits végétaux
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.163	5.145	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.077	442	931	4.972	696	1.050	402	2.824	3.459	83	24.677
1965	17.126	5.651	1.759	1.782	1.174	375	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.215	495	1.073	5.843	802	1.220	481	3.340	3.494	94	26.557
1964 2 ^e trimestre	16.386	5.411	2.172	1.399	1.150	407	227	302	139	391	92	821	421	976	1.080	457	941	5.113	649	1.197	385	2.882	3.672	114	25.285
3 ^e trimestre	15.411	4.890	1.794	1.441	1.060	520	191	300	131	352	77	1.048	302	959	1.008	420	918	4.646	649	886	373	2.738	3.177	90	23.324
4 ^e trimestre	16.788	5.348	1.862	1.700	1.184	391	240	304	165	368	87	1.144	355	1.016	1.159	476	989	5.283	876	1.037	447	2.923	3.703	59	25.833
1965 1 ^{er} trimestre	15.978	5.041	1.790	1.738	1.149	251	239	293	124	337	105	1.041	416	861	1.132	464	997	5.410	815	973	472	3.150	3.290	65	24.743
2 ^e trimestre	17.133	6.051	1.746	1.529	942	373	249	285	149	410	101	1.217	320	920	1.241	502	1.098	5.784	772	1.189	465	3.358	3.652	34	26.603
3 ^e trimestre	16.422	5.321	1.606	1.752	1.117	447	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.141	472	1.014	5.577	769	1.168	481	3.159	3.207	215	25.421
4 ^e trimestre	18.971	6.190	1.896	2.109	1.490	429	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.345	541	1.185	6.599	854	1.531	522	3.692	3.828	61	29.459
1966 1 ^{er} trimestre	18.702	6.376	2.108	2.118	1.258	275	313	268	130	447	100	1.015	481	922	1.263	468	1.160	5.926	776	1.156	479	3.515	3.553	40	28.221

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964				1965			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	109,4	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,1	101,1	101,2	100,5	101,7	99,2	97,6	100,5	99,3
Biens de consommation	103,4	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	101,9	102,3	102,4	105,3	104,4	104,9	105,3	105,9
Biens d'équipement	100,7	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	111,7	108,5	111,9	111,5	109,0	110,2	109,0	108,3
Ensemble ...	106,9	100,0	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	102,4	102,1	102,1	103,4	101,4	100,4	102,4	101,7
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	113,5	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	90,3	92,0	93,9	94,1	92,8	93,1	93,0	91,8
Fabrications métalliques	103,3	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	100,3	104,2	103,6	103,1	101,3	102,4	106,9	106,4
Métaux non ferreux	118,6	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	116,9	119,9	126,7	132,1	135,5	135,9	139,5	139,1
Textiles	110,7	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	109,0	108,4	110,9	108,6	107,6	104,5	109,5	107,5
Produits chimiques	102,8	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	94,8	93,9	93,1	95,4	96,9	96,6	96,3	96,6
Industrie houillère	102,7	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	96,9	104,7	93,3	91,7	77,3	75,2	78,5	84,0
Industrie pétrolière	103,8	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	82,2	78,2	78,1	76,1	78,0	79,4	77,2	77,1
Verres et glaces	98,9	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	98,3	100,0	98,8	98,7	98,7	97,6	97,3	100,0
Produits agricoles	101,3	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	99,7	113,0	109,7	110,3	107,6	111,7	116,7	119,9
Ciments	99,0	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	99,7	98,1	104,0	99,5	103,7	100,6	101,1	101,6
Carrières	101,6	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,6	94,9	95,7	95,0	98,2	98,2	98,0	97,9
Céramiques	100,6	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	105,4	105,7	112,1	112,3	110,2	109,0	112,1	114,2
Bois et meubles	105,4	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	102,3	103,7	102,6	106,8	106,9	106,2	108,6	109,7
Peaux, cuirs et chaussures	103,7	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	110,0	107,2	108,9	110,3	114,2	117,0	116,9	114,6
Papier et livre	99,1	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	95,3	94,5	96,4	95,0	99,1	97,2	98,9	98,4
Tabacs manufacturés	101,5	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	97,9	104,4	103,9	97,6	101,0	115,9	115,9	115,5
Caoutchouc	104,6	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	82,8	83,7	82,1	85,1	83,3	85,3	85,4	83,8
Industries alimentaires	109,6	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	100,3	99,5	100,7	95,0	98,8	96,8	97,0	100,2
Divers	103,9	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	88,6	94,2	97,6	92,3	89,7	92,7	81,1	78,9
Ensemble ...	107,6	100,0	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	99,4	101,3	102,1	101,8	101,4	101,5	103,5	103,2
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	100,7	100,0	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	97,1	99,2	100,0	98,5	100,0	101,1	101,1	101,5

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^o du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1964				1965			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits.																	
Biens de production	104,4	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	175,8	188,5	173,6	176,9	167,5	179,5	175,3	194,4	179,5	207,4
Biens de consommation	99,9	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	187,9	214,2	185,5	194,9	177,1	195,7	201,4	213,8	203,7	240,9
Biens d'équipement	97,0	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	213,7	220,8	200,1	231,5	199,4	225,4	208,4	223,1	206,4	245,1
Ensemble ...	102,5	100,0	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	182,8	197,6	179,0	187,1	173,2	188,3	184,4	201,6	187,7	218,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits.																	
Sidérurgie	99,5	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	152,8	155,6	146,0	152,2	169,2	163,9	163,4	168,7
Fabrications métalliques	92,2	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	208,8	210,7	189,9	226,6	257,5	253,6	217,6	274,2
Métaux non ferreux	90,6	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	156,6	163,7	158,1	168,2	174,2	164,4	181,8	182,6
Textiles	110,0	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	181,7	183,9	156,7	187,8	192,2	185,8	179,0	216,5
Produits chimiques	94,6	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	153,3	174,0	165,2	174,6	192,7	186,2	198,3	213,2
Industrie houillère	137,7	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	94,8	76,9	67,1	74,2	66,1	67,5	64,9	55,8
Industrie pétrolière	81,9	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	158,5	150,4	142,1	170,7	140,4	160,7	188,1	175,5
Verres et glaces	91,2	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	196,3	187,3	178,7	193,4	181,9	169,1	193,6	216,7
Produits agricoles	71,7	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	165,0	127,0	142,8	231,6	234,5	189,1	186,4	243,7
Ciments	142,6	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	98,5	125,1	107,1	132,3	124,5	140,6	146,8	123,1
Carrières	108,3	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	181,3	219,8	208,9	214,1	200,6	213,3	224,4	211,7
Céramiques	110,6	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	230,3	240,4	247,4	285,2	244,7	269,3	259,5	258,5
Bois et meubles	113,4	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	401,1	417,2	370,4	405,0	413,0	462,4	419,7	501,9
Peaux, cuirs et chaussures	98,5	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	217,0	193,9	200,8	218,4	208,8	192,7	210,2	246,0
Papier et livre	98,4	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	195,3	210,0	188,2	228,2	223,4	232,9	217,2	266,4
Tabacs manufacturés	82,7	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	249,5	256,8	266,5	339,1	290,8	299,1	320,0	435,1
Caoutchouc	99,8	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	221,6	216,7	205,3	260,3	275,1	269,3	250,9	257,3
Industries alimentaires	92,4	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	211,2	232,4	207,0	289,2	251,8	280,6	271,4	313,8
Divers	99,0	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	187,0	157,7	146,6	152,3	188,8	163,4	166,6	189,3
Ensemble ...	97,8	100,0	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	175,6	177,2	163,1	189,0	199,6	194,1	188,7	215,4

* Voir 20 du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	4,89	4,83	- 0,06	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,26	5,81	+ 0,55	4,14	3,86	- 0,28	4,02	5,87	+ 1,85
1964 4 ^e trimestre	5,17	5,69	+ 0,52	3,72	3,80	+ 0,08	4,05	5,75	+ 1,70
1965 1 ^{er} trimestre	4,98	5,62	+ 0,64	3,94	3,74	- 0,20	3,95	5,82	+ 1,87
2 ^e trimestre	5,33	5,86	+ 0,53	4,20	3,86	- 0,34	3,87	5,80	+ 1,93
3 ^e trimestre	4,94	5,78	+ 0,84	3,79	3,45	- 0,34	3,77	5,32	+ 1,55
4 ^e trimestre	5,81	5,98	+ 0,17	4,64	4,42	- 0,22	4,48	6,51	+ 2,03
1966 1 ^{er} trimestre	5,51	5,71	+ 0,20	4,87	4,47	- 0,40	4,28	6,12	+ 1,84
2 ^e trimestre	<i>p</i> 5,74	5,93	<i>p</i> + 0,19	<i>p</i> 4,67	4,62	<i>p</i> - 0,05	<i>p</i> 4,44	6,57	<i>p</i> + 2,13
1965 Août	4,44	4,09	- 0,35	3,04	2,85	- 0,19	3,51	4,40	+ 0,89
Septembre	5,33	6,89	+ 1,56	4,50	3,96	- 0,54	4,37	6,28	+ 1,91
Octobre	5,75	5,87	+ 0,12	4,56	4,15	- 0,41	4,41	6,11	+ 1,70
Novembre	5,29	6,47	+ 1,18	4,64	4,56	- 0,08	4,22	6,57	+ 2,35
Décembre	6,32	5,80	- 0,52	4,64	4,66	+ 0,02	4,51	6,86	+ 2,35
1966 Janvier	5,05	5,02	- 0,03	4,10	4,26	+ 0,16	3,93	5,33	+ 1,40
Février	5,02	5,60	+ 0,58	5,25	4,12	- 1,13	4,19	5,87	+ 1,68
Mars	6,40	6,52	+ 0,12	5,26	5,01	- 0,25	4,70	7,15	+ 2,45
Avril	5,48	6,14	+ 0,66	4,60	4,15	- 0,45	4,57	6,32	+ 1,75
Mai	5,61	5,66	+ 0,05	4,60	4,65	+ 0,05	4,20	6,38	+ 2,18
Juin	<i>p</i> 6,12	5,99	<i>p</i> - 0,13	<i>p</i> 4,82	5,07	<i>p</i> + 0,25	<i>p</i> 4,54	7,01	<i>p</i> + 2,47
Juillet	4,94	5,05	+ 0,11	3,77	4,73	+ 0,96	3,27	5,84	+ 2,57
Août	<i>p</i>	4,51			3,16			5,23	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,15	14,58	+ 1,43	16,64	17,96	+ 1,32
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,47	16,45	+ 1,98	18,22	20,41	+ 2,19
1964 4 ^e trimestre	0,87	0,88	+ 0,01	13,81	16,12	+ 2,31	17,53	19,81	+ 2,28
1965 1 ^{er} trimestre	0,95	0,91	- 0,04	13,82	16,09	+ 2,27	17,42	20,15	+ 2,73
2 ^e trimestre	0,97	0,88	- 0,09	14,37	16,40	+ 2,03	17,87	20,05	+ 2,18
3 ^e trimestre	1,16	0,86	- 0,30	13,66	15,41	+ 1,75	17,12	19,21	+ 2,09
4 ^e trimestre	1,12	0,98	- 0,14	16,05	17,89	+ 1,84	20,48	22,22	+ 1,74
1966 1 ^{er} trimestre	1,13	0,94	- 0,19	15,79	17,24	+ 1,45	19,84	21,28	+ 1,44
2 ^e trimestre	<i>p</i> 1,31	0,87	<i>p</i> - 0,44	<i>p</i> 16,16	17,99	<i>p</i> + 1,83	<i>p</i> 20,16	21,99	<i>p</i> + 1,83
1965 Août	1,06	0,71	- 0,35	12,05	12,05	...	14,79	15,39	+ 0,60
Septembre	1,03	0,87	- 0,16	15,23	18,00	+ 2,77	19,09	22,47	+ 3,38
Octobre	1,14	0,90	- 0,24	15,86	17,03	+ 1,17	20,02	20,94	+ 0,92
Novembre	1,12	1,06	- 0,06	15,27	18,66	+ 3,39	19,64	22,77	+ 3,13
Décembre	1,09	0,98	- 0,11	16,56	18,30	+ 1,74	21,23	23,23	+ 2,00
1966 Janvier	0,94	0,91	- 0,03	14,02	15,52	+ 1,50	17,92	19,37	+ 1,45
Février	1,16	0,94	- 0,22	15,62	16,53	+ 0,91	19,69	20,47	+ 0,78
Mars	1,28	0,98	- 0,30	17,64	19,66	+ 2,02	21,80	23,99	+ 2,19
Avril	1,15	0,78	- 0,37	15,80	17,39	+ 1,59	19,72	21,61	+ 1,89
Mai	1,49	0,86	- 0,63	15,90	17,55	+ 1,65	19,94	21,20	+ 1,26
Juin	<i>p</i> 1,28	0,97	<i>p</i> - 0,31	<i>p</i> 16,76	19,04	<i>p</i> + 2,28	<i>p</i> 20,83	23,16	<i>p</i> + 2,33
Juillet	<i>p</i> 1,20	0,84	- 0,36	13,18	16,46	+ 3,28	16,47	19,97	+ 3,50
Août	<i>p</i>	0,70			13,60			17,09	

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1964 4 ^e trimestre	2,33	1,79	- 0,54	1,91	1,25	- 0,66	1,35	0,89	- 0,46
1965 1 ^{er} trimestre	1,77	1,98	+ 0,21	2,00	1,32	- 0,68	1,50	1,15	- 0,35
2 ^e trimestre	2,46	2,12	- 0,34	1,88	1,12	- 0,76	1,71	0,95	- 0,76
3 ^e trimestre	2,27	2,37	+ 0,10	1,81	1,25	- 0,56	1,54	0,96	- 0,58
4 ^e trimestre	2,66	2,40	- 0,26	2,40	1,43	- 0,97	1,52	1,05	- 0,47
1966 1 ^{er} trimestre	2,36	2,27	- 0,09	2,13	1,41	- 0,72	1,62	0,96	- 0,66
2 ^e trimestre	<i>p</i> 2,15	2,50	<i>p</i> + 0,35	<i>p</i> 2,27	1,36	<i>p</i> - 0,91		0,87	
1965 Août	2,08	2,39	+ 0,31	1,29	1,02	- 0,27	1,44	1,00	- 0,44
Septembre	2,46	2,63	+ 0,17	1,95	1,46	- 0,49	1,47	0,95	- 0,52
Octobre	2,28	2,62	+ 0,34	2,32	1,26	- 1,06	1,21	0,96	- 0,25
Novembre	2,64	2,04	- 0,60	2,39	1,40	- 0,99	1,71	0,99	- 0,72
Décembre	3,00	2,54	- 0,46	2,47	1,64	- 0,83	1,67	1,19	- 0,48
1966 Janvier	2,44	1,76	- 0,68	2,10	1,30	- 0,80	1,34	0,77	- 0,57
Février	2,18	2,20	+ 0,02	2,17	1,48	- 0,69	1,71	0,84	- 0,87
Mars	2,53	2,84	+ 0,31	2,17	1,45	- 0,72	1,87	1,26	- 0,61
Avril	2,04	2,47	+ 0,43	2,18	1,49	- 0,69	1,64	0,83	- 0,81
Mai	2,08	2,26	+ 0,18	2,38	1,25	- 1,13	2,00	0,73	- 1,27
Juin	<i>p</i> 2,32	2,76	<i>p</i> + 0,44	<i>p</i> 2,25	1,33	<i>p</i> - 0,92		1,06	
Juillet	<i>p</i> 2,15	3,20	+ 1,05	1,72	1,17	- 0,55			
Août	<i>p</i>	2,63			1,15				
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,27	0,28	+ 0,01
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,24	0,26	+ 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1964 4 ^e trimestre	0,94	0,66	- 0,28	0,84	0,33	- 0,51	0,52	0,30	- 0,22
1965 1 ^{er} trimestre	0,94	0,68	- 0,26	0,69	0,29	- 0,40	0,42	0,40	- 0,02
2 ^e trimestre	0,96	0,52	- 0,44	0,99	0,30	- 0,69	0,47	0,34	- 0,13
3 ^e trimestre	0,99	0,64	- 0,35	0,89	0,29	- 0,60	0,52	0,37	- 0,15
4 ^e trimestre	0,98	0,68	- 0,30	0,93	0,30	- 0,63	0,62	0,45	- 0,17
1966 1 ^{er} trimestre	0,99	0,51	- 0,48	1,02	0,34	- 0,68	0,44	0,46	+ 0,02
2 ^e trimestre		0,58			0,30			0,46	
1965 Juin	0,97	0,58	- 0,39	0,94	0,35	- 0,59	0,57	0,39	- 0,18
Juillet	1,06	0,56	- 0,50	0,80	0,32	- 0,48	0,54	0,43	- 0,11
Août	0,82	0,60	- 0,22	0,87	0,20	- 0,67	0,48	0,38	- 0,10
Septembre	1,05	0,76	- 0,29	0,99	0,35	- 0,64	0,52	0,32	- 0,20
Octobre	0,93	0,71	- 0,22	0,88	0,28	- 0,60	0,66	0,44	- 0,22
Novembre	0,99	0,63	- 0,36	0,96	0,28	- 0,68	0,54	0,37	- 0,17
Décembre	1,01	0,69	- 0,32	0,96	0,35	- 0,61	0,66	0,53	- 0,13
1966 Janvier	1,00	0,47	- 0,52	1,02	0,37	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Février	0,84	0,58	- 0,26	1,01	0,29	- 0,72	0,42	0,48	+ 0,06
Mars	1,13	0,50	- 0,63	1,01	0,34	- 0,67	0,48	0,52	+ 0,04
Avril	1,02	0,59	- 0,43	0,98	0,33	- 0,65	0,43	0,39	- 0,04
Mai	1,04	0,48	- 0,56	1,75	0,25	- 1,50	0,51	0,43	- 0,08
Juin		0,67			0,32			0,54	

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴ :										
a) belges et luxemb.	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 0,5	+ 1,5
b) étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,5	- 4,7
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX-2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3) pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964			1965		
	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹ .	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 6,8	- 1,9	- 8,7	+ 1,6	- 3,6	- 2,0
1.12 Travail à façon	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 2,2	+ 3,0	+ 5,2	+ 3,5	+ 3,1	+ 6,6
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 2,8	+ 2,6	+ 5,4	+ 2,1	+ 1,1	+ 3,2
1.2 Or non monétaire	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,5	- 0,3	- 0,8	- 1,0	- 1,0	- 2,0
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,4 ³	+ 0,7	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,4	...	- 0,8	- 0,8
1.4 Autres frais de transport		- 0,2	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,7	+ 1,1
1.5 Déplacements à l'étranger ⁴	- 2,1	- 2,2	- 3,2	- 1,7	- 1,7	- 3,4	- 1,5	- 2,3	- 3,8
1.6 Revenus d'investissements	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 1,2	+ 0,3	- 0,9	- 0,6	+ 0,9	+ 0,3
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 1,1	- 1,2	- 2,3	...	+ 0,3	+ 0,3
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,1	+ 4,0	+ 1,9	+ 2,0	+ 3,9
1.82 Autres	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,7
Total 1 ...	+ 1,8	+ 3,4	- 4,6	- 3,6	+ 2,9	- 0,7	+ 6,7	+ 0,8	+ 7,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 1,3	+ 1,7	+ 3,0	+ 1,3	+ 1,2	+ 2,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 1,3	- 1,1	- 2,4	- 1,3	- 1,1	- 2,4
Total 2 ...	+ 0,7	+ 0,8	- 0,6	...	+ 0,6	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat	- 5,3	- 2,2	+ 2,4	+ 0,8	- 0,4	+ 0,4	- 4,9	- 0,9	- 5,8
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 0,6	+ 0,3
Total 3 ...	- 5,2	- 1,8	+ 2,5	+ 1,7	- 0,2	+ 1,5	- 4,0	- 1,5	- 5,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,3	+ 0,4	+ 1,7
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,2	- 0,2	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4
4.3 Secteur privé : ⁴									
4.31 Transactions identifiées en valeurs mobilières :									
a) valeurs belges et luxembourgeoises	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,5	...	+ 0,5
b) valeurs étrangères	- 4,7	- 3,6	- 5,5	- 1,3	...	- 1,3	- 0,5	- 1,6	- 2,1
4.32 Investissements directs							+ 2,4	+ 2,7	+ 5,1
4.33 Immeubles							- 0,6	- 0,5	- 1,1
4.34 Autres							+ 0,7	+ 1,8	+ 2,5
Total 4 ...	+ 3,8	+ 0,4	+ 2,1	+ 2,3	+ 6,5	+ 8,8	+ 3,9	+ 3,1	+ 7,0
5. Erreurs et omissions	+ 0,6	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,8	- 0,3	+ 0,5	- 1,2	+ 0,6	- 0,6
Total 1 à 5 ...	+ 1,7	+ 4,2	...	+ 1,2	+ 9,5	+ 10,7	+ 5,4	+ 3,1	+ 8,5
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : —)	- 1,1	- 0,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	- 0,4	- 0,8	- 1,2
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,6	+ 4,0	- 0,1	+ 0,9	+ 9,7	+ 10,6	+ 5,0	+ 2,3	+ 7,3
Banque Nationale	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 1,0	+ 11,6	+ 12,6	+ 5,6	+ 2,4	+ 8,0
Autres	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 0,1	- 1,9	- 2,0	- 0,6	- 0,1	- 0,7

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements. Pour le détail de ces modifications, le lecteur voudra bien se reporter aux notes méthodologiques de l'article « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1962 » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. I, No 5, mai 1963, pp. 432 à 435.

1 Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

2 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Pour 1961, sont seuls disponibles, des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.8, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, depuis 1962, sont inclus dans la rubrique 1.4.

4 Les chiffres relatifs à 1965 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	1964				1965				1966	
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
Exportations	55,1	56,8	55,3	63,3	61,5	63,2	59,1	69,7	64,1	66,7
Importations ¹	58,0	60,7	58,0	62,5	60,0	63,1	62,3	70,1	68,2	69,9
Solde ...	- 2,9	- 3,9	- 2,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,1	- 3,2	- 0,4	- 4,1	- 3,2
Autres opérations sur marchandises	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,9	+ 2,7	+ 2,2	+ 2,0	+ 4,0	+ 3,1
1.2 Or non monétaire	- 0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,7	- 0,3	- 0,6	- 0,2
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² ...	+ 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	...	...	- 0,3	- 0,5	- 0,2	- 0,2
1.4 Revenus d'investissements	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7
1.5 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ...	- 0,8	- 0,3	- 0,8	- 0,4	- 0,3	+ 0,3	+ 0,4	- 0,1	- 0,1	+ 0,2
1.6 Autres ³	+ 0,5	+ 0,6	- 0,7	+ 1,4	+ 1,0	+ 0,1	- 0,4	+ 1,2	+ 0,4	- 0,1
Total 1 ...	- 1,4	- 2,2	- 1,9	+ 4,8	+ 4,4	+ 2,3	- 1,4	+ 2,2	- 0,5	- 1,1
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,4	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,5	- 0,6	- 0,5	- 0,6
Total 2 ...	+ 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat	+ 0,3	+ 0,5	- 1,4	+ 1,0	- 3,6	- 1,3	...	- 0,9	- 1,1	- 0,7
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 1,9	- 1,0	+ 0,3	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	- 0,6	...	+ 0,2	+ 0,3
Total 3 ...	+ 2,2	- 0,5	- 1,1	+ 0,9	- 3,5	- 0,5	- 0,6	- 0,9	- 0,9	- 0,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 2,3	+ 0,3	- 0,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,2	+ 0,9	- 0,2	+ 0,6	+ 0,5
4.2 Secteur privé										
4.21 Transactions identifiées en valeurs mobilières ³ :										
a) belges et luxembourg.	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	...	- 0,2
b) étrangères	- 1,5	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	+ 0,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 2,3	- 1,3
4.22 Autres ³ (y compris investissements directs)	- 0,8	+ 2,0	+ 3,5	+ 3,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,2	+ 2,8	+ 2,4	+ 1,8
Total 4 ...	- 0,3	+ 2,6	+ 3,6	+ 2,9	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,1	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,8
5. Erreurs et omissions	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,7	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3
Total 1 à 5 ...	+ 1,3	- 0,1	+ 1,0	+ 8,5	+ 1,6	+ 3,8	- 0,4	+ 3,5	- 0,6	- 0,7
6. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	- 1,4	+ 1,1	+ 0,8	- 0,6	- 2,3	+ 1,9	- 2,2	+ 1,4	+ 0,3	+ 0,5
7. Total (1 à 6) correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	- 0,1	+ 1,0	+ 1,8	+ 7,9	- 0,7	+ 5,7	- 2,6	+ 4,9	- 0,3	- 0,2
Banque Nationale	- 0,4	+ 1,4	+ 2,0	+ 9,6	- 1,5	+ 7,1	- 0,4	+ 2,8	- 3,0	+ 3,3
Autres	+ 0,3	- 0,4	- 0,2	- 1,7	+ 0,8	- 1,4	- 2,2	+ 2,1	+ 2,7	- 3,5

¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.

² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises : Importations » (cf. note 1).

³ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XIe année, vol. I, n° 6, page 717 ; « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1964 », XIe année, vol. I n° 1, page 21 ; « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1964* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES (francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lires italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas
											câble	courrier			
1961	49,86	10,16	139,72	{13,19 ¹ 13,85 ²	11,54	{11,95 ¹ 12,51 ²	8,03	9,65	6,98	7,22	{50,469 ³ 48,153 ⁴	{50,468 ³ 48,149 ⁴	174,21	192,32	—
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ⁶
1965 3 ^e trimestre ..	49,64	10,13	138,62	13,79	11,49	12,38	7,95	9,61	6,94	7,16	45,980	45,979	172,85	192,35	82,86 ⁵
4 ^e trimestre ..	49,65	10,13	139,17	13,78	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,20	46,171	46,170	173,58	192,20	82,89
1966 1 ^{er} trimestre ..	49,74	10,15	139,30	13,74	11,48	12,39	7,96	9,63	6,96	7,21	46,236	46,236	173,74	192,42	82,98
2 ^e trimestre ..	49,81	10,16	139,06	13,74	11,53	12,41	7,98	9,66	6,96	7,21	46,258	46,256	173,42	192,78	83,07
3 ^e trimestre ..	49,78	10,14	138,82	13,78	11,51	12,47	7,98	9,63	6,96	7,19	46,285	46,285	173,13	192,88	83,07
1965 Octobre	49,67	10,13	139,23	13,80	11,50	12,40	7,95	9,60	6,95	7,20	46,199	46,198	173,60	192,32	82,92
Novembre	49,63	10,13	139,16	13,78	11,49	12,41	7,94	9,60	6,95	7,20	46,166	46,165	173,59	192,14	82,87
Décembre	49,65	10,13	139,12	13,76	11,50	12,41	7,95	9,60	6,95	7,21	46,147	46,146	173,54	192,13	82,89
1966 Janvier	49,70	10,14	139,37	13,75	11,49	12,39	7,95	9,61	6,96	7,22	46,252	46,252	173,84	192,28	82,95
Février	49,73	10,15	139,37	13,73	11,48	12,39	7,96	9,62	6,96	7,21	46,201	46,201	173,82	192,36	82,96
Mars	49,78	10,16	139,15	13,75	11,47	12,40	7,97	9,65	6,96	7,21	46,255	46,254	173,56	192,62	83,04
Avril	49,86	10,17	139,27	13,73	11,52	12,42	7,98	9,67	6,97	7,22	46,291	46,290	173,70	192,93	83,15
Mai	49,77	10,16	138,99	13,71	11,53	12,39	7,97	9,66	6,95	7,20	46,226	46,224	173,33	192,62	83,04
Juin	49,80	10,16	138,93	13,77	11,54	12,43	7,98	9,65	6,96	7,20	46,258	46,256	173,27	192,80	83,04
Juillet	49,73	10,15	138,67	13,79	11,52	12,46	7,97	9,62	6,95	7,18	46,261	46,261	172,96	192,71	82,93
Août	49,69	10,14	138,59	13,76	11,49	12,45	7,97	9,62	6,95	7,17	46,221	46,221	172,84	192,55	82,94
Septembre	49,90	10,14	139,19	13,79	11,53	12,51	8,00	9,66	6,93	7,22	46,373	46,371	173,58	193,36	83,33
Octobre	49,99	10,13	139,58	13,81	11,53	12,55	8,00	9,67	7,00	7,24	46,312	46,312	174,07	193,57	83,47

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ² Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁴ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961. — ⁵ Moyenne du 12 juillet au 30 septembre 1965. — ⁶ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 octobre 1966

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— Lt.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (3) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses 4 (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse et autres opérations de trésorerie ³ (12)
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	-- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	-- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	-- 0,5	- 0,1
1963	143,0	139,5	- 3,5	22,0	0,4	-21,6	-25,1	+17,4	+ 2,6	+10,4	-- 3,8	- 1,5 ²
1964	155,2	157,8	+ 2,6	24,2	0,3	-23,9	-21,3	+24,0	- 4,8	+ 2,9	+ 0,3	- 1,1 ²
1965	176,4	172,7	- 3,7	25,3	0,2	-25,1	-28,8	+22,2	+ 9,7	- 1,3	-- 0,7	- 1,1 ²
1964 9 prem. mois .	116,6	118,4	+ 1,8	18,1	0,2	-17,9	-16,1	+18,8	- 8,5	+ 3,3	+ 1,0	+ 1,5 ²
1965 3 prem. mois .	46,8	40,5	- 6,3	5,4	...	- 5,4	-11,7	+ 9,6	+ 4,1	- 0,3	+ 0,1	- 1,8 ²
6 prem. mois .	87,6	78,8	- 8,8	12,5	...	-12,5	-21,3	+14,3	+ 9,8	- 1,1	+ 2,2	- 3,9 ²
9 prem. mois .	128,3	126,6	- 1,7	18,5	...	-18,5	-20,2	+14,3	+11,1	- 1,8	+ 1,3	- 4,7 ²
1966 3 prem. mois .	48,5	48,0	- 0,5	5,4	0,1	- 5,3	- 5,8	+ 6,6	+ 1,0	+ 0,7	-- 0,1	- 2,4 ²
6 prem. mois .	100,6	93,7	- 6,9	10,8	0,3	-10,5	-17,4	+13,7	+ 5,4	+ 1,4	+ 1,2	- 4,3 ²
1965 Mars	16,7	12,8	- 3,9	1,5	...	- 1,5	- 5,4	...	+ 5,1	- 0,3	+ 1,0	- 0,4 ²
Avril	13,7	12,5	- 1,2	2,2	...	- 2,2	- 3,4	...	+ 7,0	- 0,2	-- 1,7	- 1,7 ²
Mai	12,5	12,0	- 0,5	2,1	...	- 2,1	- 2,6	+ 4,7	- 3,6	- 0,3	+ 1,6	+ 0,2 ²
Juin	14,6	13,8	- 0,8	2,8	...	- 2,8	- 3,6	...	+ 2,3	- 0,3	+ 2,2	- 0,6 ²
Juillet	15,7	23,5	+ 7,8	1,8	...	- 1,8	+ 6,0	...	- 3,2	- 0,6	-- 2,7	+ 0,5 ²
Août	11,4	11,3	- 0,1	2,1	...	- 2,1	- 2,2	...	+ 2,2	- 0,1	+ 1,0	- 0,9 ²
Septembre ...	13,6	13,0	- 0,6	2,1	...	- 2,1	- 2,7	...	+ 2,3	...	+ 0,8	- 0,4 ²
Octobre	14,9	13,9	- 1,0	1,3	...	- 1,3	- 2,3	+ 8,3	- 5,1	...	-- 1,7	+ 0,8 ²
Novembre	15,4	14,0	- 1,4	1,9	...	- 1,9	- 3,3	- 0,3	+ 3,3	+ 0,2	+ 0,7	- 0,6 ²
Décembre	17,8	18,2	+ 0,4	3,6	0,2	- 3,4	- 3,0	- 0,1	+ 0,4	+ 0,3	-- 1,0	+ 3,4 ²
1966 Janvier	16,2	19,3	+ 3,1	1,3	...	- 1,3	+ 1,8	...	+ 2,8	- 0,3	-- 0,7	- 3,6 ²
Février	16,6	13,3	- 3,3	2,4	...	- 2,4	- 5,7	+ 6,9	- 2,8	- 0,1	-- 0,5	+ 2,2 ²
Mars	15,7	15,4	- 0,3	1,7	0,1	- 1,6	- 1,9	- 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,1	- 1,0 ²
Avril	17,9	14,5	- 3,4	1,6	0,1	- 1,5	- 4,9	...	+ 4,5	+ 0,9	-- 0,5	... ²
Mai	15,4	14,3	- 1,1	1,9	...	- 1,9	- 3,0	+ 8,9	- 3,7	- 0,5	-- 0,1	- 1,6 ²
Juin	18,8	16,9	- 1,9	1,9	0,1	- 1,8	- 3,7	- 1,8	+ 3,6	+ 0,3	+ 1,9	- 0,3 ²

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

² Y compris les avances à des collectivités.

³ Augmentation : -; diminution : +.

⁴ A partir de l'année 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome de Dommages de guerre financées par le budget ordinaire.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹ (milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9	
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7	
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6	
1965 6 premiers mois	21,3	+ 2,0	13,9	- 0,3	31,4	- 0,2	66,6	+ 1,5	
1966 6 premiers mois	24,8	+ 0,8	16,2	+ 0,8	38,2	- 0,9	79,2	+ 0,7	
Exercice 1965	1965 Juillet	15,2	+ 0,7	2,4	...	5,1	- 0,2	22,7	+ 0,5
	Août	4,0	+ 0,5	2,3	- 0,2	4,7	- 0,3	11,0	...
	Septembre	4,1	+ 0,5	2,7	+ 0,2	5,7	+ 0,2	12,5	+ 0,9
	Octobre	5,3	+ 0,7	2,4	- 0,1	5,7	+ 0,2	13,4	+ 0,8
	Novembre	4,5	+ 0,6	2,8	+ 0,3	6,0	+ 0,8	13,3	+ 1,7
Exercice 1966	1966 Décembre	4,7	+ 0,9	3,1	+ 0,6	7,1	+ 1,2	14,9	+ 2,7
	1966 Janvier	7,4	+ 1,3	0,5	- 0,1	...	...	7,9	+ 1,2
	Février	1,8	+ 0,6	...	...	...	...	1,8	+ 0,6
Exercice 1966	Mars	1,3	+ 0,7	...	...	...	...	1,3	+ 0,7
	1966 Janvier	3,5	+ 0,1	2,0	+ 0,2	5,8	- 0,3	11,3	...
	Février	2,7	...	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	10,8	- 0,3
	Mars	3,1	+ 0,1	3,0	+ 0,4	7,0	+ 0,2	13,1	+ 0,7
	Avril	4,7	+ 0,1	3,0	...	6,4	- 0,4	14,1	- 0,3
	Mai	4,3	+ 0,1	2,8	...	6,5	+ 0,1	13,6	+ 0,2
	Juin	6,5	+ 0,4	2,9	+ 0,1	6,9	- 0,1	16,3	+ 0,4
	Juillet	16,6	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,1	- 0,1	25,4	+ 0,2
Août	4,6	+ 0,3	2,8	...	6,2	+ 0,5	13,6	+ 0,8	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹ (milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1965 ²		Exercice 1965 : août 1965		Exercice 1966 : août 1966	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	69,6	61,1	4,0	3,5	4,6	4,3
précompte immobilier	1,0	0,9	0,2	0,2	0,1	0,1
précompte mobilier	6,7	5,6	0,6	0,3	0,5	0,5
précompte professionnel	30,3	27,4	2,4	2,2	3,1	2,8
versements anticipés	15,5	13,5	...	0,1	0,1	0,1
impôts des personnes physiques (rôles)	7,2	5,4	0,5	0,4	0,6	0,5
impôts des sociétés (rôles)	2,6	2,4	0,2	0,2	0,1	0,1
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,9	3,8	...	...	...	...
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,4	0,7	...	...	...	...
divers ³	2,0	1,4	0,1	0,1	0,1	0,2
II. Douanes et accises	30,1	29,7	2,3	2,5	2,8	2,8
dont : douanes	8,3	8,7	0,6	0,7	0,7	0,6
accises	20,4	20,7	1,6	1,8	2,0	2,2
taxes spéciales de consommat.	1,1	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	65,7	64,0	4,7	5,0	6,2	5,7
dont : enregistrement	6,4	6,5	0,4	0,4	0,4	0,4
successions	2,8	2,8	0,2	0,2	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées	55,8	54,1	4,0	4,2	5,4	5,0
Total ...	165,4	154,8	11,0	11,0	13,6	12,8
Différence par rapport aux éval. budgét.	+10,6		...		+ 0,8	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1965, commencé le 1er janvier 1965 a été clôturé le 31 mars 1966.

³ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1964 9 premiers mois	5,4	2,3	4,9	12,6	1,39
1965 3 premiers mois	5,7	2,2	5,1	13,0	0,86
6 premiers mois	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois p	6,8	2,8	6,4	16,0	
1965 Septembre	4,1	2,7	5,7	12,5	0,02
Octobre	5,2	2,4	5,7	13,3	0,37
Novembre	4,5	2,8	6,0	13,3	0,03
Décembre	4,7	3,1	7,1	14,9	0,26
1966 Janvier	10,9	2,5	5,8	19,2	2,70
Février	4,5	2,5	5,6	12,6	0,09
Mars	4,4	3,0	7,0	14,4	0,16
Avril	4,7	3,0	6,4	14,1	0,54
Mai	4,3	2,8	6,5	13,6	0,15
Juin	6,5	2,9	6,9	16,3	0,60
Juillet	16,6	2,7	6,1	25,4	11,68
Août	4,6	2,8	6,2	13,6	0,06
Septembre p	4,6	3,2	7,0	14,8	

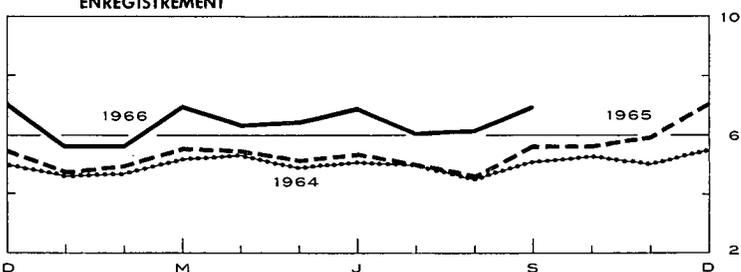
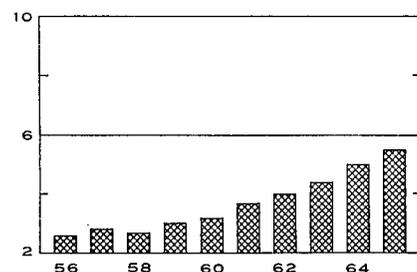
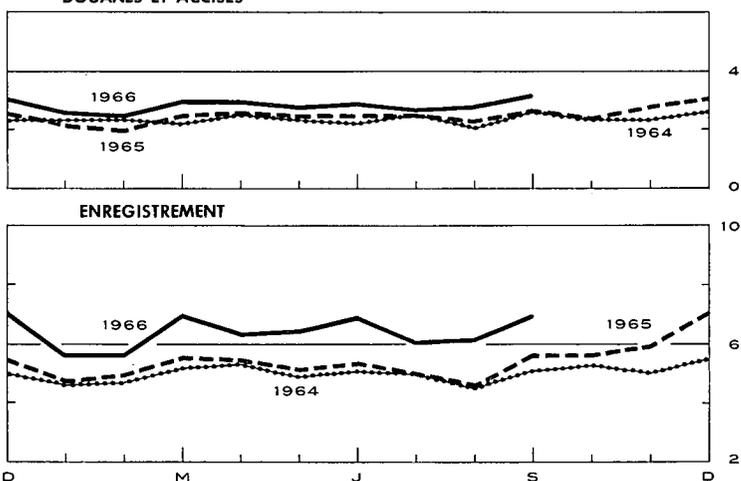
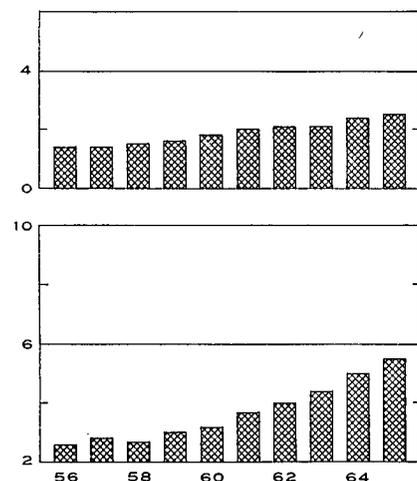
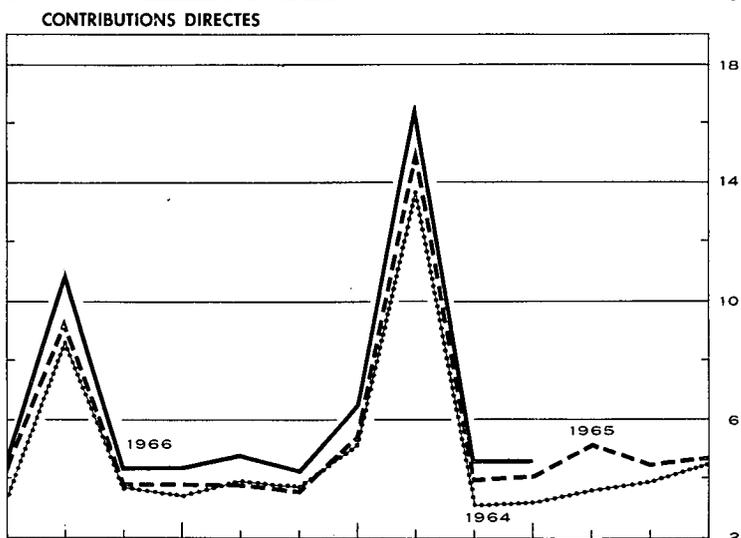
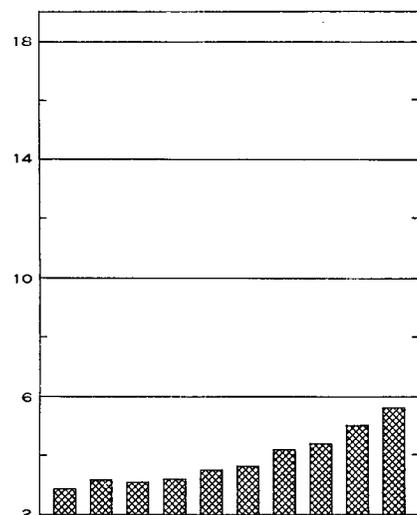
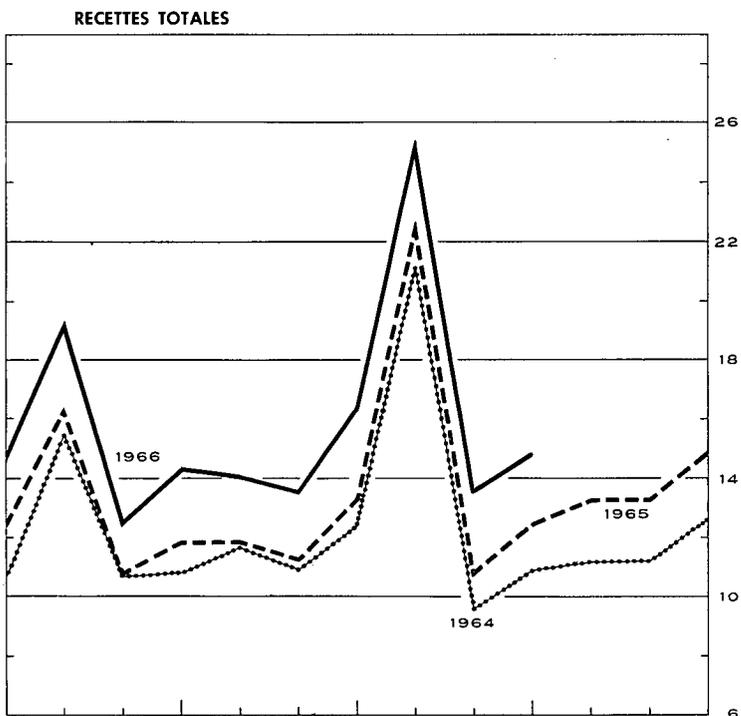
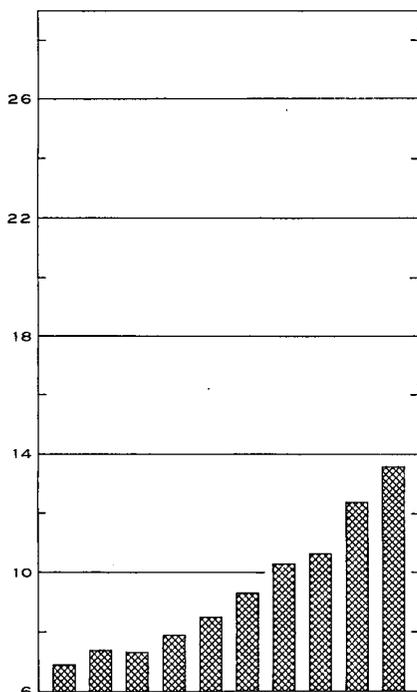
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL^e année, vol. II, no 6, décembre 1965 et XL^e année, vol I, no 1, janvier 1966 : « Les budgets de 1965 et 1966 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962 ¹
(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements				
		Entreprises et particuliers	Paratâtiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
															(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
----- données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	...	35,5	—	3,0	—	2,8	8,4	49,8	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	35,6	—	0,1	—	0,1	...	35,8
			Obligations ...	9,4	0,2	—	0,9	13,8	24,3
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	11,9	0,1	—	—	—	—	—	85,7	29,0	82,3	...	209,0
			Divers ...	3,8	1,1	1,6	0,1	12,9	—	—	2,2	3,0	0,6	...	25,3
			(Actions et parts) ...	(175,5)	(0,1)	(—)	—	(0,1)	—	(0,6)	(—)	(0,9)	(2,3)	(—)	(...)	(179,5)
		Total ...	25,1	1,3	1,6	0,1	12,9	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	8,4	344,2		
		Paratâtiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	0,5	0,5	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,3	—	—	—	—	1,6	—	0,2	...	0,2	...	2,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	0,3	...	0,2	—	0,1	...	0,6	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		15,0	0,2	4,3	2,0	0,6	3,3	4,8	0,4	0,1	...	30,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	0,3	0,7	1,2	...	0,6	4,5	...	— 0,1	...	7,2	
	Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	0,1	...	0,9	...	—	...	0,2	7,8	9,0	
		Divers ...	4,9	...	4,8	0,2	2,0	...	—	0,1	1,1	...	13,0		
		(Actions et parts) ...	(0,8)	—	(14,2)	(4,6)	(...)	...	(...)	(—)	(0,1)	(...)	(0,1)	(0,9)	(20,7)		
	Total ...	20,2	0,5	4,8	0,4	...	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	1,1	63,3			
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,0	...	—	1,3	34,6	...	0,1	...	0,3	6,1	45,5		
Certificats à court terme	0,7	—	1,2	...	18,9	...	22,3	2,2	6,2	0,1	11,0	0,1	62,6		
Obligations accessibles à tout placeur ...		107,6	2,3	—	1,5	1,1	11,3	36,5	5,3	33,3	34,4	8,3	1,6	...	243,2		
Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	0,1	13,0	58,5	...	2,3	2,3	2,7	2,1	...	81,0		
	Divers ...	...	0,7	—	...	0,7	8,9	...	...	0,1	0,2	0,1	...	10,7
	Total ...	110,6	3,7	—	4,0	1,9	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	9,9	443,0			
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—		
Engagements en comptes courants ou d'avances	4,5	4,5		
Obligations accessibles à tout placeur ...		15,4	0,6	...	0,2	...	0,5	0,4	0,7	1,3	6,5	1,0	0,1	...	26,6		
Obligations non accessibles à tout placeur	7,7	3,0	10,6		
Autres emprunts à moyen et long terme	4,5	0,5	...	44,4	49,5		
	Divers ...	1,8	0,4	2,5	...	...	...	...	—	0,1	0,3	3,4	...	8,6
	Total ...	17,2	5,5	2,5	0,2	...	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	3,5	99,8			
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	14,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14,6		
Obligations accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,1	...	...	0,3
Obligations non accessibles à tout placeur ...		...	...	...	...	0,1	0,1	1,1	...	1,3	6,1	...	1,0	9,8
Divers ...		3,0	...	2,7	...	1,7	...	...	...	...	0,5	...	1,9	9,8
	Total ...	17,6	...	2,7	...	1,8	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	2,9	34,5			
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	0,1	...	...	...	...	...	0,1
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	6,6	—	0,7	—	1,4	0,3	9,0			
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	4,3	—	0,3	—	—	—	4,6			
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	97,0	—	—	—	—	—	97,0			
	Obligations ...	9,6	...	0,2	...	...	—	1,3	0,9	0,3	3,7	0,2	— 0,3	15,8	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	13,5	—	—	—	6,7	—	—	—	—	—	20,2			
	Divers ...	—	1,4	7,9	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	9,7			
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,4)	—	—	(—)	(0,9)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	—			
	Total ...	9,6	1,4	21,6	...	...	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	...	156,4	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	
Organismes monétaires (7)	Monnaie	231,8	2,7	3,5	11,1	1,2	—	—	...	1,9	1,5	0,8	...	254,5
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	1,2	0,1	0,2	—	—	...	1,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	35,4	—	—	—	—	—	...	35,4
	Dépôts en devises des résidents	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	7,4
	Dépôts sur livrets des résidents	19,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	19,9
	Dépôts à terme des résidents	28,5	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	...	28,6
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	10,7	—	—	—	—	...	10,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	11,1
	Divers	0,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	9,7	10,0
	(Actions et parts)	(7,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	—	(0,1)	—	—	(8,0)
Total ...	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	9,7	379,2	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	6,4	—	—	—	—	...	6,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	...	0,6
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	...	2,8
Total ...	—	—	2,8	—	—	—	7,0	—	—	—	—	—	9,8	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	3,5	—	—	—	0,6	—	—	—	0,2	0,6	—	...	4,9
	Dépôts sur livrets	126,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	126,7
	Dépôts à terme	0,6	0,8	—	—	3,0	—	—	—	0,1	—	1,0	...	5,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	10,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	10,7
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,5
	Divers	4,6	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	—	—	2,1	6,9
	(Actions et parts)	(1,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,2)
Total ...	146,6	0,8	—	—	3,6	—	0,1	—	0,1	0,3	0,6	3,1	155,2	
Organ. d'assur.-vie et sociét. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	15,7
	Réserves mathématiques	136,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	136,9
	Divers	0,2	—	—	—	0,1	—	—	—	0,1	—	—	1,1	1,5
Total ...	152,8	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,1	—	1,1	154,1	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	1,2	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	...	1,5
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	0,4	0,1	—	0,2	—	0,1	0,2	1,0
	Dépôts sur livrets	4,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	4,9
	Dépôts à terme	1,2	0,3	—	2,5	—	—	—	—	—	—	—	...	4,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	0,6	—	0,2	...	1,2
	Obligations accessibles à tout placeur	68,8	0,2	—	0,1	1,1	1,4	8,9	0,3	7,2	17,8	0,2	...	106,0
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,7	0,7	0,7	—	3,0	15,6	—	1,7	22,4
	Divers	3,4	—	10,4	0,1	—	2,3	0,2	—	0,3	—	—	4,1	20,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,9)
Total ...	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	6,0	161,8	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)	— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	—	...	20,3
(13) = (1) + (12)	874,1	19,0	51,2	17,7	24,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	45,7	2.021,6	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers														
	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	45,6	—	2,7	—	1,6	6,9	56,9	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	...	42,4	—	0,1	—	0,1	...	42,6	
		Obligations	10,8	...	...	...	...	...	—	1,0	15,7	...	...	27,5
		Autres emprunts à moyen et long terme	12,1	0,1	—	—	...	...	—	95,3	31,1	92,4	...	231,0
		Divers	4,4	1,2	1,6	0,1	13,5	...	—	3,2	3,2	0,6	...	27,8	
		(Actions et parts)	(181,2)	(0,3)	(...)	—	(0,2)	(0,7)	(—)	(1,1)	(2,9)	(—)	(...)	(186,4)	
		Total ...	27,3	1,5	1,6	0,1	13,5	...	87,9	—	102,3	50,0	94,7	6,9	385,8
	Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	0,6	...	...	...	0,6
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	...	...	1,8	—	...	0,4	...	2,3
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	...	...	0,5	0,2	—	...	0,1	...	0,8
			Obligations accessibles à tout placeur	15,9	0,3	...	...	4,0	2,1	1,0	3,6	5,2	0,4	32,5
			Obligations non accessibles à tout placeur	...	0,2	...	0,1	0,5	1,2	...	0,6	4,3	0,1	7,0	
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	—	0,1	0,5	—	—	—	0,2	9,0	9,8	
			Divers	5,3	...	5,1	0,2	1,8	...	—	...	0,1	0,7	13,2	
			(Actions et parts)	(0,8)	—	(14,5)	(5,1)	(...)	(...)	(—)	(0,1)	(0,1)	(0,9)	(21,7)	
		Total ...	21,3	0,5	5,1	0,4	...	7,3	5,3	1,0	4,8	9,7	10,0	0,8	66,2
	Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	2,3	...	—	1,1	...	38,8	...	...	0,1	4,8	47,1
			Certificats à court terme	...	0,7	—	0,1	...	36,8	2,7	5,4	...	— 0,3	73,4	
			Obligations accessibles à tout placeur	107,1	2,4	—	1,7	1,2	10,3	37,7	5,1	35,2	39,1	8,8	249,8
		Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	—	...	...	16,5	57,9	...	2,4	2,0	1,7	82,7
		Divers	...	0,8	—	...	0,9	7,7	...	...	0,4	0,4	...	10,2
	Total ...	109,4	3,9	—	3,0	2,1	54,4	171,2	7,8	43,0	41,4	19,0	8,0	463,2	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	—	...	...	4,3	—	...	...	...	4,3	
		Obligations accessibles à tout placeur	14,8	0,7	...	0,2	...	0,5	1,0	1,6	6,8	1,0	27,0		
		Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	8,2	2,9	...	11,1	
		Autres emprunts à moyen et long terme	...	4,8	...	...	...	...	—	0,6	...	49,4	54,8	
		Divers	1,9	0,4	2,7	...	...	...	—	...	...	0,6	8,7	
	Total ...	16,7	5,9	2,7	0,2	...	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	3,0	105,9	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	16,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,0	
		Obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	0,3	
		Obligations non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,5	...	1,1	...	7,3	...	11,7	
		Divers	5,2	...	2,6	...	1,7	...	...	...	0,1	...	12,0	
	Total ...	21,2	...	2,6	...	2,2	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	3,8	40,0	
Secteurs nationaux non financiers	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...
		Acceptations et effets commerciaux	—	...	—	...	...	10,1	—	0,7	...	1,7	14,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	...	...	...	...	4,5	—	0,2	...	...	4,7	
		Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	...	...	...	...	112,0	—	...	...	...	112,0	
		Obligations	9,3	...	0,2	...	...	0,7	0,9	0,3	6,2	0,2	— 0,2	17,6
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	13,1	—	—	7,1	—	—	—	—	20,2		
		Divers	...	0,9	8,0	...	...	...	—	...	...	0,3	...	9,2
		(Actions et parts)	...	(0,2)	(0,4)	...	...	(—)	(1,1)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)
	Total ...	9,3	0,9	21,3	...	...	—	134,4	0,9	1,3	6,2	2,1	1,5	177,9

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Organismes monétaires (7)												
		Fonds des Rentes (8)												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)												
(15) = (1) à (12)														
	Monnaie	255,6	2,8	3,8	12,4	1,0	—	—	—	2,0	1,1	0,3	...	279,0
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	1,5	...	0,2	...	0,1	0,1	2,1
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	55,0	—	—	—	—	—	—	55,0
	Dépôts en devises des résidents	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1
	Dépôts sur livrets des résidents	29,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,2
	Dépôts à terme des résidents	25,7	—	—	...	—	—	—	—	—	0,1	—	—	25,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	11,9	...	—	—	0,3	...	12,2
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	—	...	—	—	—	—	...	—	—	—	...	11,4
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	—	—	—	10,2	10,5
	(Actions et parts)	(7,7)	—	(0,2)	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	(8,6)
	Total ...	331,2	2,8	4,0	12,4	1,0	55,2	13,4	...	2,3	1,1	0,6	10,3	434,3
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,2	—	0,2	...	0,1	...	0,9
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	6,6	—	—	—	—	—	6,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	...	2,8
	Total ...	—	...	2,8	...	...	0,4	7,4	—	0,2	...	0,1	...	10,9
	Dépôts à vue	3,8	...	...	...	0,8	—	—	—	...	0,6	0,3	...	5,5
	Dépôts sur livrets	138,4	...	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	138,4
	Dépôts à terme	0,9	1,0	...	...	3,6	—	—	—	...	0,4	...	0,1	6,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,1	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	...	11,1
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	0,6
	Divers	4,6	...	0,1	...	...	—	0,1	...	0,1	...	...	3,1	8,0
	(Actions et parts)	(1,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,3)
	Total ...	159,4	1,0	0,1	...	4,4	...	0,1	...	0,1	1,0	0,3	3,2	169,6
	Réserves de sécurité sociale	18,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4
	Réserves mathématiques	145,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	145,7
	Divers	0,3	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	1,4	1,8
	Total ...	164,4	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	1,4	165,9
	Dépôts à vue	1,4	...	...	0,2	...	...	...	—	...	...	...	...	1,6
	Argent à très court terme	—	...	—	0,3	...	0,3	...	...	...	...	...	0,2	0,8
	Dépôts sur livrets	6,4	...	—	...	...	—	—	—	...	...	...	...	6,4
	Dépôts à terme	2,7	0,3	...	3,1	...	...	0,3	—	...	...	...	...	6,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	0,1	—	0,7	...	0,2	...	1,0
	Obligations accessibles à tout placeur	73,2	0,2	...	0,1	0,9	0,1	10,2	0,5	8,7	19,1	0,2	...	113,2
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	1,3	0,5	...	4,1	16,0	...	1,2	23,8
	Divers	3,0	...	10,4	0,1	...	1,7	0,8	—	0,3	...	...	6,0	22,3
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(1,9)
	Total ...	86,7	0,6	10,4	3,7	1,6	3,4	11,8	0,5	13,8	35,1	0,4	7,5	175,5
	—	4,2	2,1	...	...	1,4	4,2	10,6	0,6	1,8	1,5	1,6	—	19,6
	Total des créances	942,7	19,2	50,6	19,8	26,3	125,6	448,0	11,8	181,4	163,2	179,8	46,4	2.214,8

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1963 ¹

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	+10,8	—	— 0,3	...	— 0,5	— 1,5	+ 8,5	
			Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 7,0	—	+ 7,0
			Obligations ...	+ 1,4	—	+ 0,1	+ 1,7	+ 3,2
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 0,2	—	+ 9,6	+ 1,8	+10,1	...	+ 21,8
			Divers ...	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,1	— 0,1	+ 0,6	+10,2	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 12,8
	(Actions et parts) ...	(+ 3,9)	(+0,2)	(...)	(...)	(+0,1)	(+0,7)	(+0,1)	(—)	(+ 0,2)	(+ 0,6)	(...)	(...)	(+ 5,8)		
	Total ...	+ 2,2	+ 0,1	+ 0,1	— 0,1	+ 0,6	+10,2	+17,8	—	+10,4	+ 3,8	+ 9,7	— 1,5	+ 53,3		
	Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	— 0,1	...	—	+ 0,2	...	— 0,2	...	+ 0,2	...	+ 0,1
			Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,2	+ 0,2
			Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 0,9	+ 0,1	— 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,7
			Obligations non accessibles à tout placeur	— 0,1	— 0,3	...	+ 0,2	— 0,2
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	...	...	— 0,3	...	...	...	...	+ 1,2	...	+ 0,9
	Divers ...	+ 0,4	...	+ 0,4	+ 0,1	...	— 0,2	...	...	...	...	...	— 0,4	+ 0,2
	(Actions et parts) ...	(+ 0,1)	...	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(...)	...	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,0)		
	Total ...	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	...	— 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	— 0,1	+ 1,4	— 0,3	+ 2,9		
	Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	— 0,7	...	—	— 0,2	+ 4,1	...	— 0,1	...	— 0,3	— 1,2	+ 1,6
			Certificats à court terme	+ 0,1	—	— 1,0	...	+ 1,3	+14,8	+ 0,5	— 0,8	— 0,1	— 3,4	— 0,4	+ 10,9
			Obligations accessibles à tout placeur ...	— 0,6	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 0,1	— 0,1	+ 0,9	— 0,2	+ 1,9	+ 3,8	+ 0,4	— 0,4	+ 6,2
			Obligations non accessibles à tout placeur	—	+ 3,5	— 0,6	...	+ 0,1	— 0,4	— 1,0	+ 0,1	+ 1,7
Divers	+ 0,1	—	...	+ 0,1	— 1,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,3	...	— 0,5	
Total ...	— 1,3	+ 0,3	—	— 1,0	+ 0,2	+ 3,0	+19,8	+ 0,3	+ 1,0	+ 3,5	— 4,0	— 1,9	+ 19,9			
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	
		Engagements en comptes courants ou d'avances	— 0,2	— 0,2	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	— 0,7	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,3	...	— 0,1	+ 0,4	
		Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,5	+ 0,5	
		Autres emprunts à moyen et long terme	+ 0,2	+ 5,1	...	+ 5,3	
Divers ...	+ 0,1	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	— 0,1	...	— 0,2	
Total ...	— 0,6	+ 0,3	+ 0,2	...	...	...	— 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 5,1	— 0,5	+ 5,8	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,3		
		Obligations accessibles à tout placeur	
		Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,1	...	+ 0,4	+ 2,0	
		Divers ...	+ 2,2	...	— 0,2	...	—	— 0,4	...	+ 0,6	+ 2,3	
		Total ...	+ 3,6	...	— 0,2	...	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,7	...	+ 1,0	+ 5,6	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,2	—	...	...	— 0,1	+ 3,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	...	— 0,1	—	...	...	...	— 0,1
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations ...	...	...	— 0,1	...	...	...	...	+14,3	—	...	...	...	+ 14,3
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,9	...	+ 0,1	+ 1,0
	Divers ...	—	—	...	—	—	...	...	+ 0,3	—	—	...	— 0,3	...
(Actions et parts) ...	(+ 4,4)	— 0,5	+ 0,1	...	...	...	...	—	—	—	— 0,1	...	+ 3,2	
Total ...	(+ 4,3)	(...)	(...)	...	...	...	(—)	(+0,1)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 4,5)
Total ...	+ 4,4	— 0,5	...	...	...	...	—	+16,9	...	...	+ 0,9	— 0,2	+ 1,1	+ 22,6

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+24,6	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	+ 0,2	—	...	+ 0,1	- 0,5	- 0,5	...	+ 25,3
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 0,2	+0,3	...	...	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 0,6
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+15,7	—	—	—	—	—	...	+ 15,7
	Dépôts en devises des résidents	+ 1,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 9,4
	Dépôts à terme des résidents	- 2,8	—	—	...	—	—	—	—	—	...	...	...	- 2,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	+1,5	...	—	—	+ 0,3	...	+ 1,8
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,4
	Divers	(+ 0,5)	...	(...)	...	...	...	(+0,1)	...	...	...	(...)	...	+ 3,7
	(Actions et parts)													(+ 0,6)
Total ...	+33,3	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	+15,9	+1,7	...	+ 0,1	- 0,5	- 0,1	+ 3,8	+ 55,8	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 0,4	+0,2	—	+ 0,2	...	+ 0,1	...	+ 0,9
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	+0,1	—	—	—	—	—	+ 0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	...
Total ...	—	...	—	...	...	+ 0,4	+0,3	—	+ 0,2	...	+ 0,1	...	+ 1,0	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,3	...	...	...	+ 0,2	—	...	—	...	+ 0,4	- 0,3	...	+ 0,7
	Dépôts sur livrets	+11,7	...	—	...	—	...	...	—	...	...	...	...	+ 11,7
	Dépôts à terme	+ 0,2	+ 0,2	...	...	+ 0,6	—	...	...	...	+ 0,3	...	- 0,9	+ 0,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,4	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	+ 0,1
	Divers .....	...	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0	+ 1,1
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)
Total ...	+12,7	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,8	...	...	...	...	+ 0,7	- 0,3	+ 0,2	+ 14,4	
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8
	Réserves mathématiques	+ 8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,7
	Divers	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,3	+ 0,3
Total ...	+11,6	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,3	+ 11,8	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,2	...	...	- 0,1	...	—	...	—	...	...	...	...	+ 0,1
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 0,2	...	- 0,1	-0,1	...	- 0,2	...	- 0,1	...	- 0,3
	Dépôts sur livrets	+ 1,5	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,5
	Dépôts à terme	+ 1,5	+ 0,1	...	+ 0,6	...	...	+0,2	—	...	...	...	...	+ 2,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	-0,3	—	+ 0,1	...	...	...	- 0,2
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,4	...	...	...	- 0,1	+ 0,1	+1,3	+ 0,2	+ 1,5	- 0,1	- 0,1	...	+ 7,2
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	+ 0,6	-0,2	...	+ 1,1	+ 0,4	...	- 0,5	+ 1,4
	Divers	- 0,4	...	...	...	...	...	+0,1	—	...	...	...	+ 1,9	+ 1,6
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	
Total ...	+ 7,2	...	...	+ 0,7	- 0,1	+ 0,5	+1,0	+ 0,2	+ 2,5	+ 0,3	- 0,1	+ 1,5	+ 13,7	
Secteurs indétachés et ajustements (12)		- 0,1	- 0,5	- 1,1	+ 1,0	+ 0,2	- 0,2	-1,5	...	...	...	+ 1,6	—	- 0,6
	(13) = (1) & (12)	+74,2	+ 0,2	- 0,2	+ 2,1	+ 1,7	+29,2	+56,2	+ 1,1	+15,4	+ 9,4	+13,2	+ 3,7	+206,2

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1962

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	25,1	1,8	1,6	0,1	12,9	41,0	0,2	71,1	—	91,9	45,8	85,8	294,6	8,4	344,2
2. Paraétatiques d'exploitation	20,2	0,5	4,8	0,4	...	25,9	8,1	5,0	0,6	4,6	9,5	8,5	28,2	1,1	63,3
3. Etat (Trésor)	110,6	3,7	—	4,0	1,9	120,2	52,1	151,9	7,5	42,0	37,0	22,4	260,8	9,9	443,0
4. Secteur public non compris ailleurs	17,2	5,5	2,5	0,2	...	25,4	0,5	4,9	0,7	9,5	9,6	45,7	70,4	3,5	99,8
5. Sécurité sociale	17,6	...	2,7	...	1,8	22,1	0,4	1,1	...	1,3	6,7	...	9,1	2,9	34,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	190,7	11,0	11,6	4,7	16,6	234,6	61,3	234,0	8,8	149,3	108,6	162,4	663,1	25,8	984,8
7. Etranger	9,6	1,4	21,6	...	...	32,6	—	116,0	0,9	1,3	3,7	1,9	123,8	...	156,4
8. Organismes monétaires	298,9	2,7	3,7	11,1	1,2	317,6	35,4	11,9	0,1	2,1	1,6	0,8	16,5	9,7	379,2
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,0	—	...	...	...	7,0	...	9,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	146,6	0,8	...	...	3,6	151,0	.....	0,1	...	0,1	0,3	0,6	1,1	3,1	155,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	152,8	...	...	...	0,1	152,9	...	...	...	...	0,1	...	0,1	1,1	154,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	79,5	0,5	10,4	3,0	1,8	95,2	4,8	10,3	0,3	11,3	33,4	0,5	55,8	6,0	161,8
13. Total des intermédiaires financiers	677,8	4,0	16,9	14,1	6,7	719,5	40,2	29,3	0,4	13,5	35,4	1,9	80,5	19,9	860,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,0	2,6	1,1	— 1,1	1,3	— 0,1	4,0	13,3	0,6	1,9	0,7	— 0,1	16,4	—	20,3
15. Total des créances	874,1	19,0	51,2	17,7	24,6	986,6	105,5	392,6	10,7	166,0	148,4	166,1	883,8	45,7	2.021,6
16. Solde des créances et des dettes .	+ 529,9	— 44,3	— 391,8	— 82,1	— 9,9	+ 1,8	— 50,9	+ 13,4	+ 0,9	+ 10,8	— 5,7	+ 4,3	+ 23,7	+ 25,4	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	27,3	1,5	1,6	0,1	13,5	44,0	...	87,9	—	102,3	50,0	94,7	334,9	6,9	385,8
2. Paraétatiques d'exploitation	21,3	0,5	5,1	0,4	...	27,3	7,3	5,3	1,0	4,8	9,7	10,0	30,8	0,8	66,2
3. Etat (Trésor)	109,4	3,9	—	3,0	2,1	118,4	54,4	171,2	7,8	43,0	41,4	19,0	282,4	8,0	463,2
4. Secteur public non compris ailleurs	16,7	5,9	2,7	0,2	...	25,5	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	76,9	3,0	105,9
5. Sécurité sociale	21,2	...	2,6	...	2,2	26,0	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	10,0	3,8	40,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	195,9	11,8	12,0	3,7	17,8	241,2	62,4	270,3	9,8	161,9	118,3	174,7	735,0	22,5	1.061,1
7. Etranger	9,3	0,9	21,3	...	...	31,5	—	134,4	0,9	1,3	6,2	2,1	144,9	1,5	177,9
8. Organismes monétaires	331,2	2,8	4,0	12,4	1,0	351,4	55,2	13,4	...	2,3	1,1	0,6	17,4	10,3	434,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	0,1	7,7	...	10,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	159,4	1,0	0,1	...	4,4	164,9	.....	0,1	...	0,1	1,0	0,3	1,5	3,2	169,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	164,4	...	...	...	0,1	164,5	...	...	...	...	...	...	...	1,4	165,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	86,7	0,6	10,4	3,7	1,6	103,0	3,4	11,8	0,5	13,8	35,1	0,4	61,6	7,5	175,5
13. Total des intermédiaires financiers	741,7	4,4	17,3	16,1	7,1	786,6	59,0	32,7	0,5	16,4	37,2	1,4	88,2	22,4	956,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,1	...	...	1,4	— 0,7	4,2	10,6	0,6	1,8	1,5	1,6	16,1	—	19,6
15. Total des créances	942,7	19,2	50,6	19,8	26,3	1.058,6	125,6	448,0	11,8	181,4	163,2	179,8	984,2	46,4	2.214,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 556,9	— 47,0	— 412,6	— 86,1	— 13,7	— 2,5	— 52,3	+ 13,7	+ 0,9	+ 11,8	— 2,7	+ 4,3	+ 28,0	+ 26,8	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents de travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,6	+ 2,9	+ 10,2	+ 17,8	—	+ 10,4	+ 3,8	+ 9,7	+ 41,7	- 1,5	+ 53,3
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,1	...	+ 1,8	- 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	- 0,1	+ 1,4	+ 2,0	- 0,3	+ 2,9
3. Etat (Trésor)	- 1,3	+ 0,3	—	- 1,0	+ 0,2	- 1,8	+ 3,0	+ 19,8	+ 0,3	+ 1,0	+ 3,5	- 4,0	+ 20,6	- 1,9	+ 19,9
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,6	+ 0,3	+ 0,2	...	...	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 5,1	+ 6,4	- 0,5	+ 5,8
5. Sécurité sociale	+ 3,6	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 3,7	...	...	...	+ 0,2	+ 0,7	...	+ 0,9	+ 1,0	+ 5,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 5,1	+ 0,8	+ 0,5	- 1,0	+ 1,1	+ 6,5	+ 12,6	+ 37,8	+ 0,9	+ 12,6	+ 8,1	+ 12,2	+ 71,6	- 3,2	+ 87,5
7. Etranger	+ 4,4	- 0,5	...	...	...	+ 3,9	—	+ 16,9	...	...	+ 0,9	- 0,2	+ 17,6	+ 1,1	+ 22,6
8. Organismes monétaires	+ 33,3	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,4	- 0,3	+ 34,9	+ 15,9	+ 1,7	...	+ 0,1	- 0,5	- 0,1	+ 1,2	+ 3,8	+ 55,8
9. Fonds des Rentes .....	—	...	—	...	...	...	+ 0,4	+ 0,3	—	+ 0,2	...	+ 0,1	+ 0,6	...	+ 1,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 12,7	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 0,8	+ 13,8	-----	...	...	...	+ 0,7	- 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 14,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents de travail, fonds de pension	+ 11,6	...	...	...	...	+ 11,6	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	+ 0,3	+ 11,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 7,2	...	...	+ 0,7	- 0,1	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,2	+ 2,5	+ 0,3	- 0,1	+ 3,9	+ 1,5	+ 13,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 64,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 0,4	+ 68,1	+ 16,8	+ 3,0	+ 0,2	+ 2,8	+ 0,4	- 0,4	+ 6,0	+ 5,8	+ 96,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	- 0,1	- 0,5	- 1,1	+ 1,0	+ 0,2	- 0,5	- 0,2	- 1,5	...	...	...	+ 1,6	+ 0,1	—	- 0,6
15. Total des créances	+ 74,2	+ 0,2	- 0,2	+ 2,1	+ 1,7	+ 78,0	+ 29,2	+ 56,2	+ 1,1	+ 15,4	+ 9,4	+ 13,2	+ 95,3	+ 3,7	+ 206,2
16. Solde des créances et des dettes .	+ 20,9	- 2,7	- 20,1	- 3,7	- 3,9	- 9,5	+ 6,6	+ 0,4	+ 0,1	+ 1,0	- 2,4	- 0,5	- 1,4	+ 4,3	—

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Créances et engage- ments sur des inter- médiaires financiers non monétaires	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Total	Financés par des organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires			
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises													(5) = (1) à (4)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,0	- 7,0	5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 ⁴	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 ⁴	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 ⁴	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 ⁴	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 ⁴	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,0	7,7	163,7	72,9	86,7	-11,1	10,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	272,3	51,3	8,2	...	331,8	83,2	167,3	7,5	5,0	179,8	77,7	89,4	-11,2	10,2	- 7,9
Septembre	267,8	53,1	8,4	...	329,3	80,7	166,3	6,9	5,1	178,3	81,0	92,7	-11,3	10,1	- 9,5
Décembre	279,0	55,0	9,1	...	343,1	79,2	171,2	7,4	5,8	184,4	89,9	100,9	-11,4	11,0	-10,0
1964 Mars	274,3	58,3	10,1	...	342,7	78,3	174,1	7,0	4,8	185,9	89,4	105,1	-11,2	10,5	-10,2
Juin	287,1	58,3	8,1	...	353,5	79,4	177,9	8,8	5,2	191,9	93,2	108,5	-11,3	10,5	-10,2
Septembre	285,1	64,1	5,0	...	354,2	81,0	176,0	7,8	5,0	188,8	95,5	109,8	-11,3	11,3	-11,1
Décembre	298,7	65,1	5,1	...	368,9	88,0	180,1	7,8	6,3	194,2	99,3	112,7	-11,4	10,8	-12,0
1965 Mars	294,2	70,6	4,5	...	369,3	87,0	179,6	6,8	7,3	193,7	99,6	113,0	-11,4	12,3	-11,9
Juin	310,6	71,1	5,1	...	386,8	92,4	186,0	7,1	7,7	200,8	103,4	117,6	-11,3	11,6	-10,1
Septembre	307,9	74,8	3,9	...	386,6	90,4	189,9	4,2	7,0	201,1	107,9	120,9	-11,3	11,3	-12,8
Décembre	320,0	77,4	4,4	...	401,8	94,8	194,7	4,7	6,6	206,0	113,6	129,0	-11,4	12,1	-13,3
1966 Mars	315,7	82,4	4,2	...	402,3	p 93,7	p 192,4	7,2	p 8,4	p 208,0	115,1	131,1	-11,5	p 11,0	p -14,0
Juin	331,2	81,1	4,9	...	417,2	p 93,3	p 198,6	8,8	p 9,6	p 217,0	120,3	135,4	-11,5	p 12,2	p -14,1

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁴	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	
2. F.M.I. — Participation	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,6	4,9	7,3	6,1	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ³	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	
b) en francs belges ³	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,6	120,6	123,8	122,6	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	9,9	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,2	...	...	...	2,7	0,1	...	0,5	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	} 4,8
b) effets commerciaux	2,5	2,0	1,7	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,2	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8		
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,3	37,0	37,6	36,3	
TOTAL DE L'ACTIF ...	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

⁴ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	p 3,6	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	
— autres	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	144,1	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	p169,7	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	3,2	3,2	2,1	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,7	0,1	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	p 38,5	
TOTAL DU PASSIF ...	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																				
1. Or	73,6	74,2	74,5	76,6	78,1 ³	78,2 ³	78,6 ³	77,7	77,9	77,9	77,9	77,9	77,9	77,8	77,8	77,8	77,8	76,6	76,4	76,3
2. F.M.I. — Participation	9,0	9,0	9,1	10,0	10,0	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,5	12,5	12,9	13,8	14,0	14,0	15,1	15,2	15,2
— Prêts ¹	1,5	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	1,8	1,5	3,4	6,2	5,5	2,5	2,8	5,8	3,3	6,6	5,4	4,7	4,9	6,8	7,4	7,3	7,9	6,1	6,1
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	26,7	25,9	26,8	23,9	21,9	22,3	22,8	23,2	22,6	22,6	21,9	20,5	19,4	20,0	19,9	19,7	19,7	21,6	21,4	20,0
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	112,5	114,0	115,0	119,0	121,2	123,2	121,1	120,8	123,0	121,0	123,6	121,3	119,5	120,6	123,4	124,0	123,8	126,2	124,1	122,6
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	...	0,1	0,6
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,5	...	0,1	...	...	0,3	0,5
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	9,7	9,9	9,9	9,9	9,9	9,3	9,8	9,9	7,3	10,0	9,0	9,3	10,0	10,0	9,0	9,4	9,3	9,8	10,0	10,0
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,5	...	2,7	0,8	0,3	0,2	0,7	1,3	1,7	2,3	...	} 4,8
b) effets commerciaux	2,8	2,4	2,3	2,2	2,1	2,4	2,1	2,1	2,0	1,9	2,9	2,5	2,9	2,4	2,5	2,8	2,8	4,1	2,4	
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	1,7	2,0	2,5	0,5	0,5	...	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,5	0,8
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	39,2	38,3	39,1	37,5	39,8	37,8	39,2	37,0	36,8	37,1	36,3	35,2	34,4	37,0	35,4	35,3	37,6	36,9	38,4	36,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0

¹ Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	28-2-65	31-3-65	30-4-65	31-5-65	30-6-65	31-7-65	31-8-65	30-9-65	31-10-65	30-11-65	31-12-65	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	2,8	3,1	2,8	3,3	3,3	3,2	3,1	3,3	3,0	3,4	3,5	3,4	3,4	3,6	3,1	3,8	3,8	3,8	3,5	3,6	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	1,4	0,1	0,1	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	154,9	155,1	158,5	160,2	162,5	164,6	162,3	162,7	164,0	162,7	166,8	163,5	163,2	163,4	166,5	167,6	171,0	173,0	170,3	169,7	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,3	0,3	0,8	0,6	...	0,6	1,3	0,7	...	...	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	41,6	41,0	41,6	39,8	42,6	40,5	41,6	39,4	39,2	39,8	38,7	38,4	36,9	38,8	37,7	38,3	36,7	38,9	38,2	38,5	
TOTAL DU PASSIF ...	203,3	204,1	206,2	206,5	211,0	210,1	209,7	207,5	207,5	207,3	211,8	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C6a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets .....	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,4	0,2	0,2	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire:																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	37,5	40,0	41,2	40,7	39,6	43,5	42,1	44,3	42,9	48,4	41,9	44,7	43,9	50,0	45,2	46,2
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,4	6,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	4,5	6,2	7,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	...	0,3	0,4	0,1	0,5	0,2	0,7	0,4	0,1
b) effets commerciaux	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	1,2	1,4	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	1,4	1,2	1,2	1,4	1,5	1,4
c) avances .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	0,2	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,1	3,6	4,2	3,4	2,4	3,0	3,8	3,1	2,8	3,1	2,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3	66,8	64,3	65,2

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C5a — Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

² Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,8	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1,8	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets ²	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,2	0,8	0,3	0,2	0,2	0,2
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6	0,5	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,8	1,3	6,0	3,0	0,7
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire ³	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,5	6,6	6,5	6,7
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,5	33,8	32,6	34,2	33,8	37,4	35,7	37,2	36,8	38,8	37,5	39,4	38,4	43,0
b) détenue par les pouvoirs publics	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,1	...	0,3	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	0,3	...	...	...	...	1,0	0,4	0,7	0,1	1,0	0,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,8	55,3	56,9	56,2	53,6	59,4	56,9	60,4	58,1	64,6	59,1	63,0	60,3	66,8	64,3	65,2

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	p 1,9	p 1,8
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3
b) en francs belges ²	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2
7. Ajustement statistique	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	p59,0	p56,9
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—
— autres	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1
b) sur les organismes publics	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,3	2,3	1,0	1,1	6,4	2,3	0,9	1,3	6,0	3,0	0,7
c) sur les banques de dépôts	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire:																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	22,1	22,3	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	p30,0	p34,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	19,7	20,7	22,6	22,5	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,7	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,7	37,4	p37,5	p38,6
— autres	2,4	2,8	2,9	3,7	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	p26,6	p27,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,7	p 0,8	p 0,8
— autres	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	p 1,0	p 1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,2	2,5	2,9	2,7	3,9	5,5	6,8	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3
b) effets commerciaux	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,7	38,3	40,1	39,7	41,5	40,5	43,2	42,1	45,6	45,5	47,3
c) avances	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,8	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	1,8	p 1,8	p 1,8
— autres	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	1,9	1,9	p 1,9	p 2,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	p11,1	p11,4
— autres	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	p 1,0	p 1,0
D. Autres	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	29,7	32,5	31,3	31,4	31,6	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	p48,4	p51,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3
b) en francs belges ^{2 3}	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3
4. Ajustement statistique	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2	0,1	...	0,4	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,3	90,1	95,1	94,6	98,2
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8
— dépôts en devises	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	1,0	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,0	48,0	45,6	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5
TOTAL DU PASSIF ...	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inscrit dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁶	77,7	77,9	77,8	77,8	
2. F.M.I. — Participation	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5 ^p	2,0 ^p	2,0 ^p	1,9
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	11,9	11,6	11,9	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ³	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	
b) en francs belges ³	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	
7. Ajustement statistique	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	173,9	180,0 ^p	180,7 ^p	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	
— autres	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	
b) sur les organismes publics	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,6	3,4	2,4	1,1	1,2	7,0	2,5	1,7	1,7	6,2	3,4	0,9	
c) sur les banques de dépôts	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3	7,4	5,0	5,3	4,8	5,2	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	57,1	67,9	73,2	72,9	72,1	75,5	77,7	80,4	80,2	82,8	80,9	84,3	87,4	87,8 ^p	85,2 ^p	90,0	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	27,1	28,1	30,1	30,0	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,5	37,7	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2 ^p	46,6 ^p	47,7	(7)
— autres	36,4	36,8	36,9	37,7	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8 ^p	60,6 ^p	61,0	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,6	5,0	4,5	6,2	7,3	(9)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1 ^p	1,2 ^p	1,2	(9)
— autres	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0 ^p	1,0 ^p	1,0	(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,8	4,7	3,0	3,6	4,8	6,0	6,9	6,4	9,7	8,9	8,1	9,1	(11)
b) effets commerciaux	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	31,4	35,4	36,1	36,5	37,3	42,7	42,8	44,6	43,8	45,4	44,3	46,5	45,4	49,9	49,4	51,5	(11)
c) avances	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4	39,8	42,5	43,6	44,9	46,9	47,9	48,4	50,5	52,8	54,9	57,6	59,7	(11)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	1,8 ^p	1,8 ^p	1,8	(15)
— autres	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4 ^p	2,6 ^p	2,8	(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	—	—	(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	...	...	0,8	0,1	0,2	2,0	0,2	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	(14)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4 ^p	11,1 ^p	11,4	(14)
— autres	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0 ^p	1,1 ^p	1,1	(14)
D. Autres	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,7	62,9	71,1	69,2	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,5	84,5	81,0	82,4 ^p	88,5 ^p	91,3	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	609,3	616,6	627,9	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

1 Bons spéciaux du trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

5 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries, (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 2, septembre 1963, pp. 174 à 176.

6 Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères ²	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	
b) en francs belges ^{1 2}	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	
4. Ajustement statistique	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ³	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,3	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,6	0,3	...	0,1	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3	...	0,1	0,1	0,3	0,2	0,6	0,6	0,8	0,3	0,2	0,2	0,2
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	
— autres	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4	6,5	10,3	9,0	5,6	6,3	12,1	11,2	7,0	7,5	12,5	10,4	5,9	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ⁴	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,2	173,4	169,9	177,7	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,8	109,9	106,5	113,2	111,6	117,6	115,1	124,1	123,7	129,4	128,0	134,9	133,4	141,5	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	(2)
— dépôts en devises	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	(3)
b) détenues par le Trésor	0,1	...	0,1	(4)
4. Emprunts obligataires	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁶	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,5	1,5	0,1	—	—	(8)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,3	0,1	0,4	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	1,0	...	1,4	0,5	0,8	0,3	1,4	0,3	(14)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,5	82,9	80,5	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,6	457,4	481,3	480,6	487,3	508,5	511,5	526,7	530,0	560,8	572,5	586,7	587,0	609,3	616,6	627,9	

XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que les F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

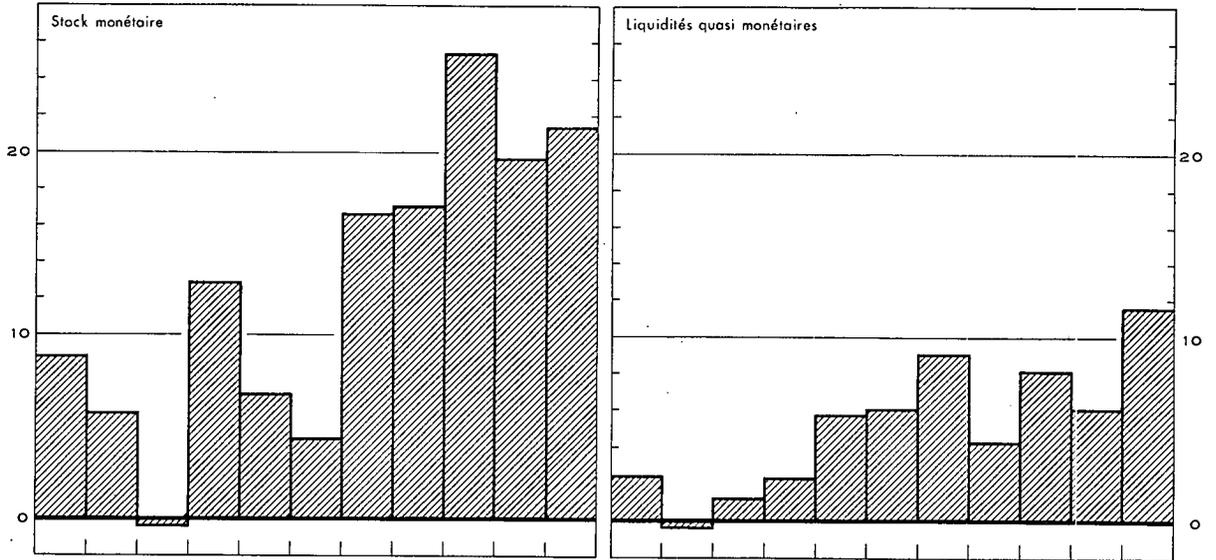
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

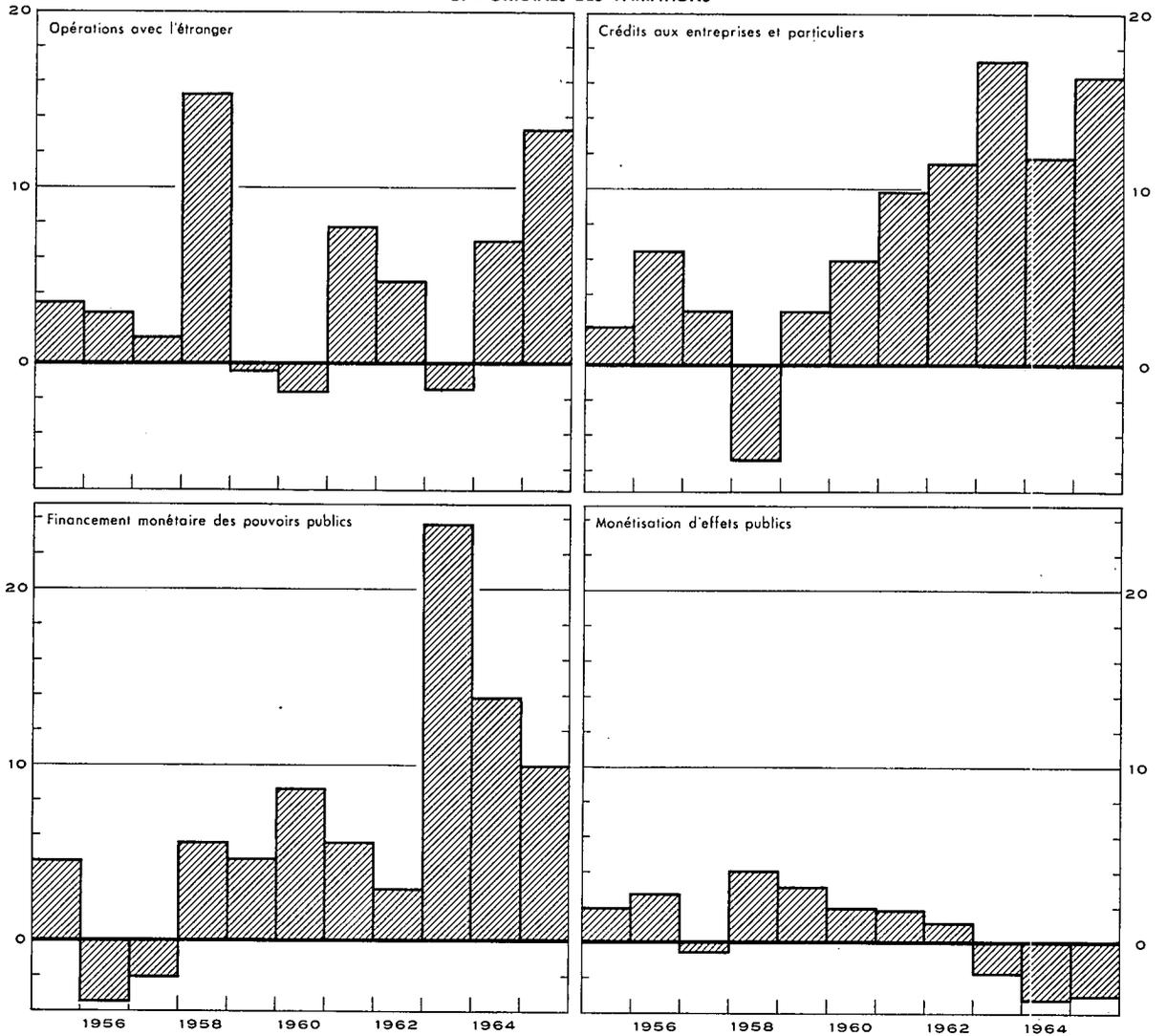
7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



B. - ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : —)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics 2	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ³	+ 3,3 ³	+ 5,4 ³	- 1,4	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 5,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	- 0,6	+ 2,8	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	- 0,3	+ 0,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	+ 1,7 ³	+ 3,6 ³	+ 5,3 ³	+ 5,3	+ 2,4	- 1,0	- 1,9	+ 2,4	- 0,5	+ 0,4	+ 0,1	- 0,3	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ³	+ 1,8 ³	+ 10,6 ³	+ 4,5	+ 5,5	- 0,1	+ 1,1	- 4,4	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4
Total ...	+ 16,7 ³	+ 9,1 ³	+ 25,8 ³	+ 7,8	+ 9,9	- 1,1	- 1,7	+ 3,6	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	- 1,1	+ 2,5	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,2
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	- 0,6	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,1	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	- 0,7	+ 0,6	+ 2,0
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	- 2,4	+ 2,4	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,5	- 3,9
2 ^e trimestre	+ 10,7	+ 1,4	+ 12,1	- 0,1	+ 3,9	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	...	+ 1,0
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 1,9	- 2,6	- 2,0	+ 3,3	+ 0,7	...	- 1,6	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 1,6
4 ^e trimestre	+ 11,1	+ 2,7	+ 13,8	- 2,6	+ 8,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 7,3	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	- 0,1	+ 0,3	- 0,4
Total ...	+ 25,4	+ 8,2	+ 33,6	- 1,4	+ 17,3	- 0,1	+ 0,7	+ 23,7	- 0,2	- 1,6	- 0,1	- 0,4	+ 0,6	- 4,9
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 4,3	- 0,4	- 1,8	+ 4,2	- 1,4	- 4,6	+ 3,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2	- 0,3
2 ^e trimestre	+ 12,8	- 2,0	+ 10,8	+ 0,4	+ 3,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	- 0,4	- 0,1	...	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,9	+ 2,7	+ 0,8	+ 1,9	+ 1,4	+ 0,8	+ 1,0	- 0,8	- 0,1	- 1,0	- 0,5	- 0,1	- 1,0	- 0,8
4 ^e trimestre	+ 13,5	+ 1,1	+ 14,6	+ 6,5	+ 2,8	- 0,6	+ 0,9	+ 4,2	+ 1,3	- 0,7	- 0,2	...	+ 1,3	- 0,9
Total ...	+ 19,7	+ 6,1	+ 25,8	+ 7,0	+ 11,8	- 0,1	- 2,3	+ 12,2	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,1	+ 0,5	- 1,9
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+ 4,8	+ 0,4	+ 4,7	+ 0,4	- 2,3	- 0,1	- 3,4	+ 1,0	+ 0,5	...	...	- 0,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 16,3	+ 1,2	+ 17,5	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 4,7	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,1	+ 0,8	+ 1,8
3 ^e trimestre	- 2,7	+ 2,5	- 0,2	+ 0,9	+ 3,2	- 2,2	+ 1,2	+ 2,6	- 1,2	- 0,9	- 1,4	...	- 0,1	- 2,3
4 ^e trimestre	+ 12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 8,2	+ 1,4	- 2,5	+ 3,4	+ 1,6	- 0,3	- 0,2	- 0,1	+ 0,9	- 0,8
Total ...	+ 21,4	+ 11,6	+ 33,0	+ 13,2	+ 16,4	- 1,2	- 2,1	+ 7,3	+ 2,6	- 1,1	- 2,0	...	+ 1,1	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,3	+ 4,8	+ 0,5	p - 0,4	+ 2,1	+ 0,3	- 0,6	p - 0,2	p + 1,8	p - 0,4	- 0,2	- 0,1	p - 1,1	p - 0,7
2 ^e trimestre	+ 15,4	- 0,6	+ 14,8	p - 0,2	+ 4,3	+ 0,6	+ 0,9	p + 7,1	p + 1,1	p - 0,5	+ 0,5	...	p + 1,1	p - 0,1

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.
 — 2 Y compris les fonds de pension. — 3 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (8) du présent tableau.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	77,3	109,9	122,7	272,3	54,9
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	79,8	113,2	125,3	279,0	55,1
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	81,5	117,6	130,0	287,1	54,7
Décembre	6,8	160,3	163,8	10,8	0,6	35,9	87,6	124,1	134,9	298,7	54,8
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	36,9	92,2	129,5	141,7	310,6	54,4
1965 Août	6,9	165,4	168,8	8,7	0,4	35,8	89,5	125,7	134,4	303,2	55,7
Septembre	6,9	166,0	169,1	10,8	0,4	35,7	91,9	128,0	138,8	307,9	54,9
Octobre	7,0	167,0	170,5	10,0	0,3	37,2	90,6	128,1	138,1	308,6	55,2
Novembre	7,0	166,1	169,2	9,6	0,4	37,5	93,7	131,6	141,2	310,4	54,5
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,5	96,9	134,8	146,6	320,0	54,2
1966 Janvier	7,1	167,0	170,1	9,3	0,3	39,9	91,7	131,9	141,2	311,3	54,6
Février	7,1	166,6	169,7	9,7	0,3	37,3	91,5	129,1	138,8	308,5	55,0
Mars	7,1	166,9	169,9	12,4	0,4	36,9	96,1	133,4	145,8	315,7	53,8
Avril	7,1	169,6	173,1	12,6	0,3	40,2	94,8	135,3	147,9	321,0	53,9
Mai	7,1	171,4	174,2	11,8	0,3	40,6	98,3	139,2	151,0	325,2	53,6
Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,3	41,0	100,2	141,5	153,5	331,2	53,7
Juillet	7,1	176,9	179,8	12,0	0,3	41,2	97,4	138,9	150,9	330,7	54,4
Août	7,2	173,8	177,1	11,2	0,3	38,9	98,2	137,4	148,6	325,7	54,4

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1955, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre les 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres ²					(6) - (7) - (8) - (9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 0,8	- 3,9	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 3,5	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+ 17,1	- 0,8	+ 16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+ 15,3	- 0,4	+ 15,9
1959 Année	72,3 ⁶⁷	- 1,6	70,7 ⁶⁷	+ 2,0	- 6,1 ⁶⁷	- 4,1 ⁶⁷	- 3,1	- 0,8 ⁷	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁸	74,8 ⁸	+ 8,3	- 4,2 ⁸	+ 4,1 ⁸	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	- 14,9 ⁸	77,8 ⁸	+ 12,2	- 10,4 ⁸	+ 1,8 ⁸	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	- 10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	- 11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4
2 ^e trim. (est.)	98,6	- 14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5
<i>Nouvelle série</i> ⁹												
2 ^e trimestre	98,6	- 15,4	83,2									
3 ^e trimestre	99,6	- 18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2
4 ^e trimestre	102,2	- 23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8
				+ 11,2	- 10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre	101,8	- 23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 2,0	- 1,4	- 1,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre	103,2	- 23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	- 1,0	+ 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre	105,2	- 24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,4	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,8
4 ^e trimestre	114,8	- 26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	- 0,2	- 0,6	+ 6,5	+ 0,9	+ 7,9
				+ 12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,8	+ 1,1	- 0,1	+ 7,0	+ 1,8	+ 10,6
1965 1 ^{er} trimestre	113,3	- 26,3	87,0	- 1,5	+ 0,4	- 1,1	- 3,6	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre	120,4	- 28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre	120,0	- 29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre	122,8	- 28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,7	+ 4,5	- 0,6	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,4	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+ 13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre	119,7	p-26,0	p93,7	- 3,1	p+ 2,0	p- 1,1	p- 1,2	p+ 0,2	+ 0,3	p- 0,4	p+ 0,8	p- 0,3
2 ^e trimestre	123,0	p-29,7	p93,3	+ 3,3	p- 3,7	p- 0,4	p- 1,2	p+ 0,4	+ 0,6	p- 0,2	p+ 0,2	p- 0,2

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme la montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1959, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2 et 3, rubrique 7.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,3 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de 1963 de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	1	1	2
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.376
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	230	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	233	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (depuis 1959)

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre
ACTIF							
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	118	62	7
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230
— Prêts	—	—	—	—	—	1.500	3.375
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	6
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	1.655	625	34
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025
Monnaies divisionnaires et d'appoint	645	617	490	326	247	397	455
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362
PASSIF							
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269
Comptes courants :							
{ compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)							
a) A.M.E.	344	249	200	185	126	161	262
b) autres accords	224	263	365	413	333	383	217
<i>Total des engagements à vue ...</i>	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	—	—	1.253	—
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804
Divers	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187
Capital	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817
Compte d'ordre :							
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1965 5 juillet	1966 4 juillet	1965 9 août	1966 8 août	1965 6 septembre	1966 5 septembre	1965 4 octobre	1966 10 octobre
ACTIF								
Encaisse en or	77.212	77.761	77.637	76.464	77.752	76.431	77.706	76.240
Monnaies étrangères	22.790	20.619	24.137	24.329	23.530	24.068	23.379	23.584
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	13.489	9.459	12.649	8.915	10.600	9.384	8.981	10.030
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	34	—	27	—	23	—	19	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. :								
— Participations	10.242	14.041	12.235	15.139	12.230	15.189	12.230	15.189
— Prêts ¹	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375	3.375
d) autres accords .....	...	56	...	11	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	23.274	20.102	24.352	23.397	24.266	23.188	23.124	23.161
Effets de commerce	9.478	12.689	5.294	9.883	5.995	9.200	6.039	8.853
Avances sur nantissement	528	3.232	44	655	42	2.906	367	253
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948)	8.400	9.950	9.575	9.975	7.125	8.175	9.350	9.925
Monnaies divisionnaires et d'appoint	477	402	484	385	489	406	513	422
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	1	2	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.952	3.197	2.947	3.197	2.952	3.197	2.953	3.197
Immeubles, matériel et mobilier	1.711	1.788	1.711	1.788	1.711	1.788	1.711	1.788
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.690	1.894	1.696	1.907	1.693	1.904	1.693	1.911
Divers	2.798	2.259	1.646	2.027	1.838	2.240	2.211	2.338
Compte d'ordre :	213.952	216.325	213.311	216.948	209.123	216.952	209.153	215.768
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	612	298	496	229	364	671	716	513
PASSIF								
Billets en circulation	168.332	176.953	166.213	175.267	166.317	174.685	167.355	172.513
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	3	19	19	15	24	19	23	11
{ taxe exceptionnelle { de conjonct. (Loi { du 12-3-1957) ...	10	13	15	13	15	13	13	13
{ compte spécial liqui- { dation U.E.P. ...	...	—	...	—	...	—	...	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	327	456	388	319	349	329	357	320
Comptes courants divers	753	839	3.068	647	778	737	1.395	724
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	113	448	110	105	159	91	223	139
b) autres accords	311	213	377	216	403	285	343	375
<i>Total des engagements à vue ...</i>	169.849	178.941	170.190	176.582	168.045	176.159	169.709	174.095
Banques belges, réserve monétaire	1.403	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	35.872	29.594	36.102	32.346	33.956	32.600	32.203	33.231
Caisse de Pensions du Personnel	1.690	1.894	1.696	1.907	1.693	1.904	1.693	1.911
Divers	2.185	2.699	2.370	2.916	2.476	3.092	2.595	3.334
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.553	2.797	2.553	2.797	2.553	2.797	2.553	2.797
Compte d'ordre :	213.952	216.325	213.311	216.948	209.123	216.952	209.153	215.768
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15)	612	298	496	229	364	671	716	513

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1968).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)				(milliards de francs)	
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,7	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1965 1 ^{er} trimestre	961	52,8	38,6	67,7	159,6	69,8	159,6	456,7	93
2 ^e trimestre	964	52,7	38,7	71,0	156,6	70,4	156,6	454,6	93
3 ^e trimestre	974	54,9	38,6	73,1	165,4	73,8	165,4	477,7	93
4 ^e trimestre	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1966 1 ^{er} trimestre	984	57,3	40,4	75,1	174,5	76,7	174,5	500,8	93
2 ^e trimestre	985	57,8	40,9	81,4	181,8	80,6	181,8	525,5	93
3 ^e trimestre	990	59,5	40,9	83,5	185,8	84,6	185,8	539,5	93
1965 Août	969	52,4	38,4	65,6	153,8	67,9	153,8	441,1	93
Septembre	974	51,9	37,9	67,5	151,5	65,6	151,5	436,1	93
Octobre	978	53,9	38,6	72,6	164,2	70,8	164,2	471,8	92
Novembre	980	55,9	39,5	72,1	162,9	71,6	162,9	469,5	93
Décembre	981	58,1	40,4	88,2	192,6	82,0	192,6	555,4	93
1966 Janvier	982	60,4	41,3	77,9	182,1	81,9	182,1	524,0	93
Février	983	56,2	40,2	70,3	168,2	74,4	168,2	481,0	94
Mars	984	55,4	39,6	77,2	173,1	73,9	173,1	497,3	93
Avril	985	55,9	40,1	80,1	183,5	78,6	183,5	525,7	93
Mai	985	58,2	40,8	79,2	174,1	79,9	174,1	507,3	93
Juin	986	59,4	41,8	84,8	187,7	83,2	187,7	543,4	93
Juillet	988	63,7	40,7	95,3	207,8	97,1	207,8	607,9	93
Août	990	56,6	40,1	79,1	181,6	81,6	181,6	523,9	93
Septembre	993	58,1	41,8	76,0	167,9	75,0	167,9	486,7	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 31 juillet	1966 31 juillet	1965 31 août	1966 31 août
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	1.252	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	6.523	7.851	9.683	10.493	4.337	5.338	4.194	4.783
Prêts au jour le jour	1.272	2.095	1.650	3.253	2.087	3.934	2.091	3.449
Banquiers	13.192	16.665	22.926	29.786	25.320	30.330	25.103	32.905
Maison-mère, succursales et filiales	4.717	6.286	6.379	3.203	3.537	6.776	3.954	5.249
Autres valeurs à recevoir à court terme	8.248	8.787	9.559	10.746	15.250	15.107	13.519	17.374
Portefeuille-effets	46.685	72.460	84.885	91.587	90.653	96.124	93.576	101.667
a) Effets publics ²	16.569	29.415	32.375	34.175	36.666	37.007	39.382	40.579
b) Effets commerciaux ³	30.116	43.045	52.510	57.412	53.987	59.117	54.194	61.088
Reports et avances sur titres	1.317	1.230	1.149	1.348	1.149	1.265	1.165	1.212
Débiteurs par acceptations	17.927	18.784	21.292	26.938	23.547	26.186	22.427	24.752
Débiteurs divers	38.608	45.661	50.802	60.186	56.296	69.014	56.996	70.163
Portefeuille-titres	75.148	72.105	74.789	86.447	80.541	89.847	81.302	91.807
a) Valeurs de la réserve légale	468	541	605	705	697	796	697	796
b) Fonds publics belges ²	71.460	67.875	69.307	80.181	75.156	82.841	75.926	84.812
c) Fonds publics étrangers	317	556	601	1.354	669	1.745	653	1.737
d) Actions de banques	1.282	1.545	1.868	1.912	2.007	2.066	2.026	2.066
e) Autres titres	1.621	1.588	2.408	2.295	2.012	2.399	2.000	2.396
Divers	2.339	2.576	3.040	3.184	3.118	3.239	3.073	3.206
Capital non versé	9	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	215.985	254.500	287.406	327.171	305.835	347.160	307.400	356.567
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	17	18	43	68	22	45	31	51
Immeubles	1.301	1.434	2.134	2.714	2.283	2.952	2.295	2.964
Participations dans les filiales immobilières	265	255	73	260	77	256	77	261
Créances sur les filiales immobilières	312	336	60	89	79	78	81	78
Matériel et mobilier	200	289	341	375	367	430	376	428
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	2.095	2.332	2.651	3.506	2.828	3.761	2.860	3.782
Total de l'actif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	308.663	350.921	310.260	360.349

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'alors, étaient repris parmi les fonds publics belges.

3 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1962 31 décembre	8.486	1964 31 décembre	10.973	1965 31 juillet	12.013	1966 31 juillet	10.062
1963 31 décembre	8.678	1965 31 décembre	14.404	1965 31 août	12.428	1966 31 août	15.004

XIII - 8. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

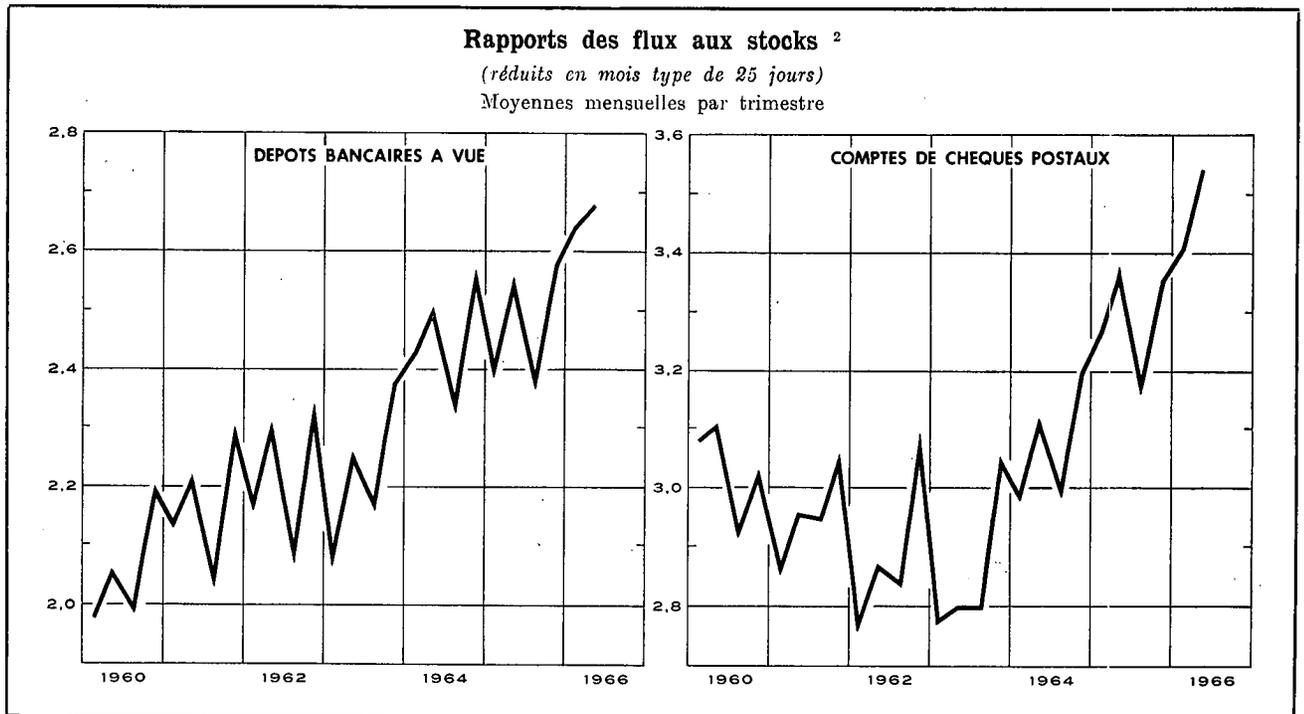
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 31 juillet	1966 31 juillet	1965 31 août	1966 31 août
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1.747	804	698	589	424	457	355	789
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	—	—	431	240	305	215	253
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	—	—	158	184	152	140	536
Emprunts au jour le jour	871	1.406	2.420	3.433	2.853	4.622	2.311	4.331
a) Garantis par des sûretés réelles	815	1.232	1.214	815	1.988	1.673	1.061	1.234
b) Non garantis par des sûretés réelles	56	174	1.206	2.618	865	2.949	1.250	3.097
Banquiers	26.553	38.661	51.301	57.426	52.835	63.015	55.348	66.285
Maison-mère, succursales et filiales	4.300	7.884	7.065	6.062	5.286	6.785	5.245	7.605
Acceptations	17.928	18.784	21.292	26.937	23.547	26.186	22.427	24.751
Autres valeurs à payer à court terme	3.875	4.901	5.287	6.578	8.819	7.893	8.151	12.036
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.095	1.216	1.254	1.413	1.353	1.496	1.381	1.456
Dépôts et comptes courants	130.936	150.290	164.568	189.447	175.691	197.892	177.415	200.843
a) A vue	71.259	81.543	86.118	92.774	85.455	92.237	85.972	92.063
b) A un mois au plus	5.532	5.159	9.034	11.847	10.842	13.874	11.624	13.929
c) A plus d'un mois	29.392	30.007	29.915	38.437	35.890	42.176	35.558	44.293
d) A plus d'un an	2.201	1.138	731	1.106	945	1.159	997	1.401
e) A plus de deux ans	2.671	3.049	3.020	3.031	2.922	2.924	2.924	2.923
f) Carnets de dépôts	17.937	27.355	33.743	40.179	37.645	43.604	38.317	44.269
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.994	2.039	2.007	2.023	1.992	1.918	2.023	1.965
Obligations et bons de caisse	11.060	11.433	11.380	11.371	11.227	11.531	11.265	11.691
Montants à libérer sur titres et participations	689	672	991	977	989	956	983	955
Divers	6.104	6.809	7.752	8.030	7.922	9.981	7.662	9.122
<i>Total de l'exigible ...</i>	205.208	242.860	274.008	312.263	290.946	330.814	292.543	339.864
C. Non exigible :								
Capital	7.636	8.221	9.814	11.245	11.033	12.060	11.033	12.337
Fonds indisponible par prime d'émission	785	838	1.245	1.949	1.329	2.207	1.329	2.307
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	467	541	607	705	697	796	697	796
Réserve disponible	3.828	4.179	4.197	4.306	4.450	4.814	4.450	4.815
Provisions	156	193	186	209	208	230	208	230
<i>Total du non exigible ...</i>	12.872	13.972	16.049	18.414	17.717	20.107	17.717	20.485
Total du passif ...	218.080	256.832	290.057	330.677	308.663	350.921	310.260	360.349

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments du passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1964 4 ^e trimestre	164,2	125,6	289,8	2,60	2,57	3,20
1965 1 ^{er} trimestre	157,3	133,9	291,2	2,44	2,41	3,27
2 ^e trimestre	173,4	138,2	311,6	2,52	2,56	3,38
3 ^e trimestre	161,6	130,4	292,0	2,46	2,39	3,18
4 ^e trimestre	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1966 1 ^{er} trimestre	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
2 ^e trimestre	193,6	153,8	347,4	2,68	2,68	3,54
1965 Août	158,3	126,9	285,2	2,36	2,36	3,14
Septembre	160,0	123,0	283,0	2,46	2,36	3,06
Octobre	164,7	134,5	299,2	2,49	2,40	3,26
Novembre	181,5	138,5	320,0	2,54	2,65	3,33
Décembre	190,4	148,8	339,2	2,79	2,69	3,49
1966 Janvier	179,2	147,4	326,6	2,58	2,58	3,39
Février	180,0	148,5	328,5	2,52	2,62	3,57
Mars	187,0	136,1	323,1	2,92	2,71	3,26
Avril	182,7	153,6	336,3	2,60	2,60	3,56
Mai	200,8	155,7	356,5	2,68	2,79	3,59
Juin	197,5	152,0	349,5	2,77	2,66	3,46
Juillet	193,1	156,4	349,5	2,66	2,66	3,59
Août	182,8	148,5	331,3	2,62	2,52	3,45

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Référence bibliographique : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n^o 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistique » — chapitre IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires ». Voir aussi N.B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII. — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ¹	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse ²
valeur nominale										
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1964 Janvier	8.625	2.211	...	...	...	6.328	1.059	—	193	...
Février	8.535	2.534	...	...	...	5.938	...	—	1.997	...
Mars	8.252	2.705	500	...	...	5.932	1.300	—	1.047	...
Avril	8.066	2.508	...	...	...	6.578	...	—	818	...
Mai	7.831	2.308	1.850	...	...	6.353	...	—	2.387	...
Juin	7.581	2.546	2.000	...	...	6.325	...	—	2.554	...
Juillet	7.416	2.879	...	...	...	5.159	...	—	1.901	...
Août	7.344	3.954	2.125	...	...	6.697	...	—	3.478	...
Septembre	7.342	3.727	500	...	...	6.289	455	—	1.539	...
Octobre	7.470	3.925	525	...	...	6.610	743	—	1.287	...
Novembre	7.159	2.810	1.750	...	...	7.855	239	—	350	...
Décembre	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965 Janvier	6.667	2.262	800	...	1.108	7.513	...	—	...	...
Février	6.985	1.891	...	1.325	458	7.405	...	—	...	...
Mars	6.844	2.909	250	272	...	7.044	...	—	...	...
Avril	7.010	1.945	1.925	834	1.180	9.594	...	—	...	...
Mai	7.055	2.133	2.200	620	100	8.874	...	—	...	...
Juin	6.923	1.594	2.250	...	467	7.997	...	—	...	...
Juillet	6.418	1.524	...	592	1.800	7.097	...	—	...	...
Août	6.285	1.312	250	1.316	1.000	6.925	...	—	...	...
Septembre	6.516	1.181	700	705	1.250	7.035	...	—	...	...
Octobre	6.406	1.219	...	...	2.239	6.646	...	—	...	...
Novembre	6.376	1.255	1.100	11	1.150	6.626	...	—	...	...
Décembre	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...

¹ Y compris les opérations à réméré.

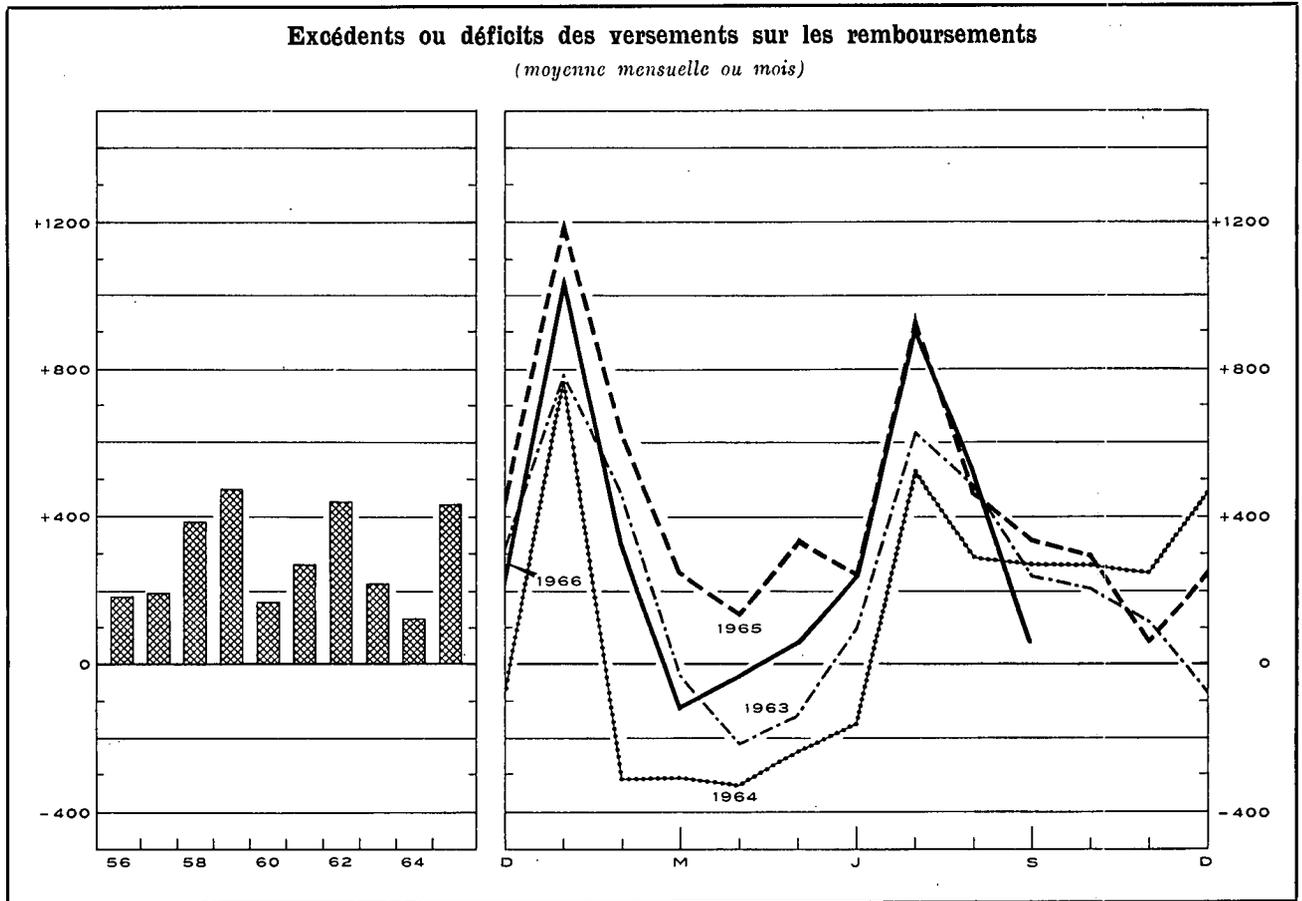
² Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887 ¹				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633 ¹				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654 ¹				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980 ¹				
1964	28.229	26.757	1.472	102.895 ¹				
1965	32.452	27.211	5.241	112.194 ¹				
	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	3.195	3.270	1.983	2.225	1.212	1.045	103.607	113.239
Février	2.562	2.724	1.935	2.398	627	326	104.234	113.565
Mars	2.558	p 2.833	2.303	p 2.944	255	p -111	104.489	p113.454
Avril	2.500	p 2.804	2.353	p 2.832	147	p - 28	104.636	p113.426
Mai	2.691	p 2.839	2.348	p 2.779	343	p 60	104.979	p113.486
Juin	2.710	p 3.162	2.452	p 2.909	258	p 253	105.237	p113.740
Juillet	3.212	p 3.534	2.266	p 2.617	946	p 917	106.183	p114.657
Août	2.516	p 2.981	2.042	p 2.449	474	p 532	106.657	p115.189
Septembre	2.575	p 2.961	2.231	p 2.907	344	p 54	107.001	p115.243
Octobre	2.711		2.403		303		107.304	
Novembre	2.220		2.150		70		107.374	
Décembre	3.001		2.739		262		112.194 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	9,1	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7
Avances à l'industrie	3,3	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1
Crédit agricole	—	—	—	—	0,1	...
Crédit d'exportation	0,2	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	1,7	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7
Certificats de Trésorerie	4,3	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1
Prêts au jour le jour	1,1	0,8	0,7	0,9	0,9	...
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	—	— 1,3
Total des placements provisoires ² ...	19,7	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	19,7	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	16,5	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5
Obligations de sociétés belges	1,2	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Prêts hypothécaires	3,3	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9
Crédit agricole	3,5	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	21,3	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6
Total des placements définitifs ² ...	68,2	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5
Intérêts courus et non échus sur placements	1,6	1,8	2,0	2,6	3,1	³
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	—	6,2
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	74,3	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,8	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,1	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	78,5	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5
Dépôts en comptes courants ⁴	3,7	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,3	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisé en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprendent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,7	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,0	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1
Obligations de sociétés belges	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,8	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9
Réserves mathématiques ³	8,2	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8
Total ...	22,0	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1959	1960	1961	1962	1963	1964
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	2,2	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	1,3	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la société Nationale du Logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Total ...	4,5	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	3,2	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1
Fonds de réserve et de participation	1,4	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6
Total ...	4,6	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7

¹ Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 4 ^e trimest.	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	6,2	48,5	4,0	27,2	0,4	31,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	52,7
<i>Nouvelle série 1</i>																
1 ^{er} trimest.	32,0	10,3	9,9	52,2	4,0	31,2	0,4	35,6	10,8	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,1	56,7
2 ^e trimest.	32,6	10,7	10,0	53,3	4,4	32,5	0,4	37,3	11,2	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,4	58,7
3 ^e trimest.	33,5	11,1	10,1	54,7	4,6	33,7	0,4	38,7	11,3	0,5	...	0,5	0,5	8,8	21,6	60,3
4 ^e trimest.	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 ^{er} trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 ^e trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 ^e trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 ^e trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 ^{er} trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7	5,9	42,7	0,5	49,1	13,3	0,8	...	0,5	0,5	9,9	25,0	74,1
2 ^e trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5

1 L'écart que l'on constate pour le 1^{er} trimestre 1964 entre les deux séries résulte de la prise en considération dans la nouvelle série de sociétés récemment agréées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	9,8	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	6,2	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	10,5	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,8	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	—	0,3
Crédits commerciaux	0,8	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1
PASSIF						
Obligations	30,1	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6
Bons de caisse	6,3	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,8	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,1	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7

1 Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs	Total des paiements effectués par le débit de ces comptes	
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total							
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)						(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1964	Septembre	4.609	953	205	84	1.242	22	1.267	1.289	64.920	6.260	1.931	2.584	2.053	
	Octobre	4.562	700	248	101	1.049	25	957	982	65.257	5.916	1.714	3.155	3.404	
	Novembre	4.629	599	124	94	817	20	955	975	65.945	5.540	1.730	3.231	1.858	
	Décembre	4.471	782	182	159	1.123	23	1.221	1.244	66.677	4.992	1.716	3.655	2.928	
1965	Janvier	4.350	379	93	31	503	20	727	747	66.411	5.004	1.346	3.942	4.653	
	Février	4.106	499	80	121	700	17	785	802	66.974	5.489	1.633	3.567	2.419	
	Mars	4.004	611	199	162	972	45	894	939	67.737	5.430	1.525	4.083	2.732	
	Avril	4.037	563	127	149	839	22	579	601	67.780	5.426	1.469	4.230	3.277	
	Mai	4.275	569	88	165	822	60	733	793	68.396	5.229	2.011	3.500	2.245	
	Juin	4.304	662	211	195	1.068	29	1.174	1.203	69.252	4.857	1.939	3.819	2.424	
	Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458	
	Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971	
	Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518	
	Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308	
	Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491	
	Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975	
1966	Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451	
	Février	3.783	558	247	197	1.002	30	603	633	73.135	4.720	1.433	4.668	2.572	
	Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216	
	Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236	
	Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594	
	Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600	
	Juillet	4.245	521	287	100	908	11	779	790	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132	
	Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566	
	Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1961	1962	1963	1964	1965	1961	1962	1963	1964	1965
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	2,6	3,1	3,5	3,7	4,2	1,4	1,6	1,7	2,0	2,4
Prêts hypothécaires	10,5	11,4	12,1	14,2	15,4	2,7	3,2	3,6	4,2	4,4
Prêts sur police	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,3	5,7	5,9	6,2	6,6	3,4	3,6	3,7	3,8	3,9
Valeurs étrangères	1,9	1,5	1,9	1,9	2,0	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	4,2	4,6	5,0	5,1	6,0	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1
Titres des autres organismes										
parastataux	1,4	1,6	1,6	1,9	1,9	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9
Titres des provinces et com-										
munes	1,7	1,8	1,9	1,8	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges										
Actions de sociétés belges ...	7,4	8,1	9,0	9,2	10,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
	2,2	2,3	2,9	3,0	3,2	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Total des valeurs mobilières ...	24,2	25,7	28,3	29,2	32,1	7,2	7,7	7,9	8,0	8,2

PASSIF

Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹	38,7	41,7	45,3	49,1	54,1	11,6	12,6	13,6	14,7	15,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1965 1 ^{er} trimestre .	3,55
2 ^e trimestre .	4,00
3 ^e trimestre .	3,98
4 ^e trimestre .	4,02
1966 1 ^{er} trimestre .	4,22
2 ^e trimestre .	4,57
3 ^e trimestre .	4,69

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1964*. — *Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE GLOBALE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
I. Particuliers :										
1. Epargne-dépôts :										
Caisses d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,4	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9
Banques	2,2	-0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,8
Institutions parastatales	0,5	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9
Mutualités .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Doubles comptages et dépôts autres que particuliers	-0,2	-1,0	0,3	-1,3	...	-0,8	-1,8	-1,3	-2,0	1,5
Total ...	7,8	5,2	6,8	13,4	16,0	10,8	19,4	19,8	20,9	21,4
2. Epargne-réserves :										
Fonds de pensions	1,0	1,2	1,3	1,4	1,2	1,9	1,6	1,0	0,9	0,8
Organismes d'assurance sur la vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	6,6	4,9	4,6	5,4	5,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile des transporteurs par route	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	1,0
Total ...	5,2	5,4	5,5	6,0	7,3	9,3	7,4	6,7	7,8	7,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :										
Prêts hypothécaires nouveaux consentis par les particuliers	2,6	1,8	1,6	2,0	1,8	0,7	1,8	3,3	1,8	2,6
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	14,6
Constructions d'habitations (investissements directs nets par les particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,6	2,7	3,6	4,4	4,7	4,3	2,8
Total ...	10,4	9,4	10,7	10,7	13,0	13,5	16,2	20,1	18,5	20,0
4. Souscriptions des particuliers aux émissions nettes de valeurs mobilières	10,7	6,0	15,4	16,9	13,7	17,0	11,3	18,1	9,9	18,0
Epargne nette totale (1 à 4)	34,1	26,0	38,4	47,0	50,0	50,6	54,3	64,7	57,1	67,2
Amortissements sur habitations	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	9,1	9,2	9,9
Epargne brute totale des particuliers	40,3	32,5	45,5	54,6	57,6	58,4	62,4	73,8	66,3	77,1
II. Entreprises :										
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,9	9,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	41,9
Epargne brute des entreprises	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,6	50,9
Total général : Epargne nette ...	47,6	39,4	46,6	50,8	59,6	60,7	65,3	73,9	73,0	76,2
Epargne brute ...	78,9	72,8	82,4	88,1	98,3	102,8	109,1	121,7	123,9	128,0

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC
1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	...	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	...	4,3	r 7,0 ⁶	3,5 ⁶	r 3,5	r 7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	...	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	r 13,2	7,3	r 5,9	r 23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
6. Congo et Rwanda-Burundi	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1964	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1965	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Rwanda-Burundi	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	r 13,2	7,3	r 5,9	r 23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
7. Rectifications à apporter pour :	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁷	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁸	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1963	- 0,3	—	- 0,3	—	- 0,3	—	—	—	—
	1964	- 0,7	—	- 0,7	—	- 0,7	—	—	—	—
	1965	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

⁷ Dans le courant de l'année 1961 la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁸ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1964	Mai	25	Etat belge 1964-1975	6,25 — 6,50 ⁴	100,00	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 3 m.	7.085	6,41
	Septembre	2	S.N.C.B. 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	99,50	à 5 ou 10 ans	1.500	6,58
	Octobre	12	Etat belge 1964-1969-1974	6,25 — 6,50 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	11.000	6,44
	Novembre	3	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						38.085		
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 ⁵	99,50	à 5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 ⁶	99,50	à 6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	à 6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,00	à 6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 ⁷	99,75	à 6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Interc.-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 ⁸	99,00	à 8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 ⁸	99,00	à 8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 ⁹	99,75	à 6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 ¹⁰	99,75	à 6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	à 20 ans	1.500	6,40
						46.215		
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976 1 ^e s.	6,25 — 6,50 ³	99,25	à 5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹¹	99,00	à 7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 ¹¹	99,00	à 7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 ¹²	99,25	à 8 ou 15 ans	2.000	6,66
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2 ^e s.	6,25 — 6,50 ³	99,00	à 5 ou 10 ans	9.200	6,59
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 ¹³	99,00	à 6 ou 12 ans	2.500	6,79
	Septembre	12	Etat belge 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 ¹⁴	100,00	à 6 ou 12 ans	12.110	6,85
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1966-1976	7,00	99,00	10 ans	2.000	7,17
	Novembre	7	Intercom.-Autor. E3 1966-1978	7,00	99,00	12 ans	3.500	7,14

¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI-1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement aux sinistrés par la C.A.D.G., ainsi que celles émises par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

² Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêts nominaux de l'emprunt.

³ Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

⁴ Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 5 ans 9 mois.

⁵ Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

⁶ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

⁷ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

⁸ Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

⁹ Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

¹⁰ Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

¹¹ Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

¹² Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

¹³ Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

¹⁴ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1963	Mai	10	Etat belge	4,875	100,0	U.S. \$ 20	4,97 ^{2,4}
	Septembre	20	Etat belge	5,00	100,0	U.S. \$ 11	5,24 ⁴
1964	Août	31	Etat belge ³	5,25	100,0	U.S. \$ 16,5	5,60 ⁴
1965	Janvier	29	Sabena	5,5-1,25	100,0	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	6,00	100,0	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,75	100,0	U.S. \$ 7,7	5,50
				5,375-5,50	100,0		

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

² Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

³ Emprunt de conversion.

⁴ Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dettes reprises du Congo ³	Dettes totales (y compris la dette reprise du Congo) ²
	intérieures					extérieures			Total de la dette directe ²				
	Consolidées y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totales	consolidées ²	à moyen et court terme	totales ²					
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964 Août	274,3	5,8	52,9	38,3	371,3	17,7	30,6	48,3	419,6	33,7	453,3		
Septembre	273,9	5,8	54,3	38,1	372,1	17,5	31,4	48,9	421,0	33,5	454,5		
Octobre	281,1	5,8	49,7	39,6	376,2	17,4	31,4	48,8	425,0	33,4	458,4		
Novembre	279,9	6,3	52,6	38,0	376,8	17,4	31,1	48,5	425,3	33,4	458,7		
Décembre	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965 Janvier	277,8	6,0	55,5	41,1	380,4	17,2	31,0	48,2	428,6	33,2	461,8		
Février	284,5	6,0	57,1	39,1	386,7	17,1	30,9	48,0	434,7	33,2	467,9		
Mars	233,8	6,0	61,1	40,2	391,1	16,8	30,6	47,4	438,5	33,2	471,7		
Avril	280,8	5,9	66,9	41,3	394,9	16,6	30,5	47,1	442,0	33,1	475,1		
Mai	289,5	4,9	66,4	40,1	400,9	16,6	30,2	46,8	447,7	31,0	478,7	6,0	484,7
Juin	288,9	5,1	67,1	41,3	402,4	16,4	29,9	46,3	448,7	31,0	479,7	4,9	484,6
Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	495,3	4,2	499,5
Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	495,6	4,2	499,8
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	492,6	4,1	496,7
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	500,1
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7

¹ E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

² Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

³ Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
Etat ²	204,2	216,2	231,8	238,8	250,8	44,9	42,5	66,6 ⁵	64,4 ⁵	64,2 ⁵	249,1	258,7	298,4 ⁵	303,2 ⁵	315,0 ⁵
Organismes publics de crédit non monétaires	84,5	96,1	106,1	113,2	120,0	18,8	20,2	21,9	23,3	25,3	103,3	116,3	128,0	136,5	145,3
Paraétatiques d'exploitation	26,2	25,4	26,5	28,3	28,3	5,5	6,0	6,5	6,2	6,5	31,7	31,4	33,0	34,5	34,8
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1	5,9	7,1	9,8	11,7	14,1
Secteur public non compris ailleurs	26,2	25,7	26,2	26,6	25,9	9,9	10,1	10,6	11,1	13,1	36,1	35,8	36,8	37,7	39,0
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2
Pour mémoire : Titres congolais	10,8	10,8	10,8	9,8	9,8	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	12,9	12,9	12,9	11,9	11,9

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964	1960	1961	1962	1963	1964
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises et particuliers, Etranger	190,0	201,3	210,5	212,6	228,3	5,2	4,5	6,8	6,7	7,3	195,2	205,8	217,3	219,3	235,6
Paraétatiques d'exploitation	2,5	2,7	3,2	3,5	3,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,2	3,0	3,2	3,6	4,0	3,6
Secteur public non compris ailleurs ³	1,8	1,6	1,7	1,9	1,9	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,9	1,7	1,8	2,0	2,0
Sécurité sociale	2,5	2,3	1,7	1,5	2,6	1,0	1,0	0,8	1,2	1,5	3,5	3,3	2,5	2,7	4,1
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires ⁴	35,1	40,5	49,3	51,7	52,3	37,7	37,6	59,5 ⁵	58,6 ⁵	59,3 ⁵	72,8	78,1	108,8 ⁵	110,3 ⁵	111,6 ⁵
Fonds des Rentes	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9	—	—	—	—	—	5,7	6,0	6,9	7,5	5,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	40,5	41,7	45,1	49,1	47,1	14,8	14,2	14,8	16,6	19,8	55,3	55,9	59,9	65,7	66,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	56,1	59,1	62,4	69,1	73,6	25,7	28,0	30,7	31,7	34,4	81,8	87,1	93,1	100,8	108,0
Organismes publics de crédit non monétaires ...	6,9	8,2	9,8	10,0	9,9	...	...	2,3	1,3	0,6	6,9	8,2	12,1	11,3	10,5
Total ...	341,1	363,4	390,6	406,9	425,0	85,0	85,9	115,4	116,7	123,2	426,1	449,3	506,0	523,6	548,2

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁵ Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963 et 1964.

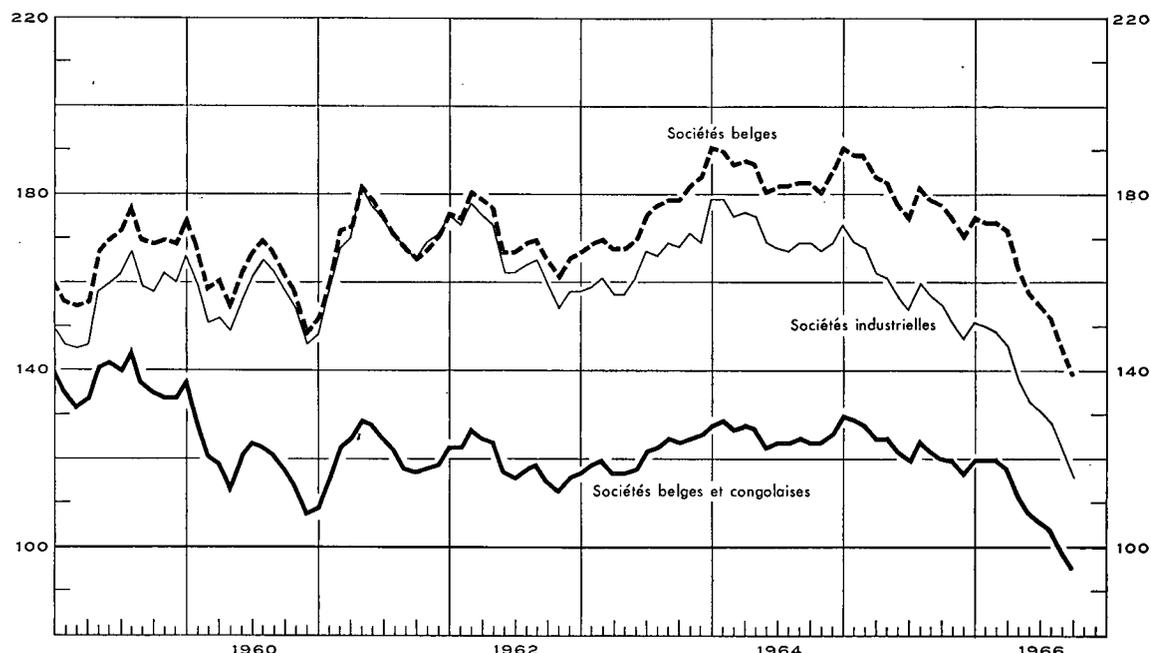
Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES

Indice des cours des actions au comptant

(Base 1953 = 100)



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions					Taux de rendement 3 5			
		Valeurs belges et congolaises	Au comptant		A terme	Valeurs belges				
			Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles	
			Ensemble	Sociétés industrielles						
(Base 1953 = 100) 2 4					(en %)					
1956 Moyenne mensuelle ...	113	164	158	157	139	3,7	3,8			
1957 Moyenne mensuelle ...	106	155	158	156	133	4,4	4,9			
1958 Moyenne mensuelle ...	70	135	145	137	117	4,6	5,3			
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4			
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2			
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4			
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4			
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3			
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0			
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5			

	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966	1965	1966
Janvier	111	98	130	120	191	175	173	151	120	113	3,0	3,6	2,9	3,7
Février	115	90	129	120	189	174	169	150	119	115	3,1	3,6	3,0	3,8
Mars	91	78	128	120	189	174	168	149	120	115	3,1	3,7	3,1	4,0
Avril	82	89	125	118	184	172	162	146	116	112	3,3	3,6	3,3	3,8
Mai	78	88	125	112	183	164	161	138	117	108	3,4	3,9	3,5	4,0
Juin	89	76	122	108	178	158	157	133	113	104	3,6	4,0	3,7	4,1
Juillet	61	57	120	106	175	155	154	131	111	103	3,5	4,1	3,6	4,2
Août	65	53	124	104	182	152	160	128	115	99	3,5	4,4	3,6	4,5
Septembre	72	58	122	99	179	145	157	122	113	94	3,5	4,6	3,7	4,7
Octobre	80		121	95	178	139	155	116	112	90	3,6	4,5	3,8	4,6
Novembre	78		120		175		151		111		3,6		3,9	
Décembre	74		117		171		147		107		3,6		3,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois, pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourse de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.530	0,3	788	63	11.066	505

Sociétés financières et immobilières ⁵

1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735

Industrie des fabrications métalliques

1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109

Métallurgie du fer

1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348

Industrie textile

1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
Industrie chimique									
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
Electricité									
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	...	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
Industrie du charbon									
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}									
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	709	35

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.895	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.660	2.775

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1960 12 mois	13.859	163,4	102,5	21,8	3,3	11,8	1,9
1961 12 mois	13.957	173,2	109,0	24,1	4,0	13,1	2,0
1962 12 mois	14.175	186,2	114,8	26,9	3,9	14,1	2,1
1963 12 mois	14.258	193,8	122,0	25,2	3,2	13,0	2,6
1964 Janvier	116	2,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,2
2 premiers mois	283	2,8	1,9	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.623	19,1	11,9	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.051	54,7	32,2	7,7	1,1	3,5	0,8
5 premiers mois	6.935	121,7	69,4	15,4	2,0	7,2	1,2
6 premiers mois	8.637	144,3	87,4	19,3	2,3	9,1	1,4
7 premiers mois	9.241	149,4	92,5	20,1	2,4	9,4	1,6
8 premiers mois	9.499	150,7	93,5	20,3	2,4	9,5	1,7
9 premiers mois	9.855	152,8	94,8	20,7	2,5	9,6	1,9
10 premiers mois	10.310	159,1	99,2	21,4	2,8	10,0	2,1
11 premiers mois	10.639	171,9	107,7	22,6	3,5	10,6	2,4
12 mois	14.533	206,9	127,5	26,8	4,3	12,5	2,7
1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9
5 premiers mois	7.270	125,2	74,4	16,7	2,6	8,2	1,2
6 premiers mois	9.208	151,3	91,7	20,8	3,0	10,0	1,5
7 premiers mois	9.806	156,8	97,8	21,6	3,1	10,4	1,7
8 premiers mois	10.042	157,9	98,9	21,8	3,1	10,4	1,9
9 premiers mois	10.382	160,6	100,7	22,3	3,3	10,5	2,0
10 premiers mois	10.857	170,5	109,0	23,1	3,7	10,8	2,3
11 premiers mois	11.214	179,0	114,6	24,4	4,0	11,5	2,6
12 mois	14.710	216,0	136,2	29,5	4,7	13,6	2,9

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1960 12 mois	445	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 12 mois	341	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 12 mois	304	39,0	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 12 mois	317	41,5	27,7	2,9	0,7	1,2	...
1964 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,9	0,4	...	0,1	...	...
4 premiers mois	52	2,4	0,9	0,1	0,1	...	...
5 premiers mois	104	12,9	11,6	2,0	0,2	1,0	...
6 premiers mois	213	32,4	23,7	2,5	0,6	1,2	...
7 premiers mois	228	33,6	24,5	2,6	0,6	1,2	...
8 premiers mois	230	33,7	24,6	2,6	0,6	1,2	...
9 premiers mois	235	33,7	24,6	2,6	0,7	1,2	...
10 premiers mois	252	35,6	25,7	2,6	0,7	1,2	...
11 premiers mois	278	38,5	27,0	2,7	0,8	1,3	...
12 mois	317	40,4	28,5	2,9	0,9	1,3	...
1965 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois	21	1,4	0,8	...	...	...	...
4 premiers mois	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...
5 premiers mois	98	13,8	10,9	1,7	...	1,0	...
6 premiers mois	200	32,2	23,2	2,8	0,3	1,2	...
7 premiers mois	222	33,5	24,7	3,0	0,4	1,3	...
8 premiers mois	225	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
9 premiers mois	230	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
10 premiers mois	247	35,5	27,7	3,2	0,4	1,4	...
11 premiers mois	262	37,3	28,5	3,3	0,5	1,4	...
12 mois	300	41,1	30,4	3,4	0,6	1,5	...

C. — Total général ⁴

1960 12 mois	14.304	211,5	124,6	31,7	3,6	19,1	2,1
1961 12 mois	14.298	215,0	128,1	31,4	4,9	17,5	2,5
1962 12 mois	14.479	225,2	134,2	32,8	4,5	17,2	2,2
1963 12 mois	14.575	235,3	149,7	28,1	3,9	14,2	2,6
1964 Janvier	120	2,2	1,1	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	291	3,0	2,0	0,9	0,1	0,2	0,4
3 premiers mois	1.647	20,0	12,3	3,1	0,3	1,3	0,6
4 premiers mois	4.103	57,1	33,1	7,8	1,2	3,5	0,9
5 premiers mois	7.039	134,5	81,0	17,4	2,2	8,2	1,2
6 premiers mois	8.850	176,7	111,1	21,9	2,9	10,3	1,4
7 premiers mois	9.469	182,9	117,0	22,8	3,1	10,6	1,6
8 premiers mois	9.729	184,3	118,0	23,0	3,1	10,7	1,7
9 premiers mois	10.090	186,6	119,4	23,3	3,2	10,8	1,9
10 premiers mois	10.562	194,7	125,0	24,1	3,5	11,2	2,1
11 premiers mois	10.917	210,4	134,7	25,3	4,3	11,8	2,4
12 mois	14.850	247,3	156,0	29,7	5,1	13,8	2,8
1965 Janvier	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
4 premiers mois	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9
5 premiers mois	7.368	139,0	85,4	18,4	2,6	9,2	1,2
6 premiers mois	9.408	183,5	114,9	23,6	3,3	11,2	1,5
7 premiers mois	10.028	190,3	122,5	24,6	3,5	11,6	1,7
8 premiers mois	10.267	191,6	123,8	24,8	3,5	11,7	1,9
9 premiers mois	10.612	194,3	125,6	25,3	3,7	11,8	2,1
10 premiers mois	11.104	206,0	136,6	26,3	4,1	12,2	2,3
11 premiers mois	11.476	216,3	143,0	27,7	4,5	13,0	2,6
12 mois	15.010	257,1	166,7	32,9	5,3	15,1	3,0

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I., et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1956	16.557	3.503	1.701	1.363	338	389	727	4.230	6.562
1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.353	p 3.851	p 2.068	p 1.783	p 1.000	p 2.783	p 14.136	14.219

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	p 1	p 58	p — 57	p ...	p — 57	p — 47	— 48

Total général

1956	25.187	6.649	2.042	1.473	569	394	963	7.612	9.199
1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.363	p 3.852	p 2.126	p 1.726	p 1.000	p 2.726	p 14.089	14.171

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la E.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continuées brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continuées brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1963 6 premiers mois ...	5.805	2.829	2.360	5.189	232	40	...	40
9 premiers mois ...	8.721	3.852	2.917	6.769	232	40	...	40
12 mois	14.956	5.244	4.640	9.884	232	40	...	40
1964 3 premiers mois ...	3.608	1.025	183	1.208	1.335	...	...	...
6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois	21.556	9.766	<i>p</i> 3.851	<i>p</i> 13.617	1.660	9	<i>p</i> 1	<i>p</i> 10
1965 3 premiers mois ...	5.603	2.030	4.350	6.380	8	8	...	8
6 premiers mois ...	12.819	3.481	5.485	8.966	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	6.121	10.956	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	<i>p</i> 8.266	<i>p</i> 15.492	540	8	<i>p</i> 500	<i>p</i> 508
1964 Novembre	2.647	1.009	150	1.159	...	...	...	...
Décembre	2.890	1.231	311	1.542	...	...	...	...
1965 Janvier	744	231	1.261	1.492	8	8	...	8
Février	504	254	53	307	...	...	...	...
Mars	4.355	1.545	3.036	4.581	...	...	...	...
Avril	4.660	635	1.094	1.729	...	...	...	...
Mai	1.512	442	29	471	481	...	500	500
Juin	1.044	374	12	386	6	...	...	...
Juillet	1.171	401	593	994	...	...	...	...
Août	764	277	28	305	...	...	...	...
Septembre	1.102	676	15	691	...	...	...	...
Octobre	667	317	1.513	1.830	...	...	...	...
Novembre	3.821	1.051	157	1.208	15	...	...	...
Décembre	2.454	1.024	475	1.499	30	...	...	...
1966 Janvier <i>p</i>	733	452	20	472	...	...	450	450
Février <i>p</i>	922	529	4	533	...	...	...	...
Mars <i>p</i>	5.703	2.531	319	2.850	...	...	...	...
Avril <i>p</i>	870	313	132	445	...	...	...	...
Mai <i>p</i>	1.123	468	372	840	...	...	...	...
Juin <i>p</i>	7.266	995	75	1.010	...	...	...	...
Juillet <i>p</i>	1.214	237	1.000	1.237	...	...	...	...
Août <i>p</i>	713	492	15	507	...	...	...	...
Septembre <i>p</i>	788	185	475	660	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1956	2.428	...	2.780	22	2.313	2.587	286	5.208	185
1957	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1964 Novembre	2.126	44	2.865	1.072	1.041	1.514	1.408	5.035	...
Décembre	2.465	9	2.425	962	350	1.544	2.043	4.899	...
1965 1 ^{er} trimestre	2.032	294	2.293	1.410	22	1.571	1.616	4.619	338
2 ^e trimestre	1.617	342	2.563	1.500	...	2.160	862	4.522	...
3 ^e trimestre	1.763	1.037	2.637	1.440	...	3.008	989	5.437	...
4 ^e trimestre	1.660	1.201	2.686	1.316	...	2.664	1.567	5.547	...
1966 1 ^{er} trimestre	1.982	572	2.336	1.187	252	2.647	804	4.890	...
2 ^e trimestre	1.726	435	2.144	1.220	445	1.580	1.060	4.305	...
3 ^e trimestre	1.761	35	2.941	1.298	851	1.211	1.377	4.737	...
1965 Juillet	1.849	1.053	2.413	1.590	...	2.283	1.442	5.315	...
Août	2.017	1.245	2.882	1.346	...	4.217	581	6.144	...
Septembre	1.412	806	2.615	1.384	...	2.508	941	4.833	...
Octobre	1.623	1.355	2.598	1.372	...	2.526	1.678	5.576	...
Novembre	1.196	1.200	2.738	1.657	...	1.799	1.678	5.134	...
Décembre	2.146	1.048	2.724	929	...	3.640	1.349	5.918	...
1966 Janvier	1.887	961	2.831	1.146	...	3.703	830	5.679	...
Février	2.258	519	2.346	1.303	400	2.678	742	5.123	...
Mars	1.830	232	1.829	1.124	371	1.563	833	3.891	...
Avril	1.420	886	1.877	1.314	30	1.820	1.019	4.183	...
Mai	1.560	420	2.150	1.360	339	1.528	903	4.130	...
Juin	2.203	...	2.403	980	968	1.395	1.263	4.606	...
Juillet	1.251	104	2.992	1.671	347	896	1.433	4.347	...
Août	2.238	...	2.901	1.186	1.456	1.595	902	5.139	...
Septembre	1.794	...	2.929	1.029	747	1.140	1.807	4.723	...
Octobre	1.819	3	2.598	1.039	1.207	920	1.254	4.420	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme ¹		Autres opérations ²		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1965 3 ^e trimestre	39	3	186	736	282	739	468	408	99	1.147	567
4 ^e trimestre	39	3	194	874	313	877	507	467	110	1.344	617
1966 1 ^{er} trimestre	39	2	181	1.079	308	1.084	488	452	110	1.537	599
2 ^e trimestre	39	2	145	1.138	317	1.140	462	495	115	1.635	577
3 ^e trimestre	39	2	153	1.107	323	1.109	476	501	117	1.610	593
1965 Avril	39	2	152	674	313	676	465	416	91	1.092	556
Mai	39	2	135	662	315	664	450	408	94	1.072	544
Juin	39	2	133	706	317	708	450	432	104	1.140	554
Juillet	39	2	175	722	318	724	493	405	100	1.129	593
Août	39	3	219	707	263	710	482	396	95	1.106	577
Septembre	39	3	163	780	266	783	429	424	103	1.207	532
Octobre	39	3	189	798	290	801	479	438	103	1.239	582
Novembre	39	2	156	832	299	834	455	458	107	1.292	562
Décembre	39	3	237	992	350	995	587	506	120	1.501	707
1966 Janvier	39	2	205	1.038	329	1.040	534	435	108	1.475	642
Février	39	2	185	1.009	287	1.011	472	423	105	1.434	577
Mars	39	2	152	1.200	307	1.202	459	499	118	1.701	577
Avril	39	2	142	1.078	303	1.080	445	458	106	1.538	551
Mai	39	2	134	1.112	340	1.114	474	488	115	1.602	589
Juin	39	2	159	1.225	308	1.227	467	539	124	1.766	591
Juillet	39	2	136	1.090	354	1.092	490	468	113	1.560	603
Août	39	2	172	1.099	316	1.101	488	507	124	1.608	612
Septembre	39	2	152	1.133	299	1.135	451	529	115	1.664	566

¹ Il s'agit de l'argent au jour le jour et, jusqu'au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

² Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). -- *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		autres effets publics 1	
		domiciliées en banque	non domiciliées en banque		domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 300 jours	certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 300 jours		
1960 4 août	5, —	5, — représentatives d'importations d'exportations		5,50	5,75	6,25	6,25	Taux de certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %	Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	6,25	
10 novembre	5, —	5, —	4, —	5,50	5,75	6,25	6,25	"	"	6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6, —	6, —	"	"	6, —	
								Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 300 jours	
28 décembre	4,50	4,50	3,50	5, —	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier	4,25	4,25	3,25	4,75	5, —	5,50	5,50	2,25	4,25	5, —	5,50
22 mars	4, —	4, —	3, —	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4, —	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3, —	4,25	4,50	5, —	5, —	2,25	3,75	4,25	5, —
6 décembre	3,50	3,50	2,75	4, —	4,50	5, —	5, —	—	3,50	4, —	5, —
1963 18 juillet	4, —	4, —	3,25	4,50	5, —	5,50	5,50	—	4, —	4,50	5,50
31 octobre	4,25	4,25	3,75	5, —	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5, —	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5, —	5,50	6,50
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7, —
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6, —	6,25	7, —

1 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 octobre 1966

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 300 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,82
1961	2,56
1962	2,14
1963	2,31
1964	3,35
1965	3,17
1965 Novembre	3,28
Décembre	3,64
1966 Janvier	3,20
Février	3,16
Mars	3,53
Avril	3,70
Mai	4,02
Juin	3,50
Juillet	4,57
Août	3,95
Septembre	4,35
Octobre	4,40

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	4 1/2	5 1/2		6 mois	9 mois	12 mois
	1962	2,50	2,75	3,00	—	3,30		3,38	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1963	3,50	3,80	4,10	—	4,35	3,65	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1964	4,25	4,50	4,75	—	5,25	4,89	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1965	4,10	4,40	4,75	—	5,15	5,04	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1965 Nov.	4,00	4,30	4,60	—	5,00	4,98	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1965 Déc.	4,10	4,40	4,75	—	5,15	5,07	1965 9 nov.	5,15	5,30	5,40
1966 Janv.	4,10	4,40	4,75	—	5,05	5,12	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966 Fév.	4,10	4,40	4,75	—	5,00	5,01	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
1966 Mars	4,10	4,40	4,75	—	5,10	5,07	8 fév.	5,25	5,40	5,45
1966 Avril	4,10	4,50	4,90	—	5,15	5,11	8 mars	5,25	5,40	5,45
1966 Mai	4,35	4,75	5,10	—	5,30	5,22	12 avril	5,35	5,50	5,55
1966 Juin	4,50	4,90	5,30	—	5,60	5,52	10 mai	5,35	*	5,55
1966 Juillet	4,50	4,90	5,30	—	5,75	5,74	14 juin	5,55	5,65	5,70
1966 Août	4,60	5,00	5,40	—	5,75	5,75	12 juil.	5,65	5,75	5,80
1966 Sept.	5,00	5,25	5,50	—	5,80	5,77	9 août	5,85	5,90	6,00
1966 Oct.	5,10	5,40	5,70	—	5,90	5,85	13 sept.	5,85	5,90	6,00
							11 oct.	5,90	5,95	6,00

1 Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

Il convient de noter également que, jusqu'au 16 novembre 1959, il s'agit de moyennes arithmétiques simples des taux uniques journaliers tandis qu'à partir du 17 novembre 1959, il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

2 (Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (Moniteur belge du 28 mars 1964, p. 3239).)

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
						jusqu'à 350.000 F	au-delà de 350.000 F
1965 Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Août	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Novembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Décembre	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Janvier	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Février	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mars	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Avril	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Mai	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juin	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Août	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Septembre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Octobre	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965) 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962						Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962		
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
1957	4,47	—	5,17 1	5,54	5,59	5,45	—	—	—
1958	4,93	—	5,53 1	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1965 Novembre	4,06	5,39	5,44	5,66	5,57	5,53	6,50	6,55	6,53
Décembre	4,06	5,34	5,46	5,66	5,62	5,54	6,50	6,56	6,53
1966 Janvier	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
Février	4,05	5,45	5,44	5,68	5,65	5,57	6,50	6,56	6,53
Mars	4,05	5,52	5,52	5,68	5,66	5,61	6,53	6,61	6,57
Avril	4,05	5,59	5,54	5,69	5,68	5,64	6,54	6,65	6,58
Mai	4,05	5,63	5,58	5,73	5,69	5,67	6,59	6,67	6,62
Juin	4,05	5,76	5,71	5,81	5,74	5,77	6,64	6,70	6,68
Juillet	4,07	5,75	5,75	5,84	5,74	5,79	6,67	6,72	6,72
Août	4,07	5,72	5,76	5,81	5,73	5,77	6,69	6,70	6,72
Septembre	4,07	5,85	5,81	5,84	5,76	5,83	6,73	6,76	6,76
Octobre	4,07	5,99	5,96	5,94	5,81	5,94	6,76	6,80	6,81
Novembre	4,07			5,96			6,67		

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encors à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Y compris les emprunts de Sociétés de 5 à 20 ans.

N.B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXI^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Un's 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1956		5,00		3,—		3,—		5,50		4,—		3,75		2		1,50
1957 Janvier ...	11	4,50					7	5,—								
Février ...					11	4,—									15	2,50
Avril											17	4,25				
Mai											16	5,—				
Juillet ...			23	3,50	12	5,—	19	7,—								
Août																
Septembre .	19	4,—	15	3,—												
Novembre .																
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50								
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—				
Juin													26	6,—		
Septembre .													10	5,50		
Octobre ...													12	5,—		
Novembre .													13	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50		
Juillet ...			17	3,50									11	4,—		
Août																
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—			4	4,50				
Juin															3	2,50
Juillet ...																
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet ...							14	7,—							6	3,50

1 Federal Reserve Bank of New-York.

2 Entre le 1-11-1958 et le 20-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 9 septembre	1966 8 septembre	1965 7 octobre	1966 6 octobre
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	13.355	17.448	20.665	22.415	22.027	24.901	22.030	24.541
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.546	2.627	3.370	4.716	4.593	5.181	4.603	5.218
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.204	2.263	3.096	4.405	4.317	4.889	4.317	4.912
<i>Autres opérations</i>	342	364	274	311	276	292	286	306
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	—	630	589	1.471	1.471	1.471	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	8	28	24	22	34	26	34	35
Comptes courants postaux	481	911	920	1.135	837	879	842	784
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.221	3.316	3.546	1.682	4.286	4.143	4.286	4.030
Portefeuille d'escompte	20.608	20.007	18.606	19.053	17.053	16.592	18.327	16.574
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i>	6.310	7.030	6.173	6.925	6.144	7.011	6.039	6.948
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	...	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	1.223	575	669	612	34	46	55	70
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	—	...	...	2.393	2.841	2.530	2.397
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	13.074	12.402	6.819	6.188	4.984	4.886	5.106	4.800
<i>Autres crédits à moyen terme</i>			4.945	5.328	3.498	1.808	4.597	2.359
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	2.412	3.220	4.546	6.183	3.855	4.599	3.794	6.179
Avances à 30 jours sur effets publics	166	72	32	5	16	24	15	23
Avances sur titres	67	71	88	91	79	98	109	97
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	870	1.656	1.689	1.465	595	634	613	692
Divers	885	1.468	1.497	1.142	1.111	1.374	1.066	1.338
Total ...	54.391	61.226	65.344	69.152	65.729	69.694	66.962	70.754

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	50.082	55.781	59.544	64.170	61.742	65.710	62.985	66.694
Comptes créditeurs :	2.718	3.479	3.668	3.272	2.015	2.040	2.072	2.172
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	...	...	...	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	200	238	426	169	154	158	164	237
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.291	1.789	1.807	1.721	721	734	733	765
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.226	1.451	1.435	1.382	1.140	1.148	1.175	1.170
Capital de la Banque	150	250	250	250	250	250	250	250
Divers	1.441	1.716	1.882	1.460	1.722	1.694	1.655	1.638
Total ...	54.391	61.226	65.344	69.152	65.729	69.694	66.962	70.754

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX . 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1968 28 February	1964 28 February	1965 28 February	1966 28 February	1965 8 September	1966 7 September	1965 6 October	1966 5 October
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.338	2.438	2.638	2.788	2.788	2.988	2.788	2.938
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.350	2.450	2.650	2.800	2.800	3.000	2.800	2.950
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.350	2.450	2.650	2.800	2.800	3.000	2.800	2.950

Notes Issued :								
In Circulation	2.309	2.430	2.604	2.784	2.769	2.926	2.745	2.890
In Banking Department	41	20	46	16	31	74	55	60
Total ...	2.350	2.450	2.650	2.800	2.800	3.000	2.800	2.950

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	266	298	233	380	366	445	386	438
Other Securities :								
Discounts and Advances	54	32	72	70	47	43	34	83
Securities	22	25	26	28	27	27	26	27
Notes	41	20	46	16	31	74	55	60
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	384	376	378	495	472	590	502	609

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	3	3
Public Deposits	11	10	11	13	11	11	12	14
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	—	97	94	197	94	197
Other Deposits :								
Bankers	280	276	262	272	258	253	284	265
Other Accounts	74	71	86	94	90	110	94	115
Total ...	384	376	378	495	472	590	502	609

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1962 31 December	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1965 8 September	1966 7 September	1965 6 October	1966 5 October
ASSETS								
Gold certificate account	14.430	13.819	13.505	11.702	11.950	10.984	11.928	10.960
Redemption fund for F.R. notes	1.266	1.418	1.570	1.734	1.643	1.798	1.656	1.819
Total gold certificate reserves ...	15.696	15.237	15.075	13.436	13.593	12.782	13.584	12.779
Cash	288	182	146	129	119	299	110	317
Discounts and advances	38	63	186	137	436	681	511	844
Acceptances :								
Bought outright	52	70	59	75	36	48	39	51
Held under repurchase agreement	58	92	35	112	23	—	36	49
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.442	4.142	6.044	9.100	7.838	11.174	8.413	11.445
Certificates	13.182	7.066	...	...	...	4.366	...	4.366
Notes	10.717	17.729	25.188	24.828	24.828	21.013	24.828	21.013
Bonds	4.137	4.645	5.274	6.550	6.550	6.438	6.550	6.438
Total bought outright ...	30.478	33.582	36.506	40.478	39.216	42.991	39.791	43.262
Held under repurchase agreement	342	11	538	290	—	—	...	68
Total U.S. Government securities ...	30.820	33.593	37.044	40.768	39.216	42.991	39.791	43.330
Total loans and securities	30.968	33.818	37.324	41.092	39.711	43.720	40.377	44.274
Cash items in process of collection	6.518	6.435	7.190	6.915	5.499	6.343	6.130	7.025
Bank premises	104	104	102	103	102	104	102	104
Other assets	357	400	552	977	1.114	1.160	1.235	1.345
Total assets ...	53.931	56.176	60.389	62.652	60.138	64.408	61.538	65.844
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	30.151	32.381	34.659	37.074	35.765	38.105	35.838	37.910
Deposits :								
Member bank reserves	17.454	17.049	18.086	18.447	17.447	18.552	17.931	19.995
U.S. Treasurer - general account	597	880	820	668	951	1.027	1.224	506
Foreign	247	171	229	150	231	142	183	132
Other	424	291	321	355	175	397	210	478
Total deposits ...	18.722	18.391	19.456	19.620	18.804	20.118	19.548	21.111
Deferred availability cash items	3.584	3.835	4.584	4.667	3.967	4.642	4.587	5.270
Other liabilities and accrued dividends ...	73	82	642	189	374	235	346	252
Total liabilities' ...	52.530	54.689	59.341	61.550	58.910	63.100	60.319	64.543
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	467	497	524	551	544	565	545	566
Surplus	934	990	524	551	524	551	524	551
Other capital accounts .....	...	...	...	...	160	192	150	184
Total liabilities and capital accounts ...	53.931	56.176	60.389	62.652	60.138	64.408	61.538	65.844
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	86	92	122	144	142	276	155	238
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability	51,2 %	46,3 %	42,7 %	35,4 %	37,4 %	32,8 %	37,2 %	33,0 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liability » includes \$ 848 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1962 31 december	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1965 6 september	1966 5 september	1965 4 oktober	1966 10 oktober
ACTIVA								
Goud	5.698	5.770	6.080	6.327	6.326	6.233	6.326	6.233
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	586	1.081	1.435	1.096	1.064	1.047	1.106	1.038
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	7	15	31	44	31	47	34	57
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	...	7	15	94	7	42
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	597	729	346	704	704	1.142	704	1.138
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	72	25	16	157	85	192	157	120
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	13	16	14	30	18	25	19	24
Belegging van kapitaal en reserves	183	178	173	164	184	182	185	182
Gebouwen en inventaris	1	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	10	11	17	15	18	23	20	24
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.445	8.985	8.558	8.858

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	5.758	6.225	6.927	7.682	7.321	7.948	7.386	7.789
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.036	1.261	853	525	759	683	831	706
<i>'s Rijks schatkist</i>	620	1.095	665	394	640	633	764	650
<i>Banken in Nederland</i>	283	122	138	91	94	30	45	26
<i>Andere ingezetenen</i>	133	44	50	40	25	20	22	30
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	112	76	79	64	94	57	62	63
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	106	70	73	57	91	49	60	55
<i>Andere niet-ingezetenen</i>	6	6	6	7	3	8	2	8
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	18	16	14	13	12	15	14	14
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	168	168	165	163	165	162	165	162
Diverse rekeningen	55	59	54	77	74	100	80	104
Totaal ...	7.167	7.825	8.112	8.544	8.445	8.985	8.558	8.858

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de
Staat in het verkeer gebrachte munt-
biljetten

63	62	65	71	69	70	69	71
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1962 dicembre	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre	1965 maggio	1966 maggio	1965 giugno	1966 giugno
Oro in cassa	1.000	1.000	1.000	1.502	1.000	1.481	1.000	1.480
Cassa ¹	12	25	22	24	29	31	23	31
Portafoglio ²	616	942	764	720	668	721	671	781
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	260	337	285	311	270	390	357	441
Prorogati pagamenti	12	42	51	93	...	9	65	128
Ufficio italiano dei cambi	2.146	1.770	2.069	1.982	1.976	1.916	2.068	2.006
Disponibilita in divisa all'estero	63	65	64	...	64	...	65	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	244	168	519	405	321	346	306	380
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	132	229	305	211	230	240	228	253
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	485	440	410	377	380	377	380	377
C/c servizio tesoreria	—	506	558	913	797	683	704	563
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	29	33	...	32	13	59
Spese	56	71	88	102	16	20	48	58
Totale attivo ...	5.026	5.595	6.164	6.673	5.751	6.246	5.928	6.557
Circolazione dei biglietti ⁵	3.235	3.699	3.914	4.283	3.582	3.934	3.637	4.049
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	43	62	57	41	25	26	27	34
Conti correnti liberi	122	87	119	157	35	51	111	131
Conti correnti vincolati	988	1.305	1.459	1.738	1.641	1.846	1.628	1.862
Creditori diversi	237	352	517	340	436	357	467	412
C/c servizio tesoreria	320	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	18	10	...	...	7	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	4	5	6	7	6	8	6	7
Fondo di riserva straordinario	2	3	3	4	3	4	3	4
Rendite	57	72	89	103	16	20	49	58
Utile provvisorio del precedente esercizio ..	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	5.026	5.595	6.164	6.673	5.751	6.246	5.928	6.557
Depositante di titoli e valori	4.845	4.273	4.918	4.991	5.355	5.252	5.556	5.487
¹ Comprese monete di Stato	8	5	2	1	2	1	2	1
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	298	343	363	387	346	398	345	401
— istituti speciali	290	274	279	293	274	285	282	302
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	256	334	282	308	265	386	352	439
— privati	4	2	2	1	4	1	4	1
⁴ Compresi BOT	—	—	242	107	44	110	24	150
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	3	2	2	2	2	2	2	
⁶ Compresi vaglia e assegni	18	29	21	22	18	18	20	20

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1962 31 Dezember	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1965 7 September	1966 7 September	1965 7 Oktober	1966 7 Oktober
AKTIVA								
Gold	14.490	15.138	16.731	17.371	17.293	16.910	17.275	16.887
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.929	12.894	10.770	8.111	7.487	8.542	7.838	8.461
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	329	417	563	892	629	971	645	972
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.289	2.122	2.684	3.344	3.273	3.255	3.271	3.255
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U.</i>	897	751	615	509	518	420	515	420
<i>b) an Weltbank</i>	1.342	1.342	1.343	1.446	1.366	1.446	1.366	1.446
<i>c) an I.W.F.</i>	—	—	720	1.390	1.390	1.390	1.390	1.390
Deutsche Scheidemünzen	45	81	116	130	146	154	138	154
Postcheckguthaben	546	376	377	409	229	218	244	196
Inlandswechsel	1.967	1.647	2.413	4.650	6.058	6.470	6.487	6.964
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	125	307	345	258	80	192	228
Lombardforderungen	158	208	646	696	27	122	458	142
Kassenkredite	739	1.749	1.212	1.408	664	1.474	142	101
Wertpapiere	1.369	1.222	1.176	1.151	1.176	1.148	1.152	1.099
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	4.958	3.990	6.081	7.617	6.586	7.902	6.850	7.896
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	2.156	2.294	3.016	3.001	2.953	3.586	2.941	3.605
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.703	3.595	2.953	2.285	2.788	2.199	2.788	2.199
Sonstige Aktiva	253	406	463	433	398	314	424	303
	43.931	46.264	49.508	51.843	49.965	53.345	50.845	52.462
PASSIVA								
Banknotenumlauf	24.147	25.426	27.692	29.455	27.808	29.211	28.148	29.575
Einlagen von	16.795	18.006	18.610	18.671	18.759	20.212	19.194	18.982
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post-</i> <i>scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	12.232	13.607	15.143	16.241	16.474	18.185	15.642	16.877
<i>Öffentliche Einlegern</i>	4.284	4.126	3.215	2.165	2.046	1.779	3.306	1.857
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	279	273	252	265	239	248	246	248
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	374	270	308	452	320	368	397	351
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	353	234	257	418	284	345	246	326
<i>Sonstige</i>	21	36	51	34	36	23	151	25
Rückstellungen	950	1.076	1.260	1.475	1.475	1.690	1.475	1.690
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	638	701	776	861	861	963	861	963
Sonstige Passiva	737	495	572	639	452	611	480	611
	43.931	46.264	49.508	51.843	49.965	53.345	50.845	52.462

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1965 7 septembre	1966 7 septembre	1965 7 octobre	1966 7 octobre
ACTIF								
Encaisse or	11.543	12.204	11.794	13.164	11.492	11.601	11.502	11.598
Devises	867	1.083	1.679	853	978	1.127	891	1.052
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	—	—	431	429	459	519	459	519
Portefeuille effets sur la Suisse	124	142	163	139	79	97	80	103
<i>Effets de change</i>	79	107	138	130	79	97	80	103
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	45	35	25	9	...	...	...	...
Avances sur nantissement	72	97	78	39	25	17	23	35
Bons du Trésor étrangers en FS	207	207	432	432	432	432	432	432
Titres	43	52	65	93	86	167	88	170
<i>pouvant servir de couverture</i>	16	...	1	2	1	2	1	2
<i>autres</i>	27	52	64	91	85	165	87	168
Correspondants :	88	71	92	81	34	48	46	32
<i>en Suisse</i>	78	62	75	66	18	17	15	15
<i>à l'étranger</i>	10	9	17	15	16	31	31	17
Autres postes de l'actif	41	35	29	33	52	77	59	86
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.637	14.085	13.580	14.027

PASSIF								
Fonds propres	54	55	56	57	57	58	57	58
Billets en circulation	8.506	9.035	9.722	10.043	9.116	9.531	9.189	9.621
Engagements à vue	2.800	3.188	3.271	3.215	2.501	2.484	2.370	2.328
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.294	2.700	2.908	3.005	2.096	1.901	1.962	1.978
<i>Autres engagements à vue</i>	506	488	363	210	405	583	408	350
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	373	357	433	602	625	625	625	625
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	—	—	3	20	4	3	2	1
Autres postes du passif	217	221	243	291	299	349	302	359
Total ...	12.985	13.891	14.763	15.263	13.637	14.085	13.580	14.027

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	31 août 1965	31 août 1966	30 septembre 1965	30 septembre 1966
I. Or en lingots et monnayé	3.206	2.283	3.737	2.520	3.845	2.913
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	42	683	835	1.644	831	2.104
III. Bons du Trésor réescomptables	598	82	80	295	77	290
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	62	125	125	125	124	124
Y. Dépôts à terme et avances :	1.752	2.935	1.872	2.330	1.751	2.030
a) à 3 mois au maximum	1.422	2.060	1.026	1.711	1.030	1.500
b) à 3 mois au maximum (or)	3	3	3	3	3	3
c) de 3 à 6 mois	229	603	638	385	520	348
d) de 6 à 9 mois	68	25	44	131	113	94
e) de 9 à 12 mois	21	118	96	37	19	22
f) à plus d'un an	9	126	65	63	66	63
VI. Autres effets et titres :	1.426	2.015	1.715	1.468	1.723	1.309
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	281	296	384	387	298	299
b) de 3 à 6 mois	3	3	9	13	19	20
c) de 6 à 9 mois	85	94	15	16	2	8
d) de 9 à 12 mois	26	22	5	7	93	93
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	744	1.309	967	834	938	688
b) de 3 à 6 mois	120	100	143	62	181	78
c) de 6 à 9 mois	17	75	44	60	45	25
d) de 9 à 12 mois	25	35	65	29	74	55
e) à plus d'un an	125	81	83	60	73	43
VII. Actifs divers	1	1	1	5	2	4
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	—	68	—
<i>Total actif</i> ...	7.155	8.192	8.433	8.387	8.421	8.774

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : ²

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus)	221	221	221	—	221	—
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	—	76	—
<i>Total</i> ...	297	297	297	—	297	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1964	31 décembre 1965	31 août 1965	31 août 1966	30 septembre 1965	30 septembre 1966
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	26	26	26	26	26	26
1. Fonds de Réserve Légale	13	13	13	13	13	13
2. Fonds de Réserve Générale	13	13	13	13	13	13
III. Dépôts (or) :	3.757	4.410	4.762	4.133	4.703	4.250
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—	—	—	34	—	34
b) de 9 à 12 mois	72	203	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	—	69	21	117	—	28
d) de 3 à 6 mois	79	79	128	33	28	105
e) à 3 mois au maximum	783	1.656	943	1.227	1.098	922
f) à vue	2.518	1.836	3.146	2.239	3.079	2.678
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	—	17	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	17	—	52	—	—
c) de 3 à 6 mois	69	69	69	155	—	155
d) à 3 mois au maximum	69	248	—	138	69	190
e) à vue	167	216	455	138	429	138
IV. Dépôts (monnaies) :	2.554	2.943	2.814	3.531	2.855	3.797
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	78	28	31	22	27	18
b) de 9 à 12 mois	26	11	8	18	80	98
c) de 6 à 9 mois	81	80	113	6	109	1
d) de 3 à 6 mois	331	503	312	240	386	271
e) à 3 mois au maximum	1.666	1.950	1.840	2.305	1.736	1.752
f) à vue	20	16	22	563	23	1.253
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	15	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	31	15	33	—	63	—
d) à 3 mois au maximum	254	323	434	358	406	388
e) à vue	52	17	21	19	25	16
V. Effets :	415	385	424	288	426	290
a) de 9 à 12 mois	37	—	33	—	11	—
b) de 6 à 9 mois	68	11	2	—	25	—
c) de 3 à 6 mois	98	41	27	2	27	2
d) à 3 mois au maximum	212	333	362	286	363	288
VI. Divers	65	79	58	57	62	60
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
VIII. Comptes de profits et pertes	9	10	10	10	10	10
IX. Provision pour charges éventuelles	204	214	214	216	214	216
<i>Total passif</i> ...	7.155	8.192	8.433	8.387	8.421	8.774

Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

Dépôts à long terme :	229	229	229	—	229	—
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités ²	153	153	153	—	153	—
2. Dépôt du Gouvernement allemand	76	76	76	—	76	—
Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)	68	68	68	—	68	—
<i>Total</i> ...	297	297	297	—	297	—

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

² La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.830,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.M.	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.Y.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.Y.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2		
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2		
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3		
4. a) Indice des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série).....	IX - 2		
3. Chiffres trimestriels	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances Publiques.			
1. Situation de Trésorerie	XI - 1		
2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2		
3. Détail des recettes fiscales	XI - 3		
4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1963	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1962 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvement des créances et des dettes en 1963 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6		
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959)	XIII - 6		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 6		
7. Comptes de chèques postaux	XIII - 7		
8. Situation globale des banques	XIII - 8		
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9		

Numérotation
des tableaux

Numérotation
des tableaux

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

1. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne globale des particuliers et des entreprises

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectuées au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1